



Cahiers de formation marxiste n°8

Textes de formation et de débats sur :

# Le marxisme et la question nationale



Edité par la Formation Léon Lesoil  
Ligue Communiste Révolutionnaire  
Section belge de la IVe Internationale

Textes de formation et de débats sur :

# Le marxisme et la question nationale

Sommaire :

- Les marxistes révolutionnaires et la question nationale. LOR
- Internationalisme, nationalisme et anti-impérialisme. Michaël Löwy
- La question nationale aujourd'hui
- Le concept marxiste de nation. Salah Jaber
- Question nationale et lutte de classes dans les pays impérialiste. Ernest Mandel
- Question nationale et la révolution permanente. Livio Maitan
- Nation et impérialisme néolibéral. Marc Bonhomme
- Marx et Engels cosmopolites. L'avenir des nations dans le communisme. Michaël Löwy
- Les travailleurs et la patrie. Roman Rosdolsky
- La révolution d'Octobre et la question nationale. Michaël Löwy
- Nationalisme et internationalisme dans la conception du parti ouvrier révolutionnaire. Salah Jaber



Edité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale

---

# Les marxistes révolutionnaires et la question nationale (problématique d'ensemble)

Un postulat de base: le droit des nations opprimées à l'autodétermination. Le fondement de notre position sur la question nationale repose sur la nécessité pour les révolutionnaires de reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples et des nations opprimées. Par autodétermination des peuples et des nations opprimées, nous entendons leur droit à la séparation en tant qu'Etats d'avec les collectivités nationales étrangères, nous entendons la formation d'Etats nationaux indépendants.

Cette reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination à une double fonction:

- 1) Permettre aux révolutionnaires de la nation opprimée de lutter plus efficacement contre leur propre bourgeoisie ou petite-bourgeoisie nationaliste et
- 2) Favoriser historiquement l'unité la plus solide et la plus large entre la classe ouvrière de la nation opprimée et celle de la nation dominante.

La lutte contre l'oppression nationale, le combat pour l'indépendance nationale ne sont pas en soi des luttes anticapitalistes. Il s'agit en fait de luttes pour des revendications démocratiques-bourgeoises qui ne sont pas en tant que telles incompatibles avec le maintien du capitalisme. Presque toutes ces luttes commencent sous une direction bourgeoise ou petite-bourgeoise. Ce sont ces classes qui tendent les premières à se saisir de la question de l'oppression nationale afin de se gagner une base de masse qui leur permette de modifier en leur faveur le rapport de force avec l'impérialisme. La capacité de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie nationaliste de prendre la tête de cette lutte et à en conserver la direction lui ménage non seulement une marge de manoeuvre favorable dans son conflit avec tel ou tel impérialisme, elle lui permet aussi de maintenir un rapport de force plus favorable avec sa propre classe ouvrière et de la maintenir sous sa propre domination.

Afin de pouvoir mener une lutte efficace contre les forces nationalistes bourgeoises de leur nation, les révolutionnaires de la nation opprimée doivent avant toute chose lui reconnaître le droit à la séparation si elle en décidait ainsi. Toute autre attitude reviendrait à les marginaliser par rapport au mouvement des masses, à laisser celles-ci sous l'influence des directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises et à faire

passer les révolutionnaires pour des complices objectifs de l'impérialisme oppresseur. La reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations est donc une arme essentielle dans la lutte des révolutionnaires contre les nationalistes bourgeois.

D'autre part, la reconnaissance du droit à l'autodétermination est encore plus impérative de la part des révolutionnaires de la nation opprimante. Tout refus de reconnaître ce principe sera inévitablement interprété par la classe ouvrière de la nation opprimée comme un appui du prolétariat de la nation oppresseuse à sa propre bourgeoisie impérialiste contre la nation dominée. Il ne peut que renforcer le rapprochement de la classe ouvrière de la nation opprimée avec sa propre bourgeoisie nationaliste et la placer encore davantage sous sa domination. « *Nier le droit de libre détermination ou de séparation conduit inévitablement dans la pratique à soutenir les privilèges de la nation dominante* » disait Lénine.

La solidarité nationale de la classe ouvrière de la nation impérialiste avec sa propre bourgeoisie renforcera la solidarité nationale de la classe ouvrière de la nation opprimée avec sa propre bourgeoisie nationaliste. Une telle attitude ne peut que mener au renforcement des deux bourgeoisies face à leurs classes ouvrières respectives et à accentuer les divisions entre les prolétariats des deux nations.

Les marxistes révolutionnaires s'efforcent d'établir l'unité d'action et la solidarité révolutionnaire entre les classes ouvrières de toutes les nations. Or, pour les classes ouvrières d'une nation opprimée et d'une nation oppresseuse, une telle solidarité n'est possible que sur la base du respect du droit à l'autodétermination des nations; « *L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister en premier lieu à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme* » (Lénine).

## La lutte contre l'idéologie nationaliste

La reconnaissance du droit à l'autodétermination n'est que le premier fondement du cadre stratégique des révolutionnaires sur la question nationale. Il n'occupe pas tout ce cadre. La lutte contre l'idéologie nationaliste

constitue le deuxième volet de la lutte des révolutionnaires contre l'oppression nationale.

« *Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fut-il le plus juste, le plus « pur », le plus fin et le plus civilisé* » (Lénine). La reconnaissance du droit à l'autodétermination et la légitimité historique des mouvements de lutte contre l'oppression nationale ne doit pas conduire à obscurcir la conscience de classe prolétarienne par l'idéologie bourgeoise. Or, le nationalisme est une idéologie bourgeoise.

Le nationalisme est l'idéologie de la solidarité nationale par dessus les classes sociales, les particularismes régionaux ou autres. Cette idéologie a joué un rôle progressiste à l'époque où la jeune bourgeoisie montante s'en servait pour rallier derrière elle les forces vives de la nation contre la monarchie et les résistances féodales pour créer l'Etat-nation moderne. Mais depuis l'avènement de l'époque impérialiste, où le moteur fondamental de la lutte de classe n'est plus l'antagonisme entre la bourgeoisie progressiste et la monarchie réactionnaire, mais bien l'antagonisme irréconciliable entre la bourgeoisie, devenue une classe complètement réactionnaire, et la classe ouvrière, le nationalisme est en règle générale une idéologie réactionnaire qui vise à subordonner la classe ouvrière et les autres couches populaires à la domination idéologique de la bourgeoisie ou de fractions de celle-ci, une idéologie de collaboration de classe.

Toutefois, dans le cadre de cette lutte contre toute idéologie nationaliste, il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée. Le nationalisme des pays impérialistes et des nations oppresseuses est soit un complément idéologique à une lutte ou à une compétition inter-impérialiste, soit une justification idéologique à une politique annexionniste. Dans les deux cas, il vise à soumettre la classe ouvrière « sa » bourgeoisie impérialiste et à dresser la classe ouvrière d'une nation contre l'autre.

Le nationalisme des nations opprimées est un phénomène plus complexe et il doit être compris à deux niveaux. D'une part, pour la bourgeoisie ou petite-bourgeoisie nationaliste de la nation opprimée, il s'agit de se doter d'une base populaire comme point d'appui et comme moyen de pression contre l'impérialisme, puis d'empêcher l'organisation indépendante de la classe ouvrière. Mais d'autre part, ce nationalisme est souvent pour la classe ouvrière et les masses populaires de la nation opprimée l'expression nationale, l'enveloppe de leur indignation sociale.

Il est vrai que le développement d'une conscience

nationale « anti-impérialiste » au sein de la classe ouvrière et des masses populaires d'une nation dominée est éminemment progressiste et que les révolutionnaires doivent l'appuyer sans pour autant appuyer son expression nationaliste, confuse et interclassiste. Néanmoins, même le nationalisme le plus « progressiste » reste une idéologie confuse, qui masque les vraies sources de l'oppression nationale et sociale, qui agit en dernière instance, comme un frein sur le développement de la conscience de la classe ouvrière.

Les révolutionnaires doivent conséquemment s'appuyer sur la conscience nationale anti-impérialiste de la classe ouvrière et des masses populaires d'une nation dominée, non pas pour s'adapter au nationalisme ni pour le rendre plus progressiste et « révolutionnaire », mais pour permettre à la classe ouvrière et aux autres couches populaires de dépasser complètement l'idéologie nationaliste et d'acquiescer une claire compréhension de la nécessité de la révolution prolétarienne pour éliminer toute forme d'exploitation et d'oppression.

### **La revendication d'indépendance nationale**

La reconnaissance du droit à l'autodétermination et la lutte contre toute forme de nationalisme (avec une méthode et une pédagogie différente selon qu'il s'agit du nationalisme d'une nation oppresseuse ou bien celui d'une nation dominée) sont des principes généraux qui circonscrivent le cadre de fonctionnement de notre politique de fond sur la question nationale. Ils ne présentent pas nécessairement en eux-même une réponse stratégique à chaque cas concret.

A partir du principe de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations opprimées, les révolutionnaires peuvent adopter deux positions quant à la façon dont ils croient que leur nation devrait se prévaloir de ce droit:

- 1) Ils peuvent s'opposer à la séparation, « *la reconnaissance de ce droit (à l'autodétermination) n'exclut aucunement ni la propagande ni l'agitation contre la séparation* » (Lénine) ou
- 2) Ils peuvent au contraire faire leur la revendication d'indépendance nationale.

Sans dresser un catalogue des circonstances ou des facteurs qui peuvent amener les révolutionnaires à prendre position pour ou contre l'indépendance de leur nation, on peut néanmoins délimiter certains critères fondamentaux qui orientent notre politique dans un sens ou dans l'autre. Ces critères ont ceci de commun qu'ils peuvent se ramener au principe plus général que « *reconnaissant l'égalité en droit et un droit égal à*

*constituer un Etat national, il (le prolétariat) prise par dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie sous l'angle de la lutte des classes des ouvriers toute revendication, toute séparation nationale » (Lénine).*

Autrement dit, comment cette revendication pour l'indépendance nationale affecte-t-elle la dynamique de la lutte des classes, est-ce une revendication qui la pousse de l'avant, qui en accélère le rythme? Contribue-t-elle historiquement à jeter les bases de l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière? S'il arrive parfois que des mouvements de libération nationale ont pour premier effet d'accentuer les divisions entre le prolétariat de la nation dominante et celui de la nation dominée, la capacité de la classe ouvrière de la nation dominée à se saisir de la direction de la lutte pour l'indépendance, d'imposer ses méthodes de lutte et son programme révolutionnaire, peut par l'exemple ainsi donné surmonter rapidement ces divisions et rétablir la solidarité de classe à un niveau plus élevé, devient-elle un obstacle à une lutte commune entre les prolétaires des deux nations. Il n'y a pas de réponse universelle à ces deux questions. Il est nécessaire d'examiner chaque cas concret.

Règle générale, les marxistes révolutionnaires, tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination des nations opprimées, tendent à s'opposer politiquement à la sécession d'une nation opprimée lorsque la dynamique de la lutte des classes dans les deux nations tend à converger; lorsque le processus révolutionnaire tend à prendre la forme d'un affrontement entre l'Etat bourgeois central et les mouvements convergents des classes ouvrières des différentes nationalités de l'Etat lorsque le mouvement pour l'indépendance nationale n'est le fait que de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie alors que la classe ouvrière n'est que peu touchée par le nationalisme et conserve de forts liens organiques avec la classe ouvrière de la nation dominante; lorsque la classe ouvrière de la nation dominante est à l'avant-garde de la lutte des classes. Dans tous les cas, les révolutionnaires de la nation opprimée mettent en avant l'unité organique immédiate des ouvriers des différentes nations, privilégiant par dessus tout leurs luttes communes.

Par contre, en règle générale, les marxistes révolutionnaires vont plus loin que la simple reconnaissance du droit à l'autodétermination et assument eux-mêmes la revendication de l'indépendance nationale dans le cas, par exemple, des mouvements de libération coloniaux, lorsque la majorité de la population (y compris de la classe ouvrière) s'est prononcée clairement pour une telle solution et que la tâche principale des révolutionnaires consiste à arracher ce puissant mouvement national à la direction de la

bourgeoisie nationaliste, lorsque des secteurs décisifs de la classe ouvrière de la nation dominée se sont déjà prononcés en faveur de l'indépendance et que cette lutte constitue un des principaux cadre de radicalisation du prolétariat (résultat le plus souvent du décalage existant entre la lutte des classes dans la nation dominante et celle dans la nation dominée); c'est à dire, lorsque le cadre de la lutte pour l'indépendance devient le cadre inévitable dans lequel débutera et duquel émergera la lutte pour le socialisme.

Ce ne sont que des indications générales. On peut très bien dans une situation concrète trouver des traits, des éléments contradictoires. Dans ce cas, ce qui tranche, c'est la capacité des révolutionnaires de bien comprendre les tendances fondamentales du processus révolutionnaire.

### **Lutte de libération nationale et internationalisme prolétarien**

L'internationalisme prolétarien puise sa force pratique dans des conditions objectives et matérielles: l'unification économique et politique du monde entier par le capitalisme. L'impérialisme a imposé au système capitaliste un degré très avancé d'intégration mondiale: le contrôle du marché, de la vie économique et sociale, par les corporations dites multinationales est évidente et la politique militaire de l'impérialisme en Indochine hier, au Moyen Orient, en Amérique latine et en Afrique centrale et méridionale aujourd'hui rendent de plus en plus clair le caractère international de la lutte des classes et de la révolution socialiste.

L'internationalisme prolétarien est donc la prise de conscience agissante de cette réalité objective. L'analyse et le programme révolutionnaires se font en fonction de cette réalité, c'est à dire en fonction de l'intervention mondiale la plus efficace pour la modifier. Ainsi, toute politique qui prend comme point de départ un point de vue étroitement national est à moyen terme suicidaire.

Cependant, si le capitalisme a créé dans tous les pays du monde, dominants ou dominés, un prolétariat moderne qui a les mêmes intérêts historiques (la révolution socialiste), et le même adversaire (la bourgeoisie), cela ne signifie pas que l'origine historique et les conditions de vie et de lutte soient identiques dans tous les pays et toutes les nations. Car l'unification du monde entier par le capitalisme et surtout l'impérialisme n'a pas procédé par l'égalisation de tous les pays et de toutes les nations. Le développement combiné et inégal de l'histoire signifie un accroissement des inégalités entre les nations dominées et les nations dominantes.

Pour que l'unité historique des prolétaires des nations dominantes et des nations dominées se réalise, il va falloir que les premiers rompent concrètement avec « leur » impérialisme à tous les niveaux et que les derniers prennent en main la lutte de libération nationale en

évinçant les nationalistes bourgeois et petits-bourgeois. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra progresser vers notre but final; la République universelle des conseils ouvriers, où toutes les formes non seulement d'exploitation mais aussi d'oppression des êtres humains par des êtres humains seront liquidées.

Extraits de « Indépendance nationale et lutte de classes au Québec », LOR  
Quatrième Internationale n°9, 40e année, juillet-août-septembre 1982

---

## Internationalisme, nationalisme et anti-impérialisme

Deux cents ans après l'appel de la Révolution française à la fraternité universelle du genre humain, et soixante-dix ans après la fondation de l'Internationale communiste, que reste-t-il du grand rêve de solidarité internationale entre tous les opprimés ? Le nationalisme ne reste-t-il pas l'une des principales forces déterminant le cours de la politique mondiale ? Et comment les socialistes et les anti-impérialistes doivent-ils se situer par rapport à lui ?

Le rôle contradictoire du nationalisme est l'un des grands paradoxes de l'histoire de ce XXe siècle qui approche aujourd'hui de sa fin. Au service de l'impérialisme et des forces réactionnaires, l'idéologie nationaliste a engendré et légitimé quelques-uns des crimes les plus atroces de ce siècle : les deux guerres mondiales, les génocides des Arméniens, des Juifs et des Gitans, les guerres colonialistes, la montée du fascisme et des dictatures militaires, la répression brutale par des « gouvernements nationaux » des mouvements progressistes et révolutionnaires, depuis la Chine dans les années vingt, jusqu'à l'Indonésie des années soixante, et l'Argentine des années soixante-dix. En sens inverse, c'est au nom de la libération nationale que les peuples colonisés ont gagné leur indépendance, et que certains des plus importants et des plus radicaux processus de révolution socialiste ont pu gagner le soutien populaire et triompher : en Yougoslavie, en Chine, en Indochine, à Cuba et maintenant au Nicaragua...

Autre étonnant paradoxe: bien que le nationalisme ait été le facteur dominant dans la configuration politique du XXe siècle, la plus grande révolution de notre temps, celle d'Octobre 1917, ne doit rien au nationalisme et était même explicitement dirigée contre la « défense nationale de la patrie » dans la guerre avec l'Allemagne impériale. Qui plus est, il n'y a jamais eu dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste d'organisation mondiale de masse aussi authentiquement internationaliste que la

IIIe Internationale (au moins pendant ses premières années d'existence).

Comment comprendre ces paradoxes ? Le marxisme peut-il fournir des instruments théoriques pour une telle compréhension ? Quelles sont les perspectives pour le nationalisme et l'internationalisme dans les prochaines années de cette fin de siècle ?

### Marxisme et nationalisme

Toute tentative de répondre à ces questions doit prendre comme point de départ une approche dialectique du problème : la question nationale est contradictoire et ses contradictions ne sont pas l'expression de traits éternels de la nature humaine, mais de conditions historiques concrètes.

En premier lieu, qu'est-ce qu'une nation ? Ce problème a préoccupé plusieurs générations de penseurs et de dirigeants marxistes (1). Ils recherchaient des critères objectifs permettant de déterminer si une collectivité de personnes constituait ou non une nation. Pour Karl Kautsky la nation était essentiellement le produit d'une langue commune. Pour Otto Bauer, chaque nation avait un « *caractère national* » spécifique. Anton Pannekoek considérait la nation comme un simple « *phénomène idéologique bourgeois* ». D'autres avançaient des critères géographiques ou économiques.

La tentative la plus systématique pour élaborer le cadre théorique d'une telle classification est bien sûr le fameux essai de Staline de 1913 (le *Marxisme et la question nationale*) (2). Combinant tous les critères « *objectifs* » - langue commune, territoire, vie économique, et « *formation psychique* » - en une seule définition, il insistait sur le fait que « *c'est seulement quand toutes les*

*caractéristiques sont présentes conjointement que nous avons une nation* ». Ce cadre rigide et dogmatique fut un vrai lit de Procuste et devint pour de nombreuses décennies un énorme obstacle à la compréhension de communautés nationales « hétérodoxes » comme les Juifs, les Noirs des Etats-Unis, etc. Il ne permet pas d'expliquer comment l'Allemagne ne devint une nation que longtemps après son unification économique à travers l'Union douanière, ou pourquoi les Belges ou les Suisses francophones ne font pas partie de la nation française.

En opposition à une conception aussi abstraite et « fermée », Otto Bauer (3) fit un apport tout à fait significatif à une analyse marxiste « ouverte » de la nation avec son approche historiciste : sans ignorer les différents autres critères (langue, économie, etc.) il définit la nation comme étant avant tout le produit d'un destin historique commun. En d'autres termes : la nation est non seulement une cristallisation d'événements passés, un « *morceau d'histoire solidifié* » mais aussi « le produit jamais achevé d'un processus continu ». Cette méthode historique lui permit d'éviter des erreurs semblables à la théorie néo-hégélienne d'Engels sur les « *nations sans histoire* » (Tchèques, Roumains) condamnées à disparaître.

Il me semble que ce type d'analyse non dogmatique conduit logiquement à la conclusion selon laquelle une nation ne peut être définie seulement sur la base de critères abstraits, externes et « objectifs ». La dimension subjective, c'est-à-dire la conscience d'une identité nationale, la vitalité de la culture nationale, l'existence d'un mouvement politique national, est tout aussi importante. Bien sûr, ces « facteurs subjectifs » ne sortent pas du néant ; ils sont le résultat de certaines conditions historiques : persécutions, oppression, discriminations, etc. Mais ceci signifie qu'en dernière analyse ce ne sera pas quelque « expert » doctrinaire muni d'une liste de caractéristiques « objectives » qui tranchera la question de savoir si une communauté constitue ou non une nation, mais la communauté elle-même (ou la partie de celle-ci qui se considère comme appartenant à une nation) (4).

Il est important de distinguer soigneusement le sentiment d'identité nationale, l'attachement à une culture nationale, la conscience d'appartenir à une communauté nationale avec son propre passé historique - et le nationalisme. Le nationalisme en tant qu'idéologie comprend tous ces éléments mais aussi quelque chose de plus, qui en est l'ingrédient décisif : le choix de la nation comme valeur primordiale du point de vue social et politique, valeur à laquelle toutes les autres doivent être en quelque sorte subordonnées. Hans Kohn, l'historien bien connu du nationalisme moderne, l'a ainsi défini comme « *un état d'esprit, où l'on considère que la loyauté suprême de l'individu doit aller à l'Etat-nation* ». On tient

là une très bonne définition - à condition d'y ajouter la lutte en vue de l'établissement de l'Etat-nation - même s'il faut se rappeler l'existence de mouvements nationalistes (modérés) qui ne visent qu'à l'autonomie culturelle ou territoriale.

Il n'est pas facile d'indiquer avec précision comment et quand est né le nationalisme. Certains auteurs pensent qu'il apparaît parallèlement à l'émergence de l'Etat-nation au XVe et XVIe siècles (Machiavel!). D'autres, comme Hans Kohn, renvoient aux premières grandes révolutions bourgeoises ; en Angleterre au XVIIe siècle et en France en 1789, l'Etat, pour la première fois, « cessa d'être l'Etat royal: il devint l'Etat du peuple, un Etat national, une patrie (6) ». Plus récemment, Tom Nairn essaya de démontrer que le nationalisme a émergé au XIXe siècle (comme résultat du développement inégal du capitalisme) dans les pays périphériques (Allemagne, Italie et Japon), et n'a atteint les « régions du centre » (Angleterre, France) que plus tard (7). Mais cette bizarre chronologie pêche par son arbitraire et semble ignorer des faits historiques bien connus comme la dimension patriotique de la Révolution française et des guerres napoléoniennes...

En tout cas, il est sûr que, durant de longs siècles, le référent politique n'était pas la nation ou l'Etat-nation, mais une forme autre d'organisation sociale et politique : le clan, l'Etat-cité, le seigneur féodal, l'Eglise, le royaume dynastique, et l'Empire multinational. Et bien que l'on puisse trouver certains précédents dans le passé (les anciens Hébreux ou les anciens Grecs), leur nature et leur substance sont très éloignées du nationalisme moderne. Développement inégal et solidarité internationale

Le socialisme marxiste est fondamentalement opposé au nationalisme. D'abord parce qu'il refuse de considérer la nation comme un tout indifférencié : toutes les nations sont divisées en classes sociales distinctes, avec des intérêts distincts et des conceptions distinctes de l'identité nationale. Mais surtout, il rejette l'idéologie nationaliste et son échelle de valeurs parce que sa fidélité suprême ne va pas à une nation quelle qu'elle soit, mais à un sujet historique international (le prolétariat) et à un objectif historique international: la transformation socialiste du monde. Il est internationaliste pour des raisons à la fois éthiques et matérielles.

Les motivations éthiques sont importantes : pour un marxiste internationaliste, matérialiste et athée, la seule valeur qui puisse être considérée comme « sacrée » - c'est-à-dire absolue - est l'humanité elle-même (dont les exploités et les opprimés constituent la force d'émancipation). En ce sens, le slogan « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » n'est pas seulement une directive pour l'action, mais aussi la réponse éthique du

socialisme à « l'Amour sacré de la patrie » de l'idéologie nationaliste. Le socialisme est donc un mouvement internationaliste en raison du caractère universaliste et humaniste de ses valeurs et de ses objectifs. Sans cette dimension éthique, il n'est pas possible de comprendre l'engagement total et les sacrifices de générations de militants du mouvement ouvrier à travers le monde à la cause du socialisme international (ou du communisme). Comme le vieux bolchevik Adolf Yoffé l'écrivait à Trotsky dans sa dernière lettre (avant de se suicider en 1927): "La vie humaine n'a pas de sens si elle n'est pas placée au service d'un infini, qui pour nous est l'humanité. »

Cependant, si l'internationalisme n'était qu'un principe moral, un impératif catégorique, il serait facile de le rejeter comme une belle utopie. Si ce n'est pas le cas, c'est que l'internationalisme prolétarien tire sa force politique de conditions objectives, concrètes et matérielles, déjà analysées par Marx dans le Manifeste du parti communiste: l'unification économique du monde par le système capitaliste. Comme toute totalité dialectique, le capitalisme mondial n'est pas la somme de ses parties, les économies nationales, de même que la lutte de classes internationale n'est pas la somme des luttes nationales. L'un et l'autre constituent un tout organique, avec ses propres formes d'évolution, distinctes des particularités de ses composantes. Georg Lukacs a insisté dans Histoire et conscience de classe sur le fait que la catégorie de totalité était, au plan méthodologique, le fondement même du postulat révolutionnaire. Du point de vue dialectique de la totalité, une situation locale ou nationale ne peut être comprise théoriquement et transformée pratiquement, si l'on ignore comment elle s'articule avec l'ensemble, c'est-à-dire avec l'évolution mondiale économique, sociale et politique.

D'ailleurs l'analyse de Marx dans le Manifeste, loin d'être anachronique, convient encore mieux à notre époque qu'à la sienne : l'impérialisme a imposé au système capitaliste mondial un degré d'intégration bien plus élevé, et le contrôle du marché par les monopoles multinationaux est incomparablement plus grand ; en un mot, l'unification de la planète par le mode de production capitaliste a atteint aujourd'hui un niveau qualitativement plus élevé qu'en 1840. Et cette unification économique trouve également une expression politique et militaire avec l'atlantisme occidental, l'interventionnisme américain, etc. Cela signifie que l'internationalisme plonge ses racines dans la structure de l'économie et de la politique mondiales ; l'internationalisme socialiste consiste aussi en la prise de conscience de cette réalité objective.

Quel est alors le facteur décisif de la lutte de classes : les conditions nationales ou internationales ? Doit-on

privilégier l'importance du processus mondial, ou bien, comme Mao a pu l'écrire, les facteurs internes et les déterminations nationales (endogènes) ? Posée ainsi, la question ne mène nulle part. Elle implique une séparation abstraite, métaphysique et statique entre le national et l'international, « interne » et l'« externe », le « dedans » et le « dehors ». Le point de vue dialectique repose précisément sur la compréhension de l'unité contradictoire entre l'économie nationale et le marché mondial, entre la lutte de classes nationale et internationale — unité qui apparaît déjà dans le fait que la spécificité nationale (économique et sociale) est le produit du développement inégal du capitalisme international.

En revanche, ce qui est faux dans le Manifeste, et dans d'autres écrits de Marx, c'est l'idée selon laquelle le capitalisme industriel moderne est essentiellement une force d'homogénéisation, qui crée des conditions de vie et de lutte identiques pour les exploités de tous les pays. Dans un essai écrit en 1845 (et récemment découvert) il écrivait cette phrase surprenante : « *La nation de l'ouvrier, ce n'est ni la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, c'est le labeur, l'esclavage salarié, la vente de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, anglais ou allemand, c'est le Capital. L'air qu'il respire n'est pas français, anglais ou allemand, c'est l'air de l'usine. La terre qui lui revient n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, elle se trouve quelques pieds sous terre (9).* »

Cette thèse contient une grande part de vérité, mais elle ignore non seulement les spécificités culturelles de chaque nation (que le capitalisme n'abolit en rien) mais aussi les différences socio-économiques qui existent entre les prolétariats des différentes nations, qui résultent du développement inégal et combiné du système capitaliste mondial. On ne peut par ailleurs oublier l'importance des particularités nationales dans la « formation de la classe ouvrière » de chacun des pays, ainsi que dans le développement de sa propre tradition de résistance et de luttes anticapitalistes.

En d'autres termes : même si, dans les métropoles impérialistes comme dans les pays dominés, le capitalisme fait naître un prolétariat moderne qui s'oppose au même ennemi, et partage les mêmes intérêts historiques objectifs, cela ne signifie en aucun cas que leurs conditions de vie matérielle et sociale (sans parler des cultures nationales) sont identiques... Comme Léon Trotsky a pu l'écrire : » Si nous prenons l'Angleterre et l'Inde comme les deux pôles du capitalisme, nous devons reconnaître que l'internationalisme des prolétariats anglais et indien n'est en rien fondé sur l'identité de leurs conditions, tâches et méthodes, mais sur leur étroite interdépendance».



Le capitalisme mondial crée d'incroyables inégalités et de profondes différences dans les conditions de vie entre le centre et la périphérie du système : seule la relation de complémentarité et de réciprocité qui existe entre les différents pays peut engendrer la solidarité internationale. C'est pourquoi les mouvements anti-guerre des années cinquante en France, et des années soixante et soixante-dix aux Etats-Unis ont puissamment épaulé la lutte des peuples algériens et indochinois - et vice versa : ces luttes coloniales ont contribué au déclenchement de la contestation radicale dans les pays du centre.

La même logique de complémentarité s'applique aussi, mais dans un contexte différent, au lien entre la lutte pour la démocratie socialiste à l'Ouest et dans les sociétés post-capitalistes de l'Europe de l'Est : ce n'est pas l'identité de situation qui crée une relation de réciprocité et de soutien mutuel, mais la communauté d'objectif. Les événements de Tchécoslovaquie de 1968 furent le point de départ de cette dynamique internationaliste, mais elle a été étouffée par l'invasion soviétique avant de pouvoir révéler toutes ses potentialités. En tout cas, il ne fait aucun doute que l'existence des Etats post-capitalistes (bureaucratisés) crée une nouvelle dynamique internationale (que Marx et les classiques n'avaient pas prévue) ainsi qu'une nouvelle forme d'internationalisme qui ne découle pas de l'unité du capitalisme mondial. Cette forme nouvelle résulte de l'intérêt commun du mouvement ouvrier, à l'Est et à l'Ouest, de voir la dictature bureaucratique abolie dans les sociétés post-capitalistes, réduisant ainsi à néant le plus efficace argument idéologique des classes dominantes occidentales à rencontre d'un changement radical, c'est-à-dire socialiste.

Pour résumer : l'internationalisme n'est pas l'expression de l'identité de conditions de vie des exploités et des opprimés de tous les pays, mais une relation dialectique de complémentarité entre au moins trois sortes de luttes : le mouvement ouvrier socialiste dans les sociétés capitalistes avancées; le mouvement de libération sociale et nationale dans les pays capitalistes dépendants ou coloniaux, et le mouvement anti-bureaucratique pour la démocratie socialiste dans les sociétés post-capitalistes.

## La persistance du nationalisme

Les marxistes ont souvent sous-estimé le rôle de la question nationale ainsi que l'importance de la libération nationale pour les peuples dominés. Cela fait partie d'une tendance plus large à oublier, négliger ou au moins sous-estimer les formes d'oppression qui ne sont pas des oppressions de classe : nationale, raciale ou sexuelle. Ce n'est pas que le marxisme soit incapable en tant que tel de

prendre en compte ces dimensions, mais c'est l'approche économiste qui a dominé une bonne partie de la pensée marxiste (et aussi certains des propres écrits de Marx !) qui conduit à un tel résultat.

Les marxistes ont très souvent aussi sous-estimé la puissance du nationalisme. Une combinaison spécifique d'économisme et d'illusions sur un progrès linéaire (héritées des Lumières) conduit à l'idée fautive selon laquelle le déclin du nationalisme serait inévitable. Par exemple, dans le Manifeste: *«Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté de commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent (10). »*

La IIe Internationale, elle aussi, pensait que le nationalisme appartenait au passé et Karl Kautsky rêvait d'un avenir socialiste sans nations et d'une langue unique : *« Les nations vont peu à peu fusionner entre elles, sans violence, un peu à la manière de la population romane des cantons des Grisons en Suisse, qui, insensiblement et sans résistance, est en train de se germaniser elle-même, parce qu'elle réalise qu'il est préférable de parler une langue comprise largement, plutôt qu'une langue qui n'est parlée que dans quelques vallées. »* Il est évident qu'avec de telles conceptions les marxistes étaient mal préparés à affronter la fantastique vague de nationalisme qui, à partir d'août 1914, s'empara du mouvement ouvrier et conduisit à « l'Union Sacrée en défense de la patrie » et au massacre de millions d'ouvriers de tous les pays. Kautsky lui-même se rallia à la « défense nationale » de l'Empire germanique, en expliquant que le socialisme international était un instrument adapté aux époques pacifiques, mais qu'il fallait le ranger discrètement en temps de guerre...

Pour une confrontation efficace avec le nationalisme, il faut donc commencer par abandonner les illusions sur un progrès linéaire, autrement dit la croyance naïve en une évolution pacifique, en un dépérissement graduel du nationalisme et des guerres nationales, grâce à la modernisation et à la démocratisation des sociétés industrielles, à l'internationalisation des forces productives, etc.

Comment expliquer cette force incroyable du nationalisme au cours du XXe siècle ? Une première réponse possible renvoie à l'argument marxiste classique : le nationalisme est une idéologie bourgeoise et sa prégnance sur les masses populaires est l'une des principales formes que prend la domination idéologique de la bourgeoisie dans les sociétés capitalistes. Cette analyse n'est pas fautive, mais ne suffit pas à expliquer la

force d'attraction du nationalisme, y compris parfois sur des fractions significatives du mouvement ouvrier. D'autres facteurs doivent être pris en considération:

1. Des conditions économiques et matérielles concrètes, à savoir la concurrence entre travailleurs de différentes nations (ou Etats), qui résulte de la nature du capitalisme lui-même. Il s'agit certes d'intérêts à court terme — comme par exemple d'empêcher l'importation de produits étrangers qui pourrait créer du chômage — mais leur poids réel peut cacher aux travailleurs en concurrence leur intérêt historique commun : l'abolition de l'exploitation. D'ailleurs, ceci peut se produire y compris à l'intérieur d'une seule nation, lorsque des travailleurs au chômage se portent volontaires pour casser une grève. Marx lui-même reconnaissait dans le Manifeste que la concurrence entre travailleurs constitue une menace constante de division et de destruction pour leur organisation commune.

2. Des tendances irrationnelles, telles que le nationalisme chauvin, le fanatisme religieux, le racisme et le fascisme. Il s'agit là d'un phénomène psychique complexe, qui reste à étudier. Les travaux de Reich sur la psychologie de masse du fascisme, d'Erich Fromm sur la «*peur de la liberté*», d'Adorno sur la personnalité autoritaire représentent les premières contributions importantes à une explication. Le nationalisme est par nature une idéologie irrationnelle : il ne peut fournir aucun critère rationnel justifiant la prééminence d'une nation sur les autres - puisque l'essence du rationalisme, lorsqu'il n'est pas purement instrumental - est de tendre à l'universel. Il doit donc faire appel à des mythes non rationnels tels que la mission divine attribuée à une nation, la supériorité innée et éternelle d'un peuple, le droit à un espace vital (Lebensraum) toujours plus étendu, etc.

Il peut également avoir recours à des formes de légitimation pseudo-rationnelles et pseudo-scientifiques de nature géopolitique, raciale, anthropologique, etc. Bien souvent, il ne repose sur aucune réalité historique et culturelle, et sert simplement d'idéologie officielle à des Etats plus ou moins artificiels, dont les frontières sont le produit accidentel de la colonisation et/ou de la décolonisation (en Afrique et en Amérique latine par exemple).

## Les deux nationalismes

Mais il existe une autre raison à la montée du nationalisme, qui doit être traitée tout à fait sérieusement par les marxistes et les socialistes : c'est la lutte pour leur libération des nations opprimées et colonisées. Bien que le marxisme soit en tant que tel opposé à l'idéologie nationaliste, il doit établir clairement une distinction

entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés.

Il doit par conséquent soutenir toutes les luttes de libération nationale, ou pour le droit à l'autodétermination des nations opprimées, même si leur idéologie (ou celle de leurs dirigeants) est nationaliste. Bien sûr, les internationalistes marxistes qui participent à un mouvement de libération nationale devront conserver leur indépendance, et chercher à persuader les masses populaires exploitées de la nécessité de développer leur lutte (selon un processus ininterrompu) au-delà des objectifs nationaux, vers une transformation révolutionnaire socialiste. Mais ils ne peuvent ignorer ou sous-estimer la signification de l'aspiration populaire à l'autonomie nationale.

La raison ne réside pas seulement dans l'opposition des socialistes à toute forme d'oppression (nationale, raciale, sexuelle, ou de classe) mais aussi parce qu'il existe une relation dialectique entre les droits nationaux et l'internationalisme. L'internationalisme socialiste ne peut se développer si le mouvement ouvrier ne reconnaît pas l'égalité de droits de toutes les nations. De même que l'unité et la solidarité des travailleurs d'un seul et même pays ne peut s'établir autrement que sur un pied d'égalité, de même l'unité internationaliste des exploités ne peut être acquise que sur la base de la reconnaissance des droits nationaux de chaque peuple - et en particulier de son droit à l'autodétermination.

Quand Lénine insistait pour que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie reconnaisse le droit à l'autodétermination de la Pologne, c'est-à-dire le droit pour le peuple polonais de décider lui-même de l'établissement ou non d'un Etat séparé, il ne le faisait pas seulement parce que la lutte de la nation polonaise contre le tsarisme était historiquement progressiste (selon l'argument de Marx et Engels) mais surtout parce que c'était la pré condition à une alliance internationaliste entre les travailleurs russes et polonais. La reconnaissance des droits nationaux est une condition essentielle de la solidarité internationale, dans la mesure où elle permet de résorber les méfiances, les haines et les peurs qui opposent les nations et nourrissent le chauvinisme.

Comme l'a écrit Lénine, sans le droit au divorce - en d'autres termes à un Etat séparé - il ne peut y avoir de mariage libre, en l'occurrence d'unification ou de fédération de nations. Malheureusement, après Octobre 1917, la politique du gouvernement bolchevik (Lénine inclus) n'a pas toujours correspondu à ces principes : invasion de la Pologne en 1920, occupation de la Géorgie en 1921, etc.

L'un des aspects les plus négatifs de la fameuse brochure de Staline de 1913 est que, contrairement à Lénine, elle ne faisait aucune distinction entre le nationalisme grand-russe oppresseur et le nationalisme des nations opprimées de l'Empire tsariste. Dans un paragraphe très révélateur de son essai, il rejetait dans les mêmes termes le nationalisme « *belliqueux et répressif venant d'en haut* » - c'est-à-dire celui de l'Empire tsariste - et la « *vague de nationalisme d'en bas qui se transforme parfois en chauvinisme le plus grossier* » des Polonais, des Juifs, des Tatars, des Ukrainiens, des Géorgiens, etc. Non seulement il ne réussissait pas à faire la différence entre nationalisme « *d'en haut* » et nationalisme « *d'en bas* », mais allait jusqu'à adresser les critiques les plus sévères aux sociaux-démocrates des nations opprimées qui n'avaient pas su « résister » face aux mouvements nationalistes.

Ce n'est pas parce qu'ils établissent une telle distinction entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés que les internationalistes socialistes doivent se rallier à ce dernier. Mais ils perçoivent sa nature contradictoire : sa dimension émancipatrice en tant que rébellion contre une oppression injuste, et ses limites en tant qu'idéologie fondée sur des particularismes. Il est donc tout à fait logique que tout mouvement combattant réellement pour la révolution sociale dans une nation opprimée place nécessairement la libération nationale au centre de sa lutte, tout en la liant à l'émancipation sociale vis-à-vis de l'exploitation capitaliste - le Nicaragua en est l'exemple le plus récent -, tandis que dans les métropoles impérialistes c'est le refus du nationalisme qui se trouve au cœur de toute confrontation radicale avec l'ordre établi - du mouvement anti-guerre aux USA au Mai français (dont l'un des principaux slogans était « *les frontières, on s'en fout !* »).

Cela dit, il faut insister sur le fait que la distinction entre les deux sortes de nationalisme est toujours relative et non absolue. Premièrement, parce que l'opprimé d'hier peut aisément devenir l'opresseur de demain : les exemples historiques récents ne manquent pas...

Deuxièmement, parce que le nationalisme des nations opprimées est souvent à double tranchant : libérateur vis-à-vis de l'opresseur, mais oppressif à l'encontre de ses propres minorités nationales. Et troisièmement, parce qu'aucune des deux formes de nationalisme n'est exempt d'éléments de chauvinisme, de rejet global de « l'autre » et - parfois - de racisme.

Lénine a été probablement le penseur marxiste «classique» qui a le mieux compris la dialectique entre internationalisme et droits nationaux. Dans certains de ses écrits, il présente cependant les droits démocratiques des nations comme une partie devant être subordonnée

au tout qui est le mouvement démocratique et socialiste mondial. Cette formulation me semble dangereuse et quelque peu mécaniste. Si la révolution socialiste c'est l'auto émancipation du prolétariat - en alliance avec tous les autres groupes sociaux exploités et opprimés -, alors elle doit aller de pair avec l'autodétermination démocratique de la nation. Un peuple à qui le «socialisme» serait imposé de l'extérieur, contre sa volonté, ne connaîtrait qu'une caricature de socialisme, inévitablement condamné à la dégénérescence (beaucoup des pays d'Europe de l'Est illustrent cette règle!).

A mon avis, il vaudrait mieux - et cela correspondrait à l'esprit de la plupart des écrits de Lénine sur la question nationale - concevoir la révolution socialiste et la fraternité internationale du prolétariat comme le but des marxistes, et l'autodétermination des nations comme un moyen nécessaire pour y parvenir. Moyens et fins sont dialectiquement articulés, de telle sorte que la subordination de la dimension nationale à l'internationalisme exclut la possibilité de la « sacrifier » à ce dernier.

Si l'internationalisme socialiste s'oppose à l'idéologie nationaliste, cela ne signifie en aucun cas qu'il rejette les traditions historiques et culturelles nationales. De la même façon que les mouvements internationalistes de chaque pays doivent parler la langue nationale, il leur faut aussi parler le langage de l'histoire et de la culture nationales - tout spécialement, bien sûr, lorsque cette culture est opprimée. Comme Lénine le reconnaissait, toute culture et toute histoire nationale contiennent des aspects démocratiques, progressistes, révolutionnaires qu'il faut incorporer à la culture socialiste du mouvement ouvrier, et des aspects réactionnaires, chauvins et obscurantistes qui doivent être combattus sans compromission.

La tâche des internationalistes est de réaliser la fusion de l'héritage historique et culturel du mouvement socialiste mondial avec la culture et la tradition de leur peuple, dans sa dimension radicale et subversive - souvent déformée par l'idéologie bourgeoise, ou bien cachée et étouffée par la culture officielle des classes dominantes. De même que les marxistes doivent tenir compte, dans la lutte révolutionnaire, des spécificités nationales de leur formation sociale, de même doivent-ils intégrer, dans leur lutte idéologique, les particularités nationales de leur histoire et de leur culture propres. C'est ce que le FSLN a réussi au Nicaragua, en articulant le marxisme avec l'héritage de Sandino, comme tradition vivante dans la mémoire collective du peuple nicaraguayen. Un processus similaire s'était déroulé à Cuba, avec la tradition démocratique et anti-impérialiste représentée par José Martí, en Amérique du Sud avec le passé de rébellions

indiennes symbolisé par Tupac Amaru, etc.

## Les nations dans le socialisme

Si le socialisme, au sens marxiste, c'est-à-dire une société sans classe et sans Etat, peut exister seulement à l'échelle mondiale, quelle pourrait être alors la place des nations dans la future patrie planétaire socialiste ? Ceci n'est pas une question purement utopique et sans intérêt, dans la mesure où la nature internationaliste de l'objectif final de la révolution socialiste devrait marquer au moins en partie les formes actuelles de lutte. Pour le matérialisme, l'Etat-nation n'est pas une catégorie éternelle : ce n'est pas le produit de la « nature humaine », ni d'une quelconque loi biologique naturelle (thèse mise en avant par certains « socio-biologistes » ultra-réactionnaires qui prétendent déduire la nation du « principe territorial » de certaines espèces animales...) ; il n'a pas toujours existé et rien ne dit qu'il existera toujours dans l'avenir.

En un mot, il s'agit d'un produit de l'histoire, que l'histoire peut rendre caduc. La nécessité d'une forme d'organisation structurée (ou « institutionnelle ») est un besoin universel de toute société humaine. Cette organisation peut aussi bien prendre des formes nationales, qu'infra-nationales (le clan, la tribu) ou supra-nationales (les civilisations religieuses). L'Europe médiévale est un exemple caractéristique d'une organisation sociale et politique combinant des structures locales qui sont des « pré-nations » (les fiefs, les principautés, etc.) et des structures universelles qui se situent « au-delà des nations » (le Saint-Empire, l'Eglise). Le nationalisme moderne a émergé autour des XIVe et XVe siècles, avec la montée du capitalisme et la formation du marché national, précisément à travers la destruction/décomposition de ces deux structures non nationales.

Il n'y a donc pas de raison à priori de refuser la possibilité, dans l'avenir, d'une notion supra-nationale de la société humaine, une république socialiste mondiale, qui, en unifiant économiquement et politiquement le genre humain, réduirait pour l'essentiel la nation à sa dimension culturelle. La culture universelle qui se développerait dans un tel cadre pourrait coexister pacifiquement avec la riche diversité des cultures nationales. C'est probablement ce que Marx et Engels avaient à l'esprit lorsqu'ils écrivaient dans le Manifeste que la révolution prolétarienne abolirait « *les démarcations nationales (Absonderungen) et les antagonismes entre les peuples (12)* ».

Comme l'a souligné le fameux historien marxiste, Roman Rosdolsky, ceci n'implique « *certainement pas l'"abolition" des communautés ethniques et linguistiques*

*(ce qui aurait été absurde!) mais celle de la délimitation politique des peuples. Dans une société où, pour reprendre les termes du Manifeste, la puissance publique perdra son caractère politique et où l'Etat en tant que tel déléguera, il ne peut y avoir de place pour des "Etats nationaux" »*. Bien sûr, comme Marx l'avait reconnu dans le Manifeste, le prolétariat doit commencer par prendre le pouvoir dans le cadre de l'Etat national, mais cet Etat prolétarien séparé « *ne sera qu'une étape transitoire vers la future société sans classes et sans Etat, puisque la construction d'une telle société n'est possible qu'à l'échelle internationale (13)* ». On peut sans aucun doute trouver dans les écrits de Marx et d'Engels (en particulier dans les années 1845-1848) la perspective d'une société communiste qui serait une « cité mondiale » sans frontières, une Gemeinschaft universelle, une fédération socialiste internationale, dans laquelle disparaîtraient non seulement les antagonismes et les conflits nationaux mais aussi les différences économiques, sociales et politiques (pas culturelles) entre nations (14).

Ce point a fait l'objet de nombreux débats au sein du marxisme du XXe siècle. On peut y repérer deux tendances principales:

1. Ceux qui ont privilégié (ou considéré comme inévitable) la perspective d'une assimilation de toutes les nations en une culture socialiste universelle commune : Kautsky, Lénine, Staline, Pannekoek, Strasser. La théorie de Kautsky d'une langue internationale unique est l'expression cohérente de cette position.
2. Ceux qui croyaient au libre développement de toutes les cultures nationales au sein d'une communauté universelle intégrée : Otto Bauer, Trotsky et Rosa Luxemburg. Léon Trotsky écrit par exemple dans un essai de 1915: « *La nation est un facteur permanent et actif de la culture humaine. Et dans un régime socialiste, la nation, libérée des chaînes de la dépendance politique et économique, sera appelée à jouer un rôle fondamental dans le développement historique. (15)* »
3. Une troisième position, de « neutralité nationale », est esquissée par Vladimir Medem, le dirigeant du Bund juif : il n'est pas possible de prédire si le développement historique futur conduira ou non à l'assimilation de la nation juive. En tout cas, les marxistes ne devraient ni empêcher ni encourager ce processus d'assimilation, mais rester neutres (16). Si l'on généralise cette position à toutes les cultures nationales (ce que Medem ne faisait pas) on obtient une conception originale et nouvelle du problème (17): constatant l'impossibilité de prévoir l'avenir de chaque culture nationale - et même du fait national-culturel en tant que tel -, les socialistes n'ont pas à prendre position à priori ni pour ni contre la

préservation de ces cultures.

## Nationalisme et internationalisme au XXe siècle

Qu'est-il advenu de l'internationalisme socialiste au cours de ce siècle ? Août 1914 a provoqué un effondrement catastrophique de l'internationalisme, lorsque la grande majorité du mouvement ouvrier socialiste (les dirigeants comme les militants de base) fut submergée par l'immense vague d'hystérie nationaliste (et chauvine), au nom de la « défense nationale ».

Cela, cependant, ne devait pas marquer la fin de l'internationalisme, mais le début d'une nouvelle montée internationaliste au sein du mouvement ouvrier: d'abord limitée à de petits cercles de révolutionnaires ou de pacifistes, puis, après Octobre 1917, se développant en un impressionnant mouvement de masse, l'Internationale communiste. L'existence du Komintern, mouvement mondial mettant réellement en pratique l'internationalisme prolétarien (au moins durant ses premières années), constitue une preuve historique démontrant avec force que l'idéal de solidarité internationale des exploités n'est pas seulement une utopie, un principe abstrait, mais qu'il peut, dans des circonstances données, exercer une attraction de masse sur les travailleurs et d'autres couches sociales exploitées.

Dans plusieurs pays européens ou coloniaux importants, la IIIe Internationale conquiert bientôt la majorité du mouvement ouvrier organisé, démentant le mythe conservateur selon lequel les grandes masses du peuple travailleur ne peuvent dépasser l'idéologie nationale. C'est une démonstration décisive du fait que l'internationalisme - de même que la conscience de classe en général - est une possibilité objective, fondée sur la réalité et ses contradictions ; certes, sa réalisation pratique dépend des circonstances historiques et du combat politique des forces révolutionnaires pour gagner les travailleurs et les libérer des œillères du nationalisme. En d'autres termes : l'internationalisme marxiste - comme d'ailleurs l'espérance révolutionnaire - est fondée non seulement sur une analyse objective de l'économie et de la politique mondiale, mais aussi sur un pari historique : un pari sur la rationalité de la classe ouvrière, sur la capacité des masses populaires à comprendre, tôt ou tard, leurs intérêts objectifs historiques.

Cependant, ce formidable mouvement de foi et d'action internationalistes - sans précédent dans l'histoire du socialisme - l'incroyable capital d'énergie et d'engagement internationalistes que représentait l'Internationale communiste, tout cela fut détruit par le stalinisme. Ce dernier canalisa cette énergie au profit du nationalisme bureaucratique, de sa politique d'Etat, et de sa stratégie de

pouvoir. L'internationalisme fut mis au service de la diplomatie soviétique, et le mouvement communiste mondial transformé en instrument de la construction du « socialisme dans un seul pays ». La politique menée par le Komintern à l'égard du nazisme allemand, de 1928 jusqu'à sa dissolution en 1943, en fournit l'exemple le plus frappant : ses étranges zigzags avaient peu de rapport avec les intérêts vitaux des travailleurs et des peuples européens, mais étaient exclusivement déterminés par les changements intervenant dans la politique soviétique (stalinienne) d'alliances diplomatiques et militaires.

Néanmoins, l'Europe des années trente put assister au plus impressionnant exemple de pratique internationaliste, avec les Brigades internationales en Espagne et la mobilisation générale en solidarité avec la lutte antifasciste pendant la guerre civile espagnole. Des dizaines de milliers de volontaires - communistes, socialistes, anarchistes, trotskistes, marxistes indépendants, libéraux radicalisés et antifascistes de tendances diverses - vinrent du monde entier aider le peuple espagnol dans sa lutte désespérée contre le fascisme. Grâce à l'aide d'Hitler et de Mussolini (et à la politique dite de « non-intervention » des démocraties occidentales) cette guerre fut perdue, mais le combat des Brigades internationales - dont de nombreux volontaires tombèrent au champ de bataille - reste l'une des manifestations d'internationalisme les plus grandioses de ce siècle.

Après (et déjà pendant) la Seconde Guerre mondiale le nationalisme retrouva sa place d'idéologie dominante - même au sein des pays du « socialisme réellement existant », qui s'engagèrent dans un processus de confrontation nationaliste (URSS contre Chine) ou de guerre (Chine contre Vietnam). Ce qui restait d'internationalisme » dans le mouvement communiste international après la dissolution du Komintern n'était qu'une fidélité aveugle à l'Union soviétique et à son rôle dirigeant (qui lui aussi est en train de disparaître). Seules faisaient exception de petites tendances révolutionnaires, dont la IVe Internationale, qui restaient fidèles aux buts internationalistes des débuts du Komintern, mais leur influence était limitée.

Ce déclin de l'internationalisme communiste a laissé un vide idéologique qui devait être rapidement rempli par le nationalisme. Aujourd'hui, comme dans le passé, le contenu du nationalisme peut varier. Le nationalisme réactionnaire est bien vivant dans les métropoles capitalistes avancées, avec sa forme traditionnelle d'hégémonisme colonial ou impérial, ou dans sa forme plus récente de racisme anti-immigrés. Les immigrants des anciennes colonies, qui avaient été recrutés en Europe comme force de travail à bon marché durant les années

d'expansion, sont aujourd'hui désignés par des forces nationalistes semi-fascistes comme les boucs émissaires responsables de tous les maux sociaux qui résultent de la crise (chômage, criminalité, etc.), particulièrement en France, Grande-Bretagne et Allemagne.

Mais on peut trouver dans le tiers monde aussi des formes réactionnaires de nationalisme, dans l'idéologie de différents régimes militaires (notamment en Amérique latine et au Moyen-Orient). Le nationalisme peut également servir à justifier des guerres d'expansionnisme territorial ou politique, comme l'invasion du Timor par l'Indonésie, ou la guerre Iran-Irak qui est le conflit national le plus absurde et le plus sanglant de l'histoire récente. Enfin, il peut servir à légitimer l'oppression de minorités nationales, comme dans le cas des Kurdes dans différents pays du Moyen-Orient, de la population africaine non musulmane du Soudan, du peuple érythréen en Ethiopie, etc. On trouve aussi une série de conflits interethniques sanglants entre les opprimés eux-mêmes, qui illustrent le rôle néfaste du nationalisme comme facteur de division, et comme idéologie de l'exclusion de

l'autre : affrontements entre cinghalais et tamouls à Ceylan, entre Mauritanien et Sénégalais en Afrique, etc.

Mais il existe toujours des formes de nationalisme qui - malgré leurs limitations, leurs insuffisances, leurs contradictions - revêtent une dimension émancipatrice. Ce sont, en premier lieu, les mouvements anti-impérialistes et anti-coloniaux de libération en Amérique latine, en Afrique (Namibie, Afrique du Sud), au Moyen-Orient (Palestine), etc. Ce sont ensuite les mouvements contre l'oppression nationale dans les sociétés post-capitalistes : minorités nationales en URSS (Juifs, Tatars, Arméniens, etc.) et nations opprimés d'Europe de l'Est : Pologne, Tchécoslovaquie, etc. Et, enfin, ce sont les minorités ou cultures nationales des principaux Etats-nations européens, en lutte pour leur droit à l'autodétermination ou au moins pour une forme d'autonomie nationale (Basques, Catalans, Andalous, Irlandais du Nord, Ecossais, Gallois, Bretons, Corses, etc. (18).

**Michaël Löwy**

### **Critique Communiste n°87, été 1989 (Traduction et intertitres de Maxime Durand)**

1. Pour un survol historique du débat, voir mon article « The Marxists and the National Question », *New Left Review*, n°96 mars-avril 1976.
2. J. Staline, « Marxism and the National Question », *Œuvres*, vol. 2, Moscou 1953, p. 300-381
3. Otto Bauer, *la Question des nationalités et la social-démocratie*, EDI-Arcantère, Paris 1987, ch. III, 17, « Le réveil des nations sans histoire ». Voir à ce sujet le remarquable ouvrage de l'historien marxiste-révolutionnaire ukrainien Roman Rodolsky, *Zur nationalen Frage, Friedrich Engels und das Problem der « geschichtlosen Volker »* (Olle und Wolter, Berlin 1979) qui soumet à une critique rigoureuse - du point de vue du matérialisme historique - la doctrine d'Engels sur les peuples prétendu-ment « sans histoire » (parce que n'ayant jamais eu un Etat indépendant). Sur les débats à propos de la question nationale dans la IIe Internationale, voir Claudie Weill, *l'Internationale et l'autre. Les relations interethniques dans la Ie Internationale*, Arcantère, Paris 1987. Enfin, pour une documentation des textes « classiques » du marxisme à ce sujet, voir G. Haupt, M. Löwy et C. Weill, *Les Marxistes et la question nationale 1846-1917*, Maspero, Paris 1974.
4. Cf. Trotsky sur les Noirs aux USA : « Un critère abstrait n'est pas décisif dans ce cas : bien plus décisifs sont la conscience historique, les sentiments et les émotions ». *Trotsky On Black Nationalism and Self-Determination*, New York, Merit 1967, p. 16.
5. Hans Kohn, *Nationalism*, Princeton, Von Nostrand, 1955, p.9.
6. H. Kohn, op. cit., p. 15.
7. Tom Naim, « The Modem Janus ». *New Left Review* 94, London, novembre-décembre 1975, p. 15.
8. Marx, « Ueber Friederich Ust Buch... » (1845) in *Sozialistische Politik*, Beriin 1972, n° 19, p. 103.
9. L. Trotsky, « Vorwort zur deutschen Ausgabe », *Die Permanente Révolution*, Berlin, Veriag Die Aktion, 1930, p. 11.
10. Marx et Engels, *Manifeste du parti communiste*, Œuvres choisies. Tome 1, Moscou, p. 40-41. Pour une intéressante critique de cet aspect de la tradition marxiste, voir T. Nairn, Op. cit., p.19-21, 26-27.
11. Karl Kautsky, «Die moderne Nationalität », *Die Neue Zeit*, V, 1887, p. 451.
12. Marx et Engels, op.cit., p. 40.
13. Roman Rosdolsky, " Worker and Fatherland » *A Note on a passage in the Communiste Manifeste*, *Science and Society*, Summer 1965, vol. 24, n°3, p. 335-337.
14. Pour un traitement plus développé de cette idée, voir mon article « Marx and Engels : cosmopolites », in *Critique. A Journal of Socialist Theory*, n° 14, 1981.
15. L. Trotsky, « Nation et économie », 1915, in *Pluriel-Débat*, Paris, n°4, avril 1975, p. 48. Notre analyse est empruntée à l'excellent article d'Enzo Traverso "Socialismo e nazione : rassegna di una controversia marxista », *Il Ponte*, XL, 1984, n°1, p. 60.
16. Vladimir Medem, *The national question and social-democracy*, Vilna 1906, cité par Arieah Yaari, *le Défi national. Les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Anthropos 1978, p. 186-187.
17. E. Traverse, op. cit., p. 61.
18. Pour une analyse intéressante et stimulante de cette nouvelle montée des minorités nationales face aux Etats-nations établis, et son potentiel anticapitaliste, on peut se reporter au travail récent d'un marxiste basque : Gurutz Jauregui Bereciartu, *Contra el Estado-nacion. En tomo al hecho y la cuestion nacional*, Madrid, Sigio XXI, 1986.

---

# La question nationale aujourd'hui

A plusieurs reprises au cours des dernières décennies, des gouvernements de pays sem-coloniaux ou néo-coloniaux, qui se veulent révolutionnaires ou progressistes et se sont installés à la suite de mobilisations anti-impérialistes des masses pour leur libération nationale, ont nié à des minorités nationales ou ethniques les droits démocratiques les plus élémentaires en ayant même recours à des répressions féroces. Il suffit de rappeler, par exemple, l'attitude prise par les gouvernements irakiens issus de la révolution de juillet 1958 à l'égard du peuple kurde dont le mouvement national a été la cible de véritables guerres; les opérations militaires massives menées contre les kurdes iraniens par un régime surgi d'une montée révolutionnaire puissante; la lutte sans merci du nouveau régime éthiopien contre le mouvement national d'Erythrée engagé dans son combat depuis plus de vingt années; le rejet par les gouvernements algériens des revendications nationales des populations berbères.

Ce sont des événements et des drames pareils qui amènent les militants révolutionnaires à s'interroger encore une fois sur le problème national et donnent à des « théoriciens » en crise le prétexte pour proclamer la faillite du marxisme aussi bien sur le terrain des critères d'interprétations que sur celui des réalisations pratiques. De telles attitudes ont été stimulées davantage par le fait que des questions nationales subsistent sous une forme aiguë dans des sociétés de transition. Les cas de l'Union soviétique et de la Yougoslavie sont éloquentes en la matière.

Les phénomènes que nous avons mentionnés apparaissent paradoxaux à une époque où, d'un côté, dans toute une série de pays le capitalisme a été renversé, depuis des décennies, et, d'un autre côté, le capitalisme dans son ensemble est entré dans une phase non seulement de déclin, mais même de décomposition et de putréfaction. Toujours est-il que la question nationale reste impérieusement à l'ordre du jour. Une analyse matérialiste – saisissant en même temps les aspects socio-économiques et les aspects politico-idéologiques – permet de comprendre les raisons de cette anomalie historique apparente.

Nous ne reviendrons pas sur les éléments théoriques de base ni sur les débats que le mouvement ouvrier international a connu en la matière à partir de la fin du siècle dernier (1). Pour reprendre une caractérisation synthétique de Lénine, face à l'opposition entre les partisans d'une conception psycho-culturelle et les

partisans d'une conception historico-économique, les marxistes révolutionnaires se rangent avec ceux-ci. Ce fut, d'ailleurs, le choix de Lénine lui-même et de Trotsky à l'époque de sa maturité théorique.

La conception de Lénine, qui se relie à l'idée de Kautsky selon laquelle « *l'Etat national est la forme d'Etat qui correspond le mieux aux conditions modernes* » (2), est expliquée synthétiquement dans son écrit bien connu « *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » : « *Dans le monde entier* », écrit Lénine, « *l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même Etat des territoires dont la population parle la même langue et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par la littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes, l'unité de la langue et son libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec chaque patron, grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur. La formation d'Etats nationaux, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent et pour l'Europe occidentale – plus encore, pour le monde civilisé tout entier – ce qui est typique, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national... Cela ne veut pas dire qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, puisse exclure l'exploitation et l'oppression des nations. Cela veut dire seulement que les marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs économiques qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que, dans le programme des marxistes, la « libre détermination des nations » ne peut avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre détermination politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national ». (« Oeuvres, Tome XX, pp. 418 – 423).*

« *La langue* », écrit pour sa part Trotsky, « *est le plus important instrument de liaison d'homme à homme et,*

*par conséquent, de liaison dans l'économie. Elle devient une langue nationale avec la victoire de la circulation marchande qui unit une nation. Sur cette base s'établit l'Etat national en tant que terrain le plus commode, le plus avantageux et normal des rapports capitalistes* » (« Histoire de la Révolution russe », vol. II, p. 405).

Il est bien connu que dans le parti bolchévique a fait autorité aussi « *Le marxisme et la question nationale* » que Staline a rédigé en 1913 sous l'inspiration de Lénine et dont Trotsky donne une appréciation fondamentalement positive (3). C'est dans ce texte qu'on trouve la définition suivante: « *La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture* » (p.9). Comme le rappelle l'auteur d'un des articles publiés dans ce numéro de notre revue, Michaël Löwy a soumis le texte de Staline à une série de critiques tout à fait justes. Il est juste, notamment, de rejeter le critère schématique et rigide selon lequel, pour reprendre les mots de Staline, « *l'absence même d'un seul des indices mentionnés suffit pour que la nation cesse d'être nation* ». Il faudrait, tout au plus, préciser que le lien entre les différents « *indices* » est présenté sous une forme statique et non dynamique. En effet, la formation de l'Etat national répond à la nécessité de développement d'une communauté économique qui dépasse les limites des communautés qui l'ont précédée historiquement et qui, avant la naissance de cet Etat national, est encore embryonnaire, mais à son tour l'essor de cette communauté assure à l'Etat national sa cohésion. La définition de Staline semble présupposer au départ ce qui n'est que l'aboutissement du processus.

La nécessité de combiner des critères multiples pour définir une nation doit, toutefois, être saisie surtout sous un autre angle: pour qu'une nation ou une nation en formation existe, ce n'est pas suffisant qu'il existe des bases matérielles. Il est nécessaire que ces bases se traduisent dans une prise de conscience subjective en déterminant une action sur le terrain politique. C'est pourquoi pour les marxistes révolutionnaires le critère en dernière analyse décisif est celui de la volonté d'un peuple de lutter pour son indépendance, de l'arracher, si nécessaire, par les armes (4).

Pour en revenir à la situation des dernières décennies, le problème national s'est posé sur un triple terrain:

1) sur le terrain des contradictions, pour ainsi dire, classiques, qui sont à l'origine des luttes des peuples qui veulent en finir avec une oppression coloniale ou nationale du type traditionnel, quelles que soient les spécificités des régimes qui exercent une telle oppression;  
2) sur le terrain des contradictions propre du capitalisme

tardif qui peuvent remettre en question le cadre d'Etats nationaux existant de longue date;

3) sur le terrain des contradictions déterminées par la gestion bureaucratique des sociétés de transition du capitalisme au socialisme.

Pour ce qui est de la première des catégories indiquées dans notre schématisation, nous analysons deux cas significatifs, celui de l'Afrique du sud et celui du Kurdistan. Nous n'avons pas besoin d'insister sur la spécificité de l'un et de l'autre cas: les textes que nous publions le font suffisamment. Il s'agit, en tout les cas, sans contestation possible, de luttes de libération nationale que les marxistes révolutionnaires doivent considérer comme un élément essentiel de leur stratégie. Il serait absurde de s'efforcer de définir à priori dans laquelle mesure la lutte nationale coïncidera avec la lutte anticapitaliste de la classe ouvrière et des autres couches exploitées.

Les marxistes révolutionnaires se battent pour qu'une dynamique de révolution permanente se développe, pour que la lutte pour les objectifs démocratiques révolutionnaires soit strictement liée à la lutte pour des objectifs socialistes. Mais ils ne subordonnent pas leur engagement dans un combat anti-impérialiste commun à l'acceptation préalable de ces objectifs socialistes par toutes les composantes de la lutte nationale.

Dans la deuxième catégorie une distinction supplémentaire s'impose. Certaines questions nationales ont des racines historiques lointaines. Elles émergent à nouveau dans la mesure où, d'un côté, les aspirations nationales, loin d'avoir été satisfaites, ont été étouffées ou éludées et, de l'autre, des larges masses – surtout à cause de la déliquescence des directions du mouvement ouvrier – ne voient pas de solution d'ensemble aux problèmes posés par la crise du système capitaliste et espèrent donc de trouver une issue sur le terrain national ou régional. A ce propos, nous analysons en particulier le cas d'Euzkadi.

Il y a, en deuxième lieu, des questions nationales ou « nationalitaires » qui surgissent ou resurgissent avec beaucoup plus de force que dans le passé, à la suite de la crise du capitalisme tardif et du développement inégal qui en découle au sein des sociétés capitalistes industrialisées elles-mêmes. Tom Nairn a analysé le problème en rapport aux nationalismes « périphériques » en Grande-Bretagne, stimulés par la crise de l'impérialisme britannique à partir de la deuxième guerre mondiale. Des analyses analogues pourraient être développées en ce qui concerne les problèmes nationaux ou « nationalitaires » qui se sont posés en France, notamment depuis la fin des années 1960, et même quelques nouvelles flambées d'autonomisme-indépendantisme en Sardaigne. Comme l'ont souligné des marxistes révolutionnaires français, ces



cas sont « *l'expression plus du développement chaotique du capital que d'une oppression économique nationale classique* » (5). Ce n'est pas par hasard que de tels problèmes surgissent dans des régions ou provinces qui n'ont pas bénéficié du boom économique prolongé et ont connu, dans la meilleure des hypothèses, un développement très sectoriel et déformé marginalisant des couches très larges, voire majoritaires, de la population.

Ici, la nécessité de combiner question nationale ou « nationalitaire » et question sociale crève les yeux. L'idée qu'on pourrait résoudre les problèmes économiques pressants et surmonter la véritable paupérisation de couches larges grâce à une autonomie économique ou à la création de nouveaux Etats, est tout simplement utopique. Des économies « autonomes » ou « indépendantes » ne pourraient réaliser - dans la meilleure des hypothèses - qu'un développement encore plus déformé et elles risqueraient de devenir encore plus dépendantes par rapport à des groupes capitalistes étrangers aux grandes multinationales (par exemple, pourraient connaître un tel sort, encore plus qu'elles ne l'ont connu jusqu'ici, des régions jouissant de conditions favorables à l'essor de l'industrie du tourisme).

Toujours est-il que dans aucun cas de figure les marxistes révolutionnaires n'escamoteront leur orientation

fondamentale: ils défendront le droit à l'autodétermination des nations ou régions qui le revendiquent. Toute attitude différente ne pourrait que créer des conflits au sein des masses travailleuses elles-mêmes et a fortiori entre le mouvement ouvrier et d'autres couches sociales avec lesquelles il a intérêt à établir des alliances. En dernière analyse, elle entraverait sérieusement la prise de conscience de la nécessité de lutter pour des solutions socialistes. Il va de soi que le mouvement ouvrier soutiendra les revendications nationales par ses propres moyens et sauvegardera son indépendance politique et organisationnelle.

Dans le cadre de leur choix préalable en faveur de l'autodétermination, les marxistes révolutionnaires définiront leurs options concrètes dans chaque cas spécifique - indépendance, autonomie, Etat fédéral, etc. - en s'inspirant des critères suivants:

- a) quelle est la solution qui permet de créer les conditions les plus favorables pour l'unité du mouvement ouvrier dans la lutte et pour la réalisation de ses alliances?
- b) quelle est la solution susceptible de faire éclater le plus les contradictions du système?
- c) quelle est la solution qui peut créer les prémisses les plus favorables pour l'édification de l'économie planifiée d'un Etat ouvrier?

## Editorial

### Quatrième Internationale n°9, 40e année, juillet-août-septembre 1982

Notes:

- 1) Rappelons qu'en plus des résolutions des congrès mondiaux de la IVe Internationale faisant référence, directement ou indirectement, à des questions nationales, notre revue a publié en 1946 un numéro spécial sur la question nationale en Europe. Un article de Livio Maitan sur Trotsky: « Question nationale et révolution permanente » est paru dans le numéro d'octobre 1972. Mentionnons, par ailleurs, le livre remarquable de Georges Haupt, Michaël Löwy et Claudie Weil, « Les marxistes et la question nationale » (Paris, 1974).
- 2) Kautsky ajoutait que les Etats à « composition nationale hétérogène sont toujours des Etats dont la formation interne est restée pour une raison ou pour une autre, anormale ou insuffisante ».
- 3) V. Staline, où on lit, entre autres, que la définition de la nation par Staline « est non seulement correcte théoriquement, mais aussi utile du point de vue pratique ».
- 4) Ce n'est que dans ce sens qu'on pourrait accepter l'affirmation de S. Jaber dans l'article que nous publions, d'après lequel « la nation serait un phénomène purement idéologique ». Il s'agit, en tous cas, d'une définition tout à fait unilatérale qui évacue les bases matérielles de ce « phénomène idéologique » et apparaît, donc, plus près d'une approche à la Pannekoek que de l'approche de Lénine et de Trotsky.
- 5) Voir le numéro spécial de Critique Communiste sur le marxisme et la question nationale.

---

# Le concept marxiste de nation (à partir d'une définition de Staline)

Cette définition figure dans la brochure « *Le marxisme et la question nationale* », rédigée par Staline et publiée en 1913 sous le titre « *Les problèmes des nationalités et la social-démocratie* ». On y lit: « *La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture* ».

S'il est vrai que c'est Lénine lui-même qui demanda à Staline de rédiger ladite brochure – Staline était alors un bolchévique dévoué et n'était « stalinien » qu'en puissance (en ce sens que certains traits de sa personnalité marquèrent ultérieurement le stalinisme, après s'être aggravés) – il reste que Lénine ne mentionna la brochure après sa parution qu'une seule fois, en passant (entre parenthèse, dans un article daté du 15 décembre 1913), pour y approuver l'exposé par Staline des fondements du « programme national des social-démocrates », dont personne ne nie qu'ils sont exposés de manière relativement fidèle dans la brochure en question. Par la suite, Lénine n'en fit plus aucune mention et ne la cita point dans des dizaines de brochures et d'articles qu'il consacra à la question nationale après 1913.

Les auteurs marxistes Maxime Rodinson et Michaël Löwy attribuent à cette attitude de Lénine à l'égard de la brochure de Staline au fait que celle-ci contredit, sous certains aspects importants, l'essentiel de la position léniniste sur la question nationale. Dans un recueil paru en France sous le titre « *Les marxistes et la question nationale* », Löwy énumère les divergences entre la brochure de Staline et l'oeuvre de Lénine, parmi lesquelles figurent des divergences dans l'attitude à l'égard des mouvements nationalistes: Staline, en effet, met dans le même sac le nationalisme grand-russe et les nationalismes que ce dernier opprimait, en les critiquant tous également, voire même en traitant plus durement les nationalismes opprimés, alors que Lénine eut toujours soin de distinguer entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés. Löwy estime que cette divergence est à l'origine du violent désaccord qui surgit, vers la fin de la vie du fondateur du bolchévisme, entre celui-ci et Staline, désaccord qui porta précisément sur la question nationale au sujet de laquelle le testament de Lénine au XIII<sup>e</sup> congrès du parti bolchévique comportera ce qui suit:

« *J'ai déjà écrit dans mes ouvrages sur la question*

*nationale qu'il est tout à fait vain de poser dans l'abstrait la question du nationalisme en général. Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation (...). Aussi, l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit « grande » que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il considérer non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude véritablement prolétarienne à l'égard de la question nationale: celui-là s'en tient, au fond, au point de vue petit-bourgeois... (...) Il va de soi que c'est Staline et Dzejinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe ».*

Parmi les divergences entre les conceptions de Lénine et celles de Staline sur la question nationale énumérées par Löwy, certaines ont trait à la définition de la nation par Staline. Ainsi, les notions de « *caractère national* », de « *formation psychique* » et de « *particularité psychologique* », propre à chaque nation, que Staline introduit dans sa définition de la nation, sont des notions inspirées du marxiste autrichien Otto Bauer, auteur de ce que Lénine qualifie de « *théorie psychologique* » de la nation (que Kautsky avait déjà réfutée), et n'ont aucun rapport avec le matérialisme historique. En outre, si Lénine avait eu à s'en tenir à la définition de Staline, il n'aurait pu qualifier de nation la plupart des peuples qu'il considéra et décrivit comme étant des nations. En réalité, la définition en question est le type même de la définition dogmatique rigide, non pas par son contenu, mais par le caractère que Staline lui donna.

Or, la catégorie de nation est, entre toutes les catégories socio-historiques, celle dont les contours sont les moins précis et celle qui se prête le moins à être réduite à une définition rigoureuse, à l'instar des entités auxquelles elle s'applique. Ce n'est pas un hasard si les principaux marxistes, y compris Marx, Engels et Lénine, n'ont pas donné de définition précise de la nation, malgré l'abondance de leurs écrits traitant de la question nationale. Ce qui unit les membres d'une même nation, ce

n'est pas, bien sûr, leur condition économiques ou sociale, ou autres conditions matérielles. Ce n'est pas non plus leur appartenance à un même marché économique; faut-il dénier aux Kurdes, aux Bengalis, aux Basques ou à tant d'autres, leur prétention de constituer une nation, pour la simple raison que des nations plus fortes ont divisé leur pays ou se le sont partagé, leur imposant ainsi une division en deux groupes ou plus, appartenant chacun à un marché différent? Cela serait absurde! Et qu'en serait-il des nations allemande et corréenne, sans compter la nation vietnamienne avant la libération de sa patrie sud?

Même la « *communauté de territoire* » ne saurait être le critère de la nation: faut-il dénier à un peuple exilé et dispersé par l'oppression nationale la prétention d'appartenir à une même nation? Faut-il dénier aux Arméniens exilés au Liban et ailleurs leur prétention d'appartenir à la nation arménienne, pour la simple raison que la férocité du chauvinisme turc les a contraint à quitter leur territoire pour fuir un des massacres les plus odieux de l'histoire? Faut-il dénier aux communautés kurdes du Liban, d'Ankara ou d'Allemagne occidentale, leur prétention d'appartenir à la nation kurde pour la simple raison qu'elles vivent loin de leur territoire pour fuir l'oppression nationale turque, arabe ou persane dans leur région d'origine? Le seul critère que l'on puisse admettre à cet égard, c'est que chaque nation a une origine géo-historique commune, ni plus ni moins. Faire de la communauté de territoire, combinée avec la stabilité, un critère de définition de la nation est une erreur qui entraîne des conclusions saugrenues.

Nous avons dit que la nation est un phénomène idéologique; il nous reste à expliquer ce qu'est ce phénomène. Car, bien entendu, nous n'avions nullement à l'esprit cette autre merveille; la « *formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture* ». Si, en effet, chaque nation avait une « *formation psychique* » qui lui est propre, il faudrait aussi considérer – et pourquoi pas? – que les antagonismes sociaux ne sont pas nécessairement l'expression de la contradiction entre les intérêts matériels des classes dominantes dans chacune des nations antagonistes, ou d'autres contradictions concrètes: les antagonismes nationaux résulteraient parfois de l'incompatibilité de caractère entre les nations concernées, de l'incompatibilité entre leurs « *formations psychiques* »! Encore une absurdité!

Quant à la notion de « *communauté de culture* », il suffit, pour se rendre compte de son inanité, de considérer la culture commune aux membres de la nation pendjabi du Pakistan, par exemple, dont quatre-vingt pour cent environ sont encore analphabètes, et dont la seule culture commune est la religion, si l'on peut qualifier la religion de culture. Nul besoin de démontrer que la communauté

de religion ne saurait absolument pas servir de critère pour la définition de la nation. Hormis la religion, les coutumes et autres éléments du « folklore » diffèrent parfois plus d'une région à l'autre de la même nation qu'entre deux régions appartenant à deux nations distinctes. Quant au patrimoine culturel écrit en langue ourdou, la langue du Pakistan, pour revenir à notre exemple, il n'est commun qu'à une partie mineure de la nation pakistanaise, du moment que 20% de ses membres, seulement, savent lire et que seule une faible partie d'entre eux, sans nul doute, a eu le « loisir » de lire la littérature locale. Ce qui nous conduit à cet argument utilisé depuis longtemps par Kautsky pour réfuter la « *communauté de culture* », fantaisie introduite par Otto Bauer (et reprise par Staline, dont la plupart des écrits théoriques ne sont rien de plus qu'un compilation éclectique d'idées puisées chez d'autres).

Dans son article « *Nationalité et internationalisme* », Kautsky écrivait: « *Et là où; à l'intérieur d'une nation apparaissent de grandes différences entre les classes, se dessinent aussi des différences culturelles beaucoup plus profondes que nombre de celles qui existent entre des nations; en revanche, l'appartenance à une même classe constitue souvent le fondement d'une communauté de culture entre les membre d'une même classe appartenant à des nations différentes* ».

Nous connaissons bien, de ce fait, dans une région du monde dont les bourgeois adhèrent aux cultures des anciens colonisateurs ou des impérialistes modernes, et sont séparés des habitants de leurs campagne par des cultures, voir des civilisations tellement différentes qu'on croirait qu'ils appartiennent, non à des nations, mais à des planètes ou des époques différentes! Que reste-t-il donc: un seul élément, la communauté de langue, seul élément stable commun aux membres d'une même nation.

Cependant, la communauté de langue, même entre personnes habitant une même zone géographique sur une longue période historique, ne suffit pas à constituer une nation. Les exemples sont connus: ni Danois et Norvégiens, ni Anglais ni Irlandais ne forment une seule nation. Car pour autant que la nation doit nécessairement reposer sur une communauté de langue et une origine géo-historique commune, elle se fonde, par-dessus tout, sur le sentiment d'appartenir à une même nation, c'est à dire la conscience nationale. La nation est sentiment et conscience en premier lieu: il n'y a pas de nation en-soi sans être pour-soi, il n'y a pas d'appartenance nationale qui précède la conscience nationale.

Cette conception de la nation irréductible à une définition fondée sur l'énumération d'éléments constituants, et encore moins de conditions, est celle que

partagent – implicitement le plus souvent, mais parfois explicitement – les principaux théoriciens marxistes, et celle en raison de laquelle ils n'ont pas formulé de définition rigide du concept de nation. Nous nous contenterons ici de mentionner le reproche de Lénine aux « *économistes* » qui préconisaient de délimiter les frontières des Etats en fonction des besoins de la production, sans tenir compte des sentiments de la population.

Faut-il conclure de ce qui a précédé que la genèse des nations n'a aucun rapport avec le développement capitaliste et que la nation est une catégorie éternelle, un phénomène existant depuis l'aube de l'histoire? Notre réponse est claire et nette: absolument pas! Bien au contraire, la nation en tant que conscience nationale – c'est à dire conscience d'appartenir à une communauté fondée sur le dépassement des considérations tribales, « raciales » et religieuses, pour ne retenir que la langue et l'histoire – est au centre de l'idéologie bourgeoise. Le nationalisme a constitué avec la démocratie les deux ailes idéologiques de la transformation bourgeoise du monde. Aussi considérons-nous toujours que les tâches démocratiques et nationales sont des tâches d'essence historique bourgeoise, même si nous savons pertinemment que le prolétariat est seul capable de les achever dans notre monde contemporain.

La conscience nationale moderne, fondement des nations au sens moderne du terme, est un élément fondamental de l'idéologie bourgeoise; cela signifie qu'il est absurde de qualifier de nations au sens moderne du terme les communautés humaines des époques précédant l'expansion mondiale du capitalisme. C'est la bourgeoisie qui créé (oui: créé) le concept moderne de nation, la bourgeoisie de chaque pays cherchant à assurer son hégémonie sur le marché constitué par ceux qui parlent sa langue, quelle que soit leur religion ou leur origine « raciale ». Par contre, dans les époque pré-capitalistes, les formes de conscience collective qui existaient ne sortaient point du cadre du tribalisme, de la religion, du racisme, ou du provincialisme dans le meilleur des cas; la conscience nationale au sens moderne n'existait pas. Il suffit d'examiner l'étymologie du mot « nation ». Il dérive du latin « *natio* », dont la racine est le verbe « *nascor* »; naître. La « *natio* » est une notion « raciale » qui désigne l'ensemble des personnes d'une même origine; ce terme a conservé son sens premier, longtemps après son passage aux principales langues européennes.

Une dernière précision est nécessaire: ce que nous avons affirmé au sujet de la relation entre le concept moderne de nation et la bourgeoisie ne signifie nullement que seuls

peuvent être qualifiés de nations les peuples ayant atteint un degré certain de développement capitaliste et au sein desquels est apparue une bourgeoisie nationale dominant un marché unifié. Or, la conscience nationale a souvent précédé l'instauration de l'Etat national, l'Etat-nation, et a inspiré l'action visant à cette instauration. Aussi ne faut-il pas confondre les concepts de nation et d'Etat national ou marché national: les Allemands ont proclamé leur appartenance à la nation allemande et l'ont considérée comme un fait avant l'union douanière allemande (1834). De même, les nations que le joug de l'oppression nationale a empêché de fonder un Etat national et un marché national indépendants sont malgré cela des nations, nations opprimées, nations divisées, mais bien des nations. Seuls leur dénieront leur prétention de constituer des nations, ceux qui les oppriment et ceux qui croient que la qualité de nation ne saurait être attribuée à un peuple sans une autorisation délivrée par leurs doctes personnes à la lumière des Tables de la Loi. La qualité de la nation ne se décerne pas aux peuples: elle est proclamée par eux-mêmes!

Les mêmes bourgeoisies qui ont créé le concept de nation, réalisé les tâches nationales qu'elles s'étaient assignées et défendu leurs propres droits nationaux, ont dénié tout cela aux autres peuples qu'elles ont inclus par la force au sein de leurs frontières étatiques ou qu'elles ont colonisés. Cependant, l'idéologie bourgeoise dans ses composantes nationale et démocratique a pénétré partout où le Capital a tant soit peu pénétré. C'est aussi le cas de l'idéologie prolétarienne moderne, autre produit du développement capitaliste, qui a pénétré jusque des régions où n'existe pas de prolétariat « en-soi », mais où dominent des formes de production pré-capitalistes.

La très grande majorité des peuples du monde contemporain, quel que soit leur niveau de développement économique, ont une conscience nationale dont la cristallisation a souvent été, en partie, le résultat de l'oppression nationale, un des principaux catalyseurs du nationalisme. Seuls font exception quelques tribus et clans des régions les plus arriérées du monde. Cela dit, dans la plupart des autres régions, les formes de conscience collective précédant la conscience nationale moderne, c'est à dire les consciences tribale, ethnique, religieuse et provinciale, mènent encore une lutte réactionnaire contre celle-ci et contre la conscience de classe, tandis que la conscience de classe prolétarienne cherche à récupérer la conscience nationale, là où cette dernière a une orientation progressiste, en faisant siens les objectifs nationaux progressistes et en combattant l'idéologie nationaliste sous ses deux aspects chauvins et conciliateur entre les classes.

**Salah Jaber**

**Extrait de « Le concept de nation et la nation arabe ». Quatrième Internationale n°9, 40e année, 1982**

---

# Question nationale et luttes de classes dans les pays impérialistes

## Origine et fonction des nations modernes

La constitution des nations modernes est dans une large mesure le corollaire de la montée du capitalisme moderne. Elle en constitue le reflet superstructurel principal. S'emparant de l'idée de la nation et de la souveraineté nationale, la jeune bourgeoisie révolutionnaire en fait son arme idéologique fondamentale à la fois contre l'absolutisme monarchique et contre les particularismes d'origine semi-féodale: régionalistes, corporatistes, autonomistes (y compris d'autonomie communale). Objectivement, il s'agit d'assurer la création d'un marché national homogène, cadre idéal pour l'essor de la production capitaliste. Subjectivement, il s'agit de rassembler les forces vives de la nation, bourgeoisie urbaine et rurale, paysannerie laborieuse, artisanat et semi-prolétariat, en un bloc politique anti-féodal et anti-absolutiste, dont l'idée nationale sera le principal ciment.

On pourrait s'imaginer dans l'abstrait que l'échange de marchandises s'épanouirait d'autant plus librement qu'il ait moins d'entraves. Si donc la suppression des frontières intérieures et d'autres entraves semi-féodales à la liberté des échanges correspond sans aucun doute aux intérêts d'un essor du capitalisme, pourquoi donc créer de nouvelles entraves artificielles par la multiplication des frontières nationales?

Pareille vue « harmonicistes » des intérêts du Capital au 18<sup>e</sup> siècle et 19<sup>e</sup> siècle implique trois simplifications abusives. Tout d'abord, il y a une corrélation certaine entre les dimensions du marché national et le niveau de développement des forces productives. Affirmer que dès 1848, pour ne pas dire dès 1789, ce niveau de développement réclamait déjà le marché mondial sans entraves comme cadre naturel, c'est exagérer excessivement la rapidité avec laquelle l'industrie capitaliste s'est imposée. C'est confondre le marché mondial créé par le capitalisme mondial et financier du 16<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècle, avec le marché mondial industriel – c'est à dire la division internationale du travail – tel qu'il résulte d'un siècle et demi d'essor du capitalisme industriel, c'est à dire tel qu'il émerge vers la fin du 19<sup>e</sup>, début du 20<sup>e</sup> siècle. Dans ce sens, le marché national correspond sans aucun doute à une réalité matérielle jusqu'à l'essor de l'ère impérialiste. L'organisation de la production, distincte de celle des échanges, s'effectue,

pour l'essentiel, au niveau national, et non au niveau international, à cette époque.

Ensuite, la vue selon laquelle la corrélation entre la naissance des nations modernes et celle du capitalisme serait fortuite, sous-estime le rôle que l'Etat a joué dans l'avènement du règne de la bourgeoisie, c'est à dire exagère « l'automatisme économique » en tant que force aboutissant au règne de la bourgeoisie. Et pour l'accumulation primitive du capital, et pour la destruction des dernières entraves semi-féodales et absolutistes, le rôle de l'Etat en tant que garant des monnaies, du crédit, de la dette publique, des fournitures à l'Etat, des guerres, a été important sinon décisif.

Qui dit avènement d'un Etat bourgeois dit avènement d'un Etat fondé sur des dépenses et des revenus effectués par des citoyens et non par des sujets. Il fallait une auto-identification avec l'Etat de la part des citoyens bourgeois et petits-bourgeois pour permettre la naissance de ces formes nouvelles d'organisation politico-financière. L'idée de souveraineté et d'unité nationales créent la base idéologique la plus puissante de cette auto-identification.

Finalement, les révolutions bourgeoises sont des luttes de classe politique, qui réclament des mobilisations de masse s'étendant à plusieurs classes de la société. Si la bourgeoisie a en définitive profité de ces révolutions, elle n'y a en général pas apporté la majorité des combattants, loin s'en faut. De nouveau, c'est l'idée de la souveraineté et de l'unité nationale qui a fourni la principale motivation politique, le ciment idéologique en quelque sorte, qui a permis de souder ce bloc politique révolutionnaire anti-féodal et anti-absolutiste. On voit mal ces classes s'unifier sous la bannière de la défense de l'exploitation capitaliste ou de l'égoïsme privé. Le drapeau de l'indépendance et de l'unité nationales était autrement alléchant.

Il ne s'agit évidemment pas d'un complot, mais d'une confluence, d'une correspondance structurelle objective, indépendamment des dessins ou des calculs d'individus déterminés. Les mêmes forces sociales qui bouleversent le monde la production, des échanges, de l'organisation économique, bouleversent le monde des idées, des sentiments et des valeurs dites morales. L'existence d'une communauté de langue, de culture, de tradition historique, facilite grandement l'essor parallèle du marché

national, de l'Etat national, de l'idée nationale, et de la puissance politique bourgeoise. Mais elle n'en constitue pas une précondition absolue.

L'exemple probant à ce sujet est celui des Etats-Unis, pays capitaliste par excellence, le plus libre de survivances et de résidus semi-féodaux, où la tradition et l'histoire commune des individus qui vont constituer la nation est pratiquement nulle, et où même le choix de la langue semble le produit du hasard: l'anglais ne l'a emporté que par une voix de majorité sur l'allemand, dans le vote décisif à ce propos par le jeune Congrès continental.

Dans ces conditions, on peut conclure à une certaine indétermination a priori du nombre des nations modernes qui ont progressivement émergé des révolutions bourgeoises (appelées à propos révolutions nationales-bourgeoises autant que révolutions démocratiques-bourgeoises). Si, pour les grandes nations, leur avènement ne pouvait faire aucun doute et était inscrit dans les réalités économiques objectives, un certain nombre de petites nationalités – telles que les Irlandais, les Catalans, les Flamands, les Tchèques, les Norvégiens – ont connu au 18e et au 19e siècle un sort incertain. Leur disparition ou leur survivance étant en balance.

Si des facteurs subjectifs, c'est à dire des mouvements politiques, ont en définitive assuré la survie de ces nationalités, on ne peut simplement enregistrer ce fait comme s'expliquant par lui-même (ces nationalités auraient survécu parce qu'elles ont voulu survivre). L'explication marxiste la plus probante jusqu'ici offerte – notamment par l'historien Pierre Vilar pour le cas de la Catalogne – s'appuie sur le facteur de l'insuffisante homogénéité socio-économique pour rendre compte du fait qu'Ecosse et habitants du pays de Galle ont été intégrés dans la Grande-Bretagne du 18e au 19e siècle, tandis que les Irlandais ne l'ont pas été.

L'essor du capitalisme industriel pendant ces deux siècles est toujours un essor s'appuyant sur un développement régional inégal. Mais au fur et à mesure que l'industrie capitaliste arrive à maturité, deux résultats peuvent être obtenus; soit une intégration industrielle croissante (une homogénéisation socio-économique croissante entre régions différentes d'un même pays), soit un dénivellement industriel croissant. Lorsque le premier résultat coïncide avec une différence de langue et de culture, langues et cultures minoritaires risquent d'être absorbées. Lorsqu'au contraire, la différence de langue et de culture coïncide avec un dénivellement socio-économique croissant, la nationalité minoritaire se réaffirme. La différenciation socio-économique fournit le support matériel à la résurrection nationale.

Ce dénivellement industriel ne doit pas nécessairement aller dans le sens d'un sous-développement, de l'avènement d'une « colonie intérieure » (ou d'un « Nebenland » comme le dit Marx). Ce fut sans aucun doute le cas pour l'Irlande et la Flandre. Ce ne fut guère le cas de la Catalogne ou de la Croatie, ni même du pays de Bohême. L'accent se met davantage sur le manque d'homogénéité socio-économique, qui crée des justifications d'intérêts matériels puissants pour une prise de conscience nationale séparée.

### **Luttes nationales et luttes sociales: la première approche**

L'apogée du nationalisme en tant qu'idéologie jouant un rôle progressiste se situe paradoxalement dans la phase pré-industrielle du capitalisme. C'est l'époque où le caractère révolutionnaire de la bourgeoisie est le plus affirmé, où les entraves semi-féodales et absolutistes à l'essor à la fois du capitalisme moderne et des libertés démocratiques sont les plus prononcées.

Dès que se développe l'industrie capitaliste, se développe simultanément l'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le nationalisme – c'est à dire l'idéologie d'unité et de solidarité nationale – acquiert dès lors un aspect de plus en plus équivoque, ambigu. Il peut continuer à jouer un rôle partiellement progressiste, surtout auprès de nationalités opprimées, soumises, artificiellement écartelées entre plusieurs Etats.

Un double aspect réactionnaire croît cependant côte à côte avec cet aspect progressiste. Il devient une doctrine de solidarité nationale qui veut obliger le prolétariat à mettre en sourdine sa lutte de classe contre la bourgeoisie, sous prétexte d'intérêts communs à défendre contre l'absolutisme ou (et) l'opresseur étranger. Il devient une doctrine d'égoïsme national, qui veut inclure dans le « marché national », chasse gardée d'une bourgeoisie particulière, des territoires dont les habitants ne se considèrent pas en majorité comme appartenant à cette nation (annexionisme).

Le marxisme, doctrine scientifique de combat du prolétariat, donne la priorité à l'organisation et à la défense des intérêts de classe autonomes de la classe ouvrière. Dans l'intérêt du progrès historique, il peut admettre le rôle important que la lutte nationale peut encore jouer au 19e siècle (l'appui accordé par Marx et Engels à l'unification de l'Allemagne, de l'Italie, et des Etats-Unis dans la guerre de Sécession, la lutte pour l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande). Mais il arrive à ces conclusions toujours en adoptant un point de vue de classe global, - qui peut évidemment s'exprimer

dans certains principes, - non en mettant « la nation » sur un piédestal absolu de l'histoire.

Au fond, pour le marxisme, la nation, de même que la société bourgeoise, ne sont que des formes transitoires et non éternelles de l'organisation humaine. La fonction historique du capitalisme, c'est d'assurer un essor des forces productives tel que l'épanouissement humain de tous les individus, « la richesse de l'individu social », à la place du combat contre la pénurie ou de la « lutte pour l'existence », puisse devenir la base de la société. Il s'agit de créer l'infrastructure matérielle à partir de laquelle une société sans classes devient objectivement possible. La division mondiale du travail en est une des conditions essentielles.

Dans le même sens, le capitalisme crée les préconditions matérielles d'une organisation mondiale de l'économie, par rapport à laquelle l'Etat national perd toute signification. La nation en tant qu'entité culturelle survit jusqu'à une fusion ultérieure de toutes les nations, en une humanité ayant unifié son héritage culturel diversifié. Dans ce sens, la doctrine prolétarienne est par essence internationaliste. Elle ne l'est d'ailleurs pas seulement pour des raisons de buts historiques lointains à poursuivre. Elle l'est aussi pour des raisons d'intérêts immédiats.

La force du Capital réside dans la richesse des capitalistes et la capacité de créer la liberté d'action individuelle ou par groupe qui en découle. Puisque la société bourgeoise est une société fondée sur l'inégalité institutionnalisée de puissance économique, dans toute lutte de concurrence, individu contre individu ou groupe contre groupe, le prolétariat est perdant d'office. Sa seule chance de salut réside dans l'organisation collective. Ce n'est qu'en groupant collectivement tous les travailleurs contre la bourgeoisie, ce n'est qu'en supprimant toute forme de concurrence entre prolétaires, que le prolétariat a une chance sérieuse de se défendre contre l'exploitation capitaliste.

Plus la coalition ouvrière est restreinte et exclusive (corporatiste, religieuse, raciste, nationaliste), moins elle est à la longue efficace. Plus elle est universelle, moins elle permet des manoeuvres de division et de diversion de la part du Capital, et plus elle a des chances de l'emporter. Le mot d'ordre du « *Manifeste Communiste* » de Marx et d'Engels « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* », exprime donc autant une doctrine, un idéal, un but à atteindre, qu'un intérêt économique, social et politique immédiat à défendre.

## **L'impérialisme et le développement inégal et**

## **combiné**

La loi du développement inégal et combiné est une loi universelle de l'histoire humaine, outil indispensable pour son analyse du point de vue marxiste. Le capitalisme, en créant un marché mondial dans lequel sont intégrés bon gré mal gré des nations constituées, des nations en devenir, et des pays multi-nationaux arrivés à des stades fort différents de développement socio-économique, accentue le jeu de cette loi. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, le porte à son paroxysme.

Par l'exportation des capitaux, par la domination des marchés des capitaux des pays dépendants, par la division du monde entre groupes et ententes du capital monopolistique, par la division du monde entre empires coloniaux et « zones d'influence », l'impérialisme unifie l'économie et la société mondiales à un degré qualitativement supérieur à tout ce qui avait été réalisé dans le passé.

Mais cette unification ne s'accompagne pas d'une homogénéisation. Au contraire: elle accentue à l'extrême l'inégalité du développement. Entre métropoles impérialistes d'une part, et pays coloniaux et semi-coloniaux d'autre part, l'écart se creuse tant du point de vue du développement industriel et du niveau de vie, que du point de vue culturel, scientifique, politique et militaire.

Un système mondialement unifié de circulation de marchandises se fonde sur une combinaison de rapports de production capitalistes, semi-capitalistes et précapitalistes dans des zones géographiques déterminées. L'essor des uns est déterminé par la stagnation des autres (la surexploitation, le transfert de valeur, la perte de substance); il enferme dans des structures héritées du passé. L'« ancienne oligarchie » qui a gouverné pendant plus d'un siècle l'Amérique latine, en est l'expression la plus nette.

L'alliance du capital impérialiste avec des classes de propriétaires fonciers semi-féodaux, voire quelques fois esclavagistes, dans nombre de pays dépendants, est trop connue pour qu'il faille insister. La domination du marché mondial par l'impérialisme (tant du point de vue du marché des capitaux que du point de vue du marché des marchandises) transforme celui-là en un obstacle insurmontable pour l'essor industriel des pays dépendants.

Dès que l'ère impérialiste atteint son apogée – vers 1905 et au plus tard avec l'éclatement de la Première guerre mondiale – le capitalisme a terminé son rôle historiquement progressiste et commence à entrer dans sa

phase de putréfaction. L'humanité est mûre pour la révolution socialiste internationale.

Cela ne signifie évidemment pas que la croissance économique s'arrête définitivement, que la productivité du travail cesse de croître, que les forces productives ne se développent plus à l'échelle globale. Mais cela signifie que le prix à payer pour chaque nouveau bond en avant du progrès économique sous le capitalisme, exprimant en réalité le retard historique de la révolution socialiste (qui permettrait un progrès économique beaucoup plus harmonieux, beaucoup moins saccadé, avec des faux frais beaucoup plus réduits) devient de plus en plus exorbitant: misère du tiers-monde, deux guerres mondiales, d'innombrables guerres « locales », fascismes, menaces pesant sur l'environnement humain, aliénation humaine de plus en plus prononcée, etc, etc. La putréfaction du capitalisme, à l'échelle mondiale, s'exprime avant tout par une crise de plus en plus profonde des rapports de production capitalistes.

Nous n'examinerons pas les conséquences de l'avènement de l'ère impérialiste pour les pays sous-développés, et notamment la doctrine marxiste-léniniste en ce qui concerne la place que la lutte de libération nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux occupe dans le cadre du processus de révolution mondiale déclenché depuis octobre 1917. Le sujet se circonscrit à la place de la question nationale au sein des pays impérialistes métropolitains eux-mêmes. Mais cette problématique est incompréhensible sans un examen des effets de la loi du développement inégal et combiné au sein même des pays impérialistes.

Aucune révolution démocratique-bourgeoise n'a résolu à 100% les tâches historiques qu'elle était appelée à résoudre. Nulle part dans le monde sont issues de ces révolutions des nations bourgeoises nationalement et économiquement homogènes, avec une démocratie politique poussée aux limites finales auxquelles pourrait aboutir la démocratie bourgeoise. La nature même du capitalisme, son anarchie, le règne de l'économie de marché, rendent pareille homogénéité irréalisable.

L'apparition de l'antagonisme prolétariat/bourgeoisie, aux côtés de l'antagonisme société bourgeoise/survivances semi-féodales et absolutistes, imposa une barrière au développement de la démocratie politique, que la bourgeoisie n'avait plus aucun intérêt à franchir. Ainsi, le suffrage universel, pourtant idéal bourgeois par excellence, est réalisé presque partout dans le monde par la lutte politique du prolétariat contre la bourgeoisie ou comme sous-produit de cette lutte, et non sous l'impulsion de la bourgeoisie elle-même.

De même, presque tous les pays capitalistes développés au 19<sup>e</sup> siècle charrient des questions nationales non résolues. La question irlandaise en Grande-Bretagne, la question flamande en Belgique, la question noire aux Etats-Unis, en sont quelques-uns des exemples les plus éclatants.

Avec l'avènement de l'ère impérialiste, la bourgeoisie impérialiste non seulement s'avère incapable d'achever la réalisation des tâches historiques de la révolution nationale-démocratique non encore accomplies, mais pose une série d'actes rétrogrades en ce qui concerne les tâches jadis accomplies. La réduction des libertés démocratiques, la montée des régimes dictatoriaux (bonapartistes, militaires, fascistes), la restriction du droit de grève et des libertés syndicales, le monopole croissant de la presse, la militarisation croissante de l'économie et de la vie sociale, ne sont que quelques exemples à ce propos.

Avec l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes, même des nations impérialistes ayant jadis conquis leur indépendance peuvent la perdre à nouveau; c'est ce qui est arrivé en 1939 avec la Tchécoslovaquie; c'est ce qui serait certainement arrivé avec de nombreux pays industrialisés d'Europe, en cas de victoire de l'impérialisme allemand au bout de la Deuxième guerre mondiale.

Ce mouvement rétrograde déclenché par le début de déclin du mode de production capitaliste – c'est à dire en dernière analyse par le retard de la révolution socialiste mondiale – ne modifie cependant pas la structure socio-économique des pays impérialistes. Il s'agit de pays capitalistes, mûrs pour la prise du pouvoir par le prolétariat, non de pays semi-féodaux confrontés avec une révolution démocratique bourgeoise.

Le fait que des revendications démocratiques anciennes ou nouvelles peuvent s'y poser avec une acuité particulière, à certains moments de la conjoncture politique, ne modifie en rien les tâches centrales de l'époque: l'organisation de la classe des travailleurs salariés, et l'élévation de son niveau de conscience, pour que leurs luttes éclatent et s'amplifient de toute manière, par suite de l'aggravation des contradictions inhérentes au système, et qui atteignent périodiquement un niveau potentiellement révolutionnaire (c'est à dire menaçant objectivement les fondements mêmes des rapports de production capitalistes) aboutissent effectivement au renversement du règne du Capital.

L'apparition de revendications démocratiques aiguës (parmi lesquelles les revendications d'émancipation nationale peuvent jouer un rôle-clé, à certains moments et dans certains cas) doit donc s'intégrer dans cette stratégie d'ensemble, et non l'estomper.



En se faisant un défenseur résolu de toutes les victimes populaires d'injustices politiques et sociales, en se faisant le défenseur énergique de toutes les revendications démocratiques, le prolétariat des pays impérialistes ne cherche pas à intercaler une étape démocratique « préalable » avant la lutte pour la révolution socialiste, ni à subordonner celle-ci à une éphémère et illusoire alliance avec une bourgeoisie dite « nationale ». Il cherche à conquérir l'hégémonie politique sur d'autres couches opprimées de la population et à renforcer l'unité et la cohésion de son propre front de classe. Il ne peut y parvenir en sacrifiant la défense de ses propres intérêts de classe sur l'autel de prétendus « intérêts nationaux » qui font abstraction de la réalité sociale concernée.

### **Droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et nationalisme dans les pays impérialistes**

La position que Lénine avait élaboré à l'égard de la question nationale dans les pays impérialistes, s'inspire de ces considérations fondamentales, implicitement avant 1914, explicitement après l'éclatement de la Première guerre mondiale, surtout dans les textes rédigés au cours de cette guerre et dans le document programmatique élaboré pour le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste.

Puisque la tâche historique centrale, avec lequel le prolétariat est confronté dans les pays impérialistes, est la révolution socialiste, et non la révolution démocratique-bourgeoise, la lutte résolue contre l'idéologie nationaliste est d'une importance vitale en vue de préparer les travailleurs à l'accomplissement de cette mission. Le nationalisme qui implique une solidarité occasionnelle ou durable avec la bourgeoisie ne peut que semer la pire des confusions politiques dans la conscience ouvrière.

On ne peut éduquer les travailleurs dans un esprit d'hostilité sans réserve à l'égard de l'Etat bourgeois, du pouvoir politique et militaire de la bourgeoisie, à l'égard de l'exploitation capitalistes – prémisses indispensables à l'accomplissement d'une révolution socialiste – et en même temps entraîner ces mêmes travailleurs à défendre « occasionnellement » ce même Etat bourgeois, cette même armée bourgeoise, cette même économie capitaliste.

L'expérience a entièrement confirmé ce diagnostic théorique: tout abandon d'une position de classe devant le nationalisme d'un pays impérialiste, toute acceptation de la « solidarité nationale » dans un tel contexte historique précis, toute acceptation de l'idée de « défense nationale » et de « défense de la patrie » bourgeoise, débouche, à l'ère

impérialiste, inévitablement sur la pratique et la justification idéologique de la collaboration de classe dans un grand nombre de domaines, c'est à dire à la liquidation de toute perspective et de toute lutte d'ensemble anticapitaliste.

Par ailleurs, cependant, la réalité de l'oppression nationale au sein même des pays impérialistes – de même que la réalité de la suppression des libertés démocratiques jadis conquises – provoque inévitablement des réactions de masse. Celle-ci se manifestent non seulement au sein de la petite-bourgeoisie (la petite-bourgeoisie urbaine, et surtout l'intelligentsia, étant particulièrement sensible aux problèmes linguistiques, souvent pour des raisons d'intérêts matériels évidents) mais encore au sein de la classe ouvrière elle-même. Si les organisations politiques de la classe ouvrière, et notamment son avant-garde révolutionnaire, refusent d'assumer la défense de ces intérêts, les conséquences ne peuvent être que négatives pour le déroulement et l'aboutissement socialiste de la lutte des masses.

Tout d'abord, en combattant pour leurs droits démocratiques, les masses combattent contre l'oppression, c'est à dire défendent une juste cause. Le socialisme ne peut justifier ou fermer les yeux devant aucune forme d'oppression et d'exploitation, quelque « secondaire » qu'elle soit. Toute l'argumentation concernant les « contradictions principales » et les « contradictions secondaires » cache d'ailleurs une incompréhension de la nature généralement combinée de ces contradictions.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est manifestement un droit démocratique de base. Le refus de laisser un groupe ethnique se gouverner ou s'éduquer dans sa propre langue constitue un phénomène d'oppression manifeste. En refusant de défendre ce droit des peuples à l'auto-disposition, sous quelque prétexte que ce soit, les organisations ouvrières au sein des nations oppresseuses se feraient les apologistes de fait de l'oppression et de l'annexion.

Ensuite, en refusant d'assumer la lutte pour la défense des libertés démocratiques, en refusant de se joindre aux mouvements de masse qui poursuivent ces objectifs, le mouvement ouvrier abandonne ces mouvements à des directions petites-bourgeoises et bourgeoises, et facilite donc en réalité leur récupération par des courants de la bourgeoisie, facilite donc la manoeuvre de diversion qui tend à les rendre inoffensifs pour la survie du régime capitaliste. Cette manoeuvre ne découle pas, comme le pensent des dogmatiques ultra-gauchistes, de la nature même des revendications démocratiques ou nationales, qui correspondent à des situations de fait devant aboutir fatalement à des réactions de protestation. Elle découle de

l'incapacité ou du refus du mouvement ouvrier à se battre pour sa propre hégémonie au sein du mouvement national.

Un siècle d'histoire politique de la Belgique apporte une confirmation particulièrement douloureuse de cette règle. L'incapacité du mouvement ouvrier social-démocrate à prendre en charge le mouvement d'émancipation du peuple flamand d'abord, celui du peuple wallon ensuite, a été l'élément décisif pour maintenir le contrôle d'appareils politiques bourgeois sur une fraction non négligeable des masses laborieuses, ou même pour rétablir ce contrôle là où il avait été perdu (surtout en Wallonie).

Affirmer que cela démontre que la question nationale n'a été qu'une « diversion historique » utilisée à cette fin par la bourgeoisie, c'est fermer les yeux devant la réalité de l'oppression nationale, ses répercussions multiples sur les conditions de vie des petites gens, et l'inévitabilité de leurs réactions.

Le mal ne réside pas dans la problématique elle-même, mais dans l'incapacité ou la faiblesse des organisations ouvrières à se battre, au sein du mouvement de protestation contre les phénomènes d'oppression nationale, sous leur propre drapeau, avec leurs propres revendications, dans une indépendance farouche de toute alliance avec la bourgeoisie, c'est à dire de manière telle à élever et non à abaisser la conscience de classe du prolétariat, à accroître et non à réduire sa capacité d'engager un combat anticapitaliste d'ensemble.

S'il est clair que l'abstention volontaire des organisations ouvrières et révolutionnaires des mouvements de masse dirigés contre l'oppression nationale, et le refus de combattre pour l'hégémonie du prolétariat en leur sein, ne peut que renforcer l'emprise de la bourgeoisie sur ces mouvements, il est non moins vrai qu'une participation des organisations ouvrières qui comporte une adaptation aux objectifs de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, c'est à dire la liquidation des objectifs de classe autonomes du prolétariat entraîne objectivement le même résultat.

Au déroulement combiné de la lutte de classe objective doit correspondre, au niveau de l'éducation, de la propagande, et de l'agitation des organisations ouvrières, une combinaison constante, à toute « étape », d'objectifs démocratiques et d'objectifs socialistes. Tout refus d'effectuer cette combinaison aboutit à étouffer les germes de révolutions socialistes présents dans tout mouvement de révolte généralisé des masses laborieuses à l'époque impérialiste.

Pour toutes ces raisons, la défense du mot-d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris au

sein des pays impérialistes développés, et de la lutte sans compromission contre toute forme de nationalisme, ne constituent pas du tout des éléments contradictoires dans l'attitude de Lénine à l'égard de la question nationale, mais au contraire des parties cohérentes d'une stratégie d'ensemble. Il s'agit d'accroître la préparation et la capacité de déclenchement de luttes de masse à potentialité révolutionnaire anticapitaliste.

Faire confluer dans le mouvement d'émancipation révolutionnaire anticapitaliste du prolétariat tous les mouvements de rébellion contre l'oppression et l'injustice sociales au sein de la société bourgeoise, voilà le but fondamental de cette stratégie, qui articule parfaitement les différentes composantes de la politique léniniste par rapport à la question nationale dans les pays impérialistes.

A ce propos on oublie souvent que si Lénine a critiqué Rosa Luxembourg parce qu'elle refusait d'accepter que les marxistes russes combattent pour le droit du peuple polonais à l'auto-détermination, il a simultanément approuvé la lutte sans merci que Rosa a menée, en tant que marxiste polonaise, contre le nationalisme polonais. L'histoire d'après 1918 a d'ailleurs pleinement confirmé le bien-fondé de ces deux volets de la position léniniste.

On oublie de même que si Lénine a combattu de toutes ses forces le chauvinisme et le social-patriotisme des organisations ouvrières au cours de la Première guerre mondiale, il a en même temps souligné que le soulèvement de nationalités opprimées comme les Irlandais, les Polonais, serait une partie inévitablement intégrante de tout large mouvement révolutionnaire, anticapitaliste, déclenché par l'exacerbation des contradictions impérialistes en Europe. Les deux exemples reflètent bien la compréhension profondément dialectique qu'avait Lénine du caractère combiné des tâches avec lesquelles le prolétariat était confronté à l'époque de l'impérialisme, compréhension que seul Trotsky a pu égaler jusqu'ici.

Cette même compréhension a amené Lénine à introduire une distinction importante dans la manière de combattre le nationalisme, distinction qu'il souligne dans le célèbre codicile de son « Testament » dirigé contre l'attitude de Staline sur la question géorgienne, publié pour la première fois dans le tome 36 de la cinquième édition des « *Oeuvres Complètes* ». Si la lutte contre le nationalisme est incontestablement une tâche universelle pour les communistes, il faut cependant distinguer soigneusement le nationalisme des nations historiquement oppresseuses du nationalisme des nations historiquement opprimées.

Lorsque des socialistes ou des communistes, membres des nations oppresseuses, se lancent dans la critique du

nationalisme des opprimés (par exemple la polémique des socialistes français contre le nationalisme algérien, des socialistes sionistes contre le nationalisme palestinien, etc.), ils couvrent objectivement l'oppression et l'exploitation exercées par leur propre nation, et font preuve de ce que Lénine appelle à juste titre « *un comportement de gredin* ».

Ce faisant, ils renforcent de fait le nationalisme chez les opprimés, car ceux-ci ont appris par une douloureuse expérience séculaire d'oppression de se méfier de tous les mouvements idéologiques venant de la part de leurs oppresseurs, qui servent en définitive invariablement à justifier et à éterniser l'oppression.

La tâche de socialistes et de communistes, membres des nationalités historiquement oppresseuses, c'est de concentrer leurs coups contre le nationalisme de leur propre nationalité, de toute manière beaucoup moins justifiable que le nationalisme des esclaves qui veulent rejeter leurs chaînes. Ils doivent accorder un appui actif et résolu au mouvement d'émancipation des nationalités opprimées, aidant de ce fait la lutte des marxistes au sein de ces nationalités contre le nationalisme, qui désoriente et affaiblit à la longue la lutte de libération.

## **Luttes nationales et luttes sociales: une deuxième approche**

Il ne s'agit pas d'une prise de position dogmatique, qui découlerait en quelque sorte d'un axiome programmatique. Il s'agit au contraire de la conclusion programmatique qui découle d'une compréhension de la dynamique sociale à l'époque impérialiste, c'est à dire d'une analyse de la structure de classe des pays impérialistes, de la corrélation de force objective entre ces classes, de leurs conflits inévitables, et du déroulement de la lutte de classe qui en résulte.

Les pays impérialistes se caractérisent notamment par le fait que la classe ouvrière y représente la force numériquement principale dans la société, disposant d'un potentiel de lutte économique et politique de loin supérieur à celui de toute autre couche sociale laborieuse. En outre, il s'agit d'une classe ouvrière dotée d'une longue tradition d'organisation et de défense de ses intérêts de classe propres.

L'antagonisme bourgeoisie/prolétariat y est, de ce fait irréductible, et rebondit à travers tout conflit politique ou social. Lorsque, dans de telles conditions, des luttes de classes éclatent même en partant de revendications « purement » démocratiques (lutte contre une dictature fasciste ou militaire; lutte contre l'oppression nationale,

pour le droit d'une nationalité à disposer d'elle-même, etc.), il est inévitable qu'en cours de mobilisation, les travailleurs avancent leurs propres revendications de classe, expriment leurs propres intérêts immédiats et (ou) historiques, en opposition avec ceux de la bourgeoisie.

Dès lors, deux comportements politiques diamétralement opposés sont possibles au sein du mouvement ouvrier, reflétant deux stratégies fondamentalement différentes. Les uns affirmeront que la « tâche de l'heure » n'étant ni socialiste ni syndicaliste, mais seulement « démocratique », chercheront à créer un « front » entre la classe ouvrière et la bourgeoisie dite « progressiste » ou « nationale », ou « démocratique », et chercheront donc à éviter tout ce qui aiguise l'antagonisme entre les composantes ouvrières et bourgeoises de ce front.

En pratique, cela aboutit fatalement à vouloir freiner ou empêcher les travailleurs à défendre leurs propres intérêts de classe en partant d'un mouvement de masse à détonateur « démocratique » (ou national). Cela aboutit donc à manoeuvrer avec les mouvements de masse de travailleurs, en vue de maintenir (ou de reconstruire) des Etats bourgeois et une économie capitaliste.

Les autres rejeteront toute conception d'une « révolution par étapes », toute idée qu'un « mouvement de libération nationale » précède « l'étape de la révolution socialiste ». Ils considéreront au contraire que la lutte des masses prolétariennes pour des revendications démocratiques et nationales, dans les pays impérialistes, à l'âge du déclin du capitalisme, fait organiquement partie de la montée de la révolution socialiste. Ils favoriseront donc par tous les moyens la transcendance de la lutte déclenchée pour des objectifs démocratiques ou nationaux, vers une lutte révolutionnaire pour le renversement du règne du Capital.

A cette fin, ils combineront dès le début de cette lutte la propagande pour des objectifs socialistes, anticapitalistes, à la propagande pour des objectifs démocratiques et (ou) nationaux, refuseront tout « front » avec la bourgeoisie, maintiendront l'indépendance organisationnelle du prolétariat et l'autonomie de ses intérêts de classe, qu'ils ne subordonneront à aucun moment à une prétendue « primauté » des objectifs démocratiques ou nationaux. Le but de cette stratégie, c'est d'assurer l'hégémonie du prolétariat et de son parti de classe au sein des masses luttant pour l'émancipation nationale, et d'assurer la transcendance de leur mouvement, sans solution de discontinuité aucune, vers une révolution socialiste victorieuse.

Sous-jacente à ces deux stratégies sont deux conceptions différentes de l'actualité de la révolution socialiste à

l'époque contemporaine, dans les pays impérialistes, deux conceptions différentes sur les objectifs prioritaires à atteindre par le mouvement ouvrier. Les uns ne voient la possibilité d'un renversement du capitalisme que si préalablement toute une série de préconditions politiques, sociales ou mêmes nationales sont accomplies. Les autres considèrent que les contradictions impérialistes débouchent périodiquement sur des explosions de luttes de masse telles à rendre une révolution socialiste objectivement possible, même sans modification préalable du cadre politique et social donné.

Ils considèrent par contre que l'obstacle principal sur la voie de la victoire d'une révolution socialiste réside dans les insuffisances du facteur subjectif, de la conscience de classe du prolétariat et de sa direction. Il en découle inévitablement que les premiers sont prêts à sacrifier des possibilités (qu'ils considèrent de toute manière irréelles) de révolution socialiste à l'accomplissement d'autres tâches prioritaires, tandis que les seconds refusent toute manoeuvre politique qui, leurs yeux, risque d'affaiblir encore la capacité subjective du prolétariat de saisir certaines occasions objectivement favorables pour abattre l'Etat bourgeois et les rapports de production capitalistes.

Il va sans dire que nous nous rangeons entièrement dans le deuxième camp, contre le premier. Ni la classe ouvrière polonaise, ni la classe ouvrière catalane, pour ne pas dire la classe ouvrière wallonne, se sont trouvées placées dans

ces conditions objectives (économiques, sociales, politiques) où la lutte pour la prise du pouvoir était « objectivement impossible ». Au contraire, à plusieurs reprises, au cours de l'histoire du 20e siècle, elles avaient cette conquête du pouvoir à portée de la main, vu la puissance de leur assaut contre le Capital, vu la faiblesse relative de l'Etat et de l'économie de celui-ci.

Si ces assauts n'ont pas été couronnés de succès, cela n'est pas dû à une immaturité de conditions objectives, prétendûment corrigibles par une transformation des structures étatiques à laquelle il faudrait accorder la priorité par rapport à la révolution sociale. Cela est dû au manque de clarté de vues sur les objectifs à atteindre, aux compromissions et capitulations des couches dirigeantes du mouvement ouvrier, c'est à dire à l'insuffisance de la conscience de classe et de la direction prolétariennes.

Pour surmonter ces insuffisances, plus que jamais l'éducation du prolétariat dans un esprit de classe, et vers la lutte pour des objectifs anticapitalistes, socialistes, révolutionnaires, s'impose comme priorité absolue. La lutte contre les phénomènes d'oppression nationale, qui permet objectivement d'affaiblir davantage les structures de la bourgeoisie et d'amener de précieux alliés aux travailleurs, doit être intégrée dans cette vision stratégique d'ensemble. Sinon, elle sert en définitive de support nouveau à un régime capitaliste aux abois.

**Ernest Mandel**

**« Contradictions » n°3, janvier-juin 1973**

---

# Question nationale et révolution permanente

S'il y a une conception fondamentale du marxisme que Trotsky a contribué à approfondir et à défendre inlassablement, c'est celle du dépassement des Etats nationaux, de la portée internationale de la révolution prolétarienne et de la nécessité d'un cadre supranational pour l'édification du socialisme. Ces idées parcourent toute son œuvre depuis ses premiers écrits significatifs de la période de 1905 et les polémiques de la première guerre mondiale jusqu'aux essais de la période cruciale de sa lutte contre Staline (les années de l'Internationale communiste après Lénine et de La révolution permanente) et aux articles de l'exil mexicain à la veille de la nouvelle guerre mondiale.

## Crise historique de l'Etat national et nécessité du socialisme

Quelques rappels rapides suffisent. Déjà en juin 1905, Trotsky écrivait que *« l'œuvre que le prolétariat accomplit ne se limite certainement pas aux frontières de son propre pays. La logique même de sa situation l'amènera à se placer sur l'arène internationale »* (1905) et plus tard il rappelait et précisait la même idée dans Bilan et perspectives. Cette conception découlait, entre autres, de l'analyse selon laquelle *« le temps des révolutions nationales est révolu - du moins en Europe - aussi bien que le temps des guerres nationales. Nous vivons dans une époque impérialiste : ce n'est pas seulement un régime d'expansion coloniale, mais aussi un régime intérieur donné. Il oppose non seulement la nation bourgeoise et l'ancien régime, mais aussi le prolétariat et la nation bourgeoise »* (1905).

En 1914, lorsque le mouvement socialiste international était déchiré par la guerre et que les lieux communs de la rhétorique patriotique déferlaient, Trotsky revint à plusieurs reprises sur le même thème. *« Au cœur de la guerre actuelle, écrit-il dans la préface à « La guerre et l'Internationale » (septembre 1914), il y a la rébellion des forces productives - qui ont engendré le capitalisme - contre leurs formes d'exploitation dans le cadre des états nationaux. La planète toute entière, la terre ferme comme les mers, la surface comme les profondeurs, sont d'ores et déjà devenues l'arène d'une économie mondiale dont les différentes parties dépendent indissolublement les unes des autres. Telle est l'œuvre du capitalisme. Mais il pousse aussi les états capitalistes à combattre pour soumettre cette économie mondiale aux intérêts de chaque bourgeoisie nationale.*

*La politique de l'impérialisme constitue avant tout la preuve que le vieil Etat national, issu des révolutions et des guerres de 1789-1815-1848-1859-1864-1866 et 1870, a fait son temps, et apparaît maintenant comme une entrave intolérable au développement des forces productives. La guerre de 1914 signifie avant tout la « destruction » de l'Etat national en tant qu'entité économique indépendante... la guerre proclame la chute de l'Etat national... la production mondiale ne s'insurge pas seulement contre le chaos de l'Etat national, mais contre l'organisation capitaliste de l'économie qui s'est transformée en sa propre désorganisation barbare... Dans les pays européens sous-développés, poursuit Trotsky, la guerre met à l'ordre du jour des questions dont l'origine historique est beaucoup plus ancienne : les problèmes de démocratie et de communauté nationale... Cependant, à l'époque actuelle, ces questions sont dépourvues de toute autonomie. »*

La conclusion qui en découle est la définition d'un mot d'ordre qui engendra de vives polémiques au moment où il fut lancé, sous des formes différentes, dans d'autres périodes. *« Dans ces conditions historiques, il ne peut être question pour le prolétariat de défendre la " patrie " nationale qui a fait son temps et qui est devenue l'entrave principale au développement économique, mais il s'agit pour lui de créer une "patrie" beaucoup plus puissante et plus solide, les Etats-Unis Républicains d'Europe, fondement des Etats-Unis du monde. »*

Nous avons fait une citation assez longue d'une œuvre peu connue puisqu'elle synthétise efficacement les idées de Trotsky sur la crise historique de l'Etat national et sur la subordination inévitable des problèmes nationaux - en soi légitimes - à la logique des intérêts impérialistes. Il n'ignorait absolument pas l'existence des problèmes et des aspirations nationaux, mais il estimait nécessaire de rappeler toujours le cadre d'ensemble et de lutter contre toute mystification visant à cacher aux yeux des masses les causes les plus profondes du carnage impérialiste.

Ajoutons, en passant, que, au delà des divergences sur la formules des Etats-Unis socialistes d'Europe, la position de Lénine était essentiellement analogue : il ne contestait pas la possibilité d'une naissance de mouvements nationaux dans de petits pays opprimés, mais il soulignait que la question de la Belgique ou de la Serbie ne pouvait pas être posée en faisant abstraction du contexte de la lutte entre les deux regroupements impérialistes opposés, qui en dernière analyse définissait la nature du

conflit (2).

Dans « *L'Internationale communiste après Lénine* », la conception de Trotsky est réaffirmée sous l'angle de la critique de la conception stalinienne du socialisme dans un seul pays. « *Les forces productives sont incompatibles avec les cadres nationaux. C'est ce fait qui commande non seulement le commerce extérieur, l'exportation des hommes et des capitaux, la conquête des territoires, la politique coloniale, la dernière guerre impérialiste, mais aussi l'impossibilité économique pour une société socialiste de vivre en vase clos. Les forces productives des pays capitalistes sont, depuis longtemps, à l'étroit dans le cadre de l'Etat national. La société socialiste, elle, ne peut se construire que sur la base des forces productives modernes, sur l'électrification, sur la "chimisation" des processus de production (y compris l'agriculture), sur la combinaison et la généralisation des éléments les plus élevés de la technique contemporaine la plus développée... Comment, se demandera-t-on, le socialisme repoussera-t-il en arrière les forces productives pour les enfermer dans les formes nationales d'où elles cherchaient déjà à s'arracher sous le capitalisme?* ». (pp.144-145, T.1, Presses Universitaires de France, Paris, 1969).

En conclusion, « *la ferme conviction que le but fondamental de classe ne peut être atteint, encore bien moins que les objectifs partiels, par des moyens nationaux ou dans le cadre national, est au cœur de l'internationalisme révolutionnaire* » (ibidem, p.167-168). Enfin, dans les derniers mois de sa vie, lorsque la guerre avait éclaté, Trotsky dénonça de la manière la plus résolue la nouvelle mystification par laquelle on s'efforçait de camoufler derrière des prétextes « nationaux » ou « démocratiques » la nature interimpérialiste du conflit. « *Notre pleine reconnaissance du droit de chaque nation à se déterminer elle-même - écrivait-il, entre autres - ne change pas le fait que, au cours de la guerre actuelle, ce droit ne pèse pas beaucoup plus qu'une plume* ».

Et en évoquant la perspective d'une Europe socialiste dans une anticipation de l'avenir dont il est coutumier, il affirmait : « *L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort... L'Europe doit devenir les Etats-Unis Socialistes si elles ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. Une Europe socialiste proclamera l'indépendance totale des colonies, établira des relations économiques amicales avec elles et, pas à pas, sans la moindre violence, par le moyen et l'exemple de la collaboration, les introduira dans une fédération socialiste mondiale. L'Union soviétique, libérée de sa propre caste dirigeante, se joindra à la fédération européenne qui l'aidera à atteindre un plus haut niveau*

*de développement. L'économie de l'Europe unifiée fonctionnera comme un tout. La question des frontières nationales provoquera aussi peu de difficultés qu'aujourd'hui la question des divisions administratives à l'intérieur d'un pays. Les frontières à l'intérieur de la nouvelle Europe seront déterminées en fonction de la langue et de la culture nationale par libres décisions des populations concernées. Ceci semblera-t-il utopique aux politiciens "réalistes" ? Pour les cannibales, l'abandon de la consommation de chair humaine était, de leur temps « utopique » (3). »*

## **L'autodétermination et la politique du prolétariat**

Les analyses sur la nature fondamentale des conflits de notre époque et l'affirmation de la nécessité de dépasser le cadre national n'amènent aucunement Trotsky à ignorer ou à minimiser la question nationale. Dans la période de la première guerre mondiale, dans l'oeuvre même que nous avons déjà citée, il synthétisait les conditions de la paix dans les mots d'ordre suivants : "Pas d'indemnisation ! Droit de toute nation à l'autodétermination ! Etats-Unis d'Europe sans monarchies, sans armées permanentes, sans castes dirigeantes féodales, sans diplomatie secrète."

En même temps, en ce qui concerne la Russie, il indiquait parmi les tâches centrales, la reconnaissance du droit à l'autonomie des nationalités opprimées par l'empire des tsars. D'ailleurs, c'est justement la période de la guerre et de la révolution qui lui permet - comme elle permet à Lénine et à la direction bolchevique - de définir avec plus de précision et de clarté les termes de la question nationale. La synthèse la plus lucide de telles conceptions est contenue dans un chapitre magistral de " *L'Histoire de la révolution russe* ", intitulé précisément "La question nationale", « *La langue - écrit Trotsky - est le plus important instrument de liaison d'homme à homme et, par conséquent, de liaison dans l'économie. Elle devient une langue nationale avec la victoire de la circulation marchande qui unit une nation. Sur cette base s'établit l'Etat national en tant que terrain le plus commode, le plus avantageux et normal des rapports capitalistes. Dans l'Europe occidentale, l'époque de la formation des nations bourgeoises, si nous laissons de côté la lutte des Pays-Bas pour l'indépendance et le sort de l'Angleterre insulaire, a commencé par la grande révolution française et dans l'essentiel s'est achevée, à peu près en un siècle, par la constitution de l'Empire allemand. Mais, dans la période où l'Etat national en Europe avait déjà cessé d'absorber les forces de production et se développait en Etat impérialiste, on n'en était encore en Orient - en Perse, dans les Balkans, en Chine, dans l'Inde - qu'au début de*

*l'ère des révolutions nationales-démocratiques dont l'impulsion fut donnée par la révolution russe de 1905. La guerre des Balkans en 1912 représenta l'achèvement de la formation des Etats nationaux au sud-est de l'Europe. La guerre impérialiste qui suivit paracheva en cours de route, en Europe, l'œuvre incomplète des révolutions nationales en amenant le démembrement de l'Autriche-Hongrie, la création d'une Pologne indépendante et d'Etats limitrophes qui se détachèrent de l'Empire des tsars ».* (T.2 p.405, Seuil).

L'auteur récapitule ensuite les lignes de base de la conception léniniste se concrétisant dans la défense intransigeante du droit à l'autodétermination contre des déviations opposées. Cette conception - faut-il le rappeler - impliquait deux précisions. La première était que la défense du droit à l'autodétermination n'implique pas que le parti révolutionnaire soutienne automatiquement toute demande d'indépendance ou de sécession (en d'autres termes, la question de principe était distincte de la question de la position à prendre dans chaque cas spécifique).

La deuxième était que sur le terrain du parti et de l'organisation du prolétariat en général, le bolchévisme ne renonce pas à ses conceptions centralistes, en luttant contre toute tendance nationale-fédéraliste. Plus généralement, la conception léniniste se fondait sur la prémisse que la solution de la question nationale représentait, en principe, un facteur historiquement progressif. Elle partait aussi de la considération que l'oppression nationale empêchait de larges masses petites-bourgeoises et même des couches ouvrières de comprendre la source sociale de leur exploitation : au fur et à mesure que l'oppression socialiste serait supprimée, la dialectique sociale réelle apparaîtrait plus clairement, les masses atteindraient un niveau plus élevé de conscience politique et commenceraient à régler leur compte directement avec leur propre bourgeoisie.

En 1917 Lénine partagea entièrement la conclusion que Trotsky avait esquissée en avance par la définition de la théorie de la révolution permanente : dans le contexte de l'époque de l'impérialisme, phase suprême du capitalisme, il était désormais impossible de concevoir une dynamique de la lutte pour l'indépendance nationale impliquant une étape nationale-démocratique-bourgeoise, strictement séparée de l'étape socialiste de la révolution. Par conséquent le prolétariat devait prendre la tête des luttes visant à résoudre la question nationale et cette question ne pouvait être effectivement résolue que dans la mesure où le régime capitaliste était renversé.

Quant à lui, Trotsky, après avoir rappelé que les bolcheviks étaient en principe, d'accord sur le droit à

l'autodétermination, il ajoutait immédiatement après : « *Cependant, la question du pouvoir avait une importance décisive alors que les dirigeants temporaires du parti se révélaient absolument incapables de comprendre l'irréductible antagonisme entre les mots d'ordre bolchévistes dans la question nationale comme dans la question agraire d'une part, et, d'autre part, le maintien du régime bourgeois impérialiste, même camouflé sous des formes démocratiques ».*

Voilà donc ce que signifiait concrètement en 1917, la théorie de la révolution permanente, voilà pourquoi « *le torrent national se déversait dans le lit de la Révolution d'Octobre* » et, plus généralement, les Révolutions nationales apparaissaient comme « *des degrés de la révolution mondiale du prolétariat* ». Il est possible de répondre ici à la question de savoir si la question doit être, ou non, subordonnée aux intérêts de la révolution prolétarienne. Une telle subordination, on le sait, fut reprochée aux bolcheviks qui, d'après leurs adversaires, auraient révélé leur hypocrisie en la matière, par exemple, lors des événements de Géorgie en 1921.

Le cas de la Géorgie est tout à fait spécifique et il est connu qu'aussi bien Lénine que Trotsky furent assez perplexes sur l'intervention militaire et s'opposèrent aux méthodes employées ensuite dans cette région par la tendance du parti inspirée par Staline. Un essai publié par Trotsky en 1922, indépendamment de son acceptation de l'explication officielle sur l'intervention, démontra, toutefois, d'une façon incontestable que la Géorgie n'était absolument pas indépendante, mais elle s'intégrait dans le jeu des forces réactionnaires internationales et nationales qui avaient déclenché la guerre contre la république des soviets.

Au delà du cas géorgien, en tout cas, Trotsky n'a jamais caché que la question nationale ne pouvait être considérée comme une priorité absolue et, de même que Lénine, il en a expliqué les raisons lors des polémiques sur la Belgique et la Serbie à l'époque de la première guerre mondiale. « *Comprenant combien ce principe (le droit à l'autodétermination) était important à l'époque d'une transition au socialisme - écrivait-il dans son essai sur la Géorgie (4) - notre parti ne le transforma pourtant jamais en un dogme absolu, supérieur à toutes les autres nécessités et tâches historiques* » (p.153). Dans l'*Histoire de la révolution russe* l'affirmation est encore plus nette : « *La subordination des révolutions nationales arriérées à la révolution du prolétariat a son déterminisme sur le plan mondial. Alors qu'au XIXème siècle la tâche essentielle des guerres et des révolutions consiste encore à assumer aux forces productrices des frontières nationales qui sont devenues pour elles des entraves* » (5).

La question ne saurait, donc, être posée abstraitement comme s'il s'agissait de choisir entre révolution nationale et révolution prolétarienne conçues en tant qu'entités absolues. Le prolétariat devrait soutenir les demandes nationales même si leur réalisation aboutissait à la formation pour une période plus ou moins longue d'Etats nationaux dirigés par la bourgeoisie (dans la mesure où cela serait un pas en avant, une prémisse objective du socialisme). Mais, dans le contexte de l'époque impérialiste, il s'agit d'une hypothèse tout à fait improbable. La bourgeoisie impérialiste foule aux pieds et détruit, par nécessité intrinsèque de son système les nationalités et leur indépendance. Quant à la bourgeoisie nationale, elle est incapable de jouer un rôle anti-impérialiste conséquent. Ainsi, de même que les autres tâches démocratiques-bourgeoises, la tâche de résoudre la question nationale appartient désormais au prolétariat et ne sera accomplie que par une révolution sous l'hégémonie du prolétariat (soutenu par toutes les couches exploitées de la population urbaine et rurale).

### La stratégie pour les pays coloniaux

Nous touchons ainsi un autre aspect fondamental de la conception de Trotsky sur la question nationale. Dans sa lutte contre la caste bureaucratique qui avait imposé son hégémonie dans le parti, l'Etat et l'Internationale communiste elle-même, Trotsky déclencha une polémique serrée contre les conceptions staliniennes, très proches des anciennes conceptions menchéviques, en esquissant à plusieurs reprises les lignes d'une stratégie révolutionnaire dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. Il suffit, par exemple, de rappeler son attitude à propos du conflit sino-japonais qui combina une critique systématique du rôle de la bourgeoisie "nationale" et de Chang Kaï-shek avec la définition du caractère progressiste de la lutte de la Chine semi-coloniale contre l'impérialisme nippon (il est d'autant plus utile de rappeler cette position que la littérature attribua mensongèrement à Trotsky l'"instruction" de "ne pas empêcher à l'empire japonais d'occuper la Chine").

Il suffit de rappeler aussi les pages lucides sur la nécessité d'une lutte anti-impérialiste conséquente en Amérique Latine (ce qui impliquait une condamnation de la ligne stalinienne de collaboration avec l'impérialisme "démocratique" des Etats-Unis) ou sur l'orientation à suivre dans la révolution en Inde. « Dans le cas où la bourgeoisie de l'Inde se trouve elle-même obligée à faire le moindre pas sur le chemin de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne - lit-on dans une lettre de 1939 - le prolétariat soutiendra naturellement un tel pas. Mais il le soutiendra avec ses propres méthodes : meetings de masse, mot d'ordre audacieux, grèves, démonstrations et actions de combat

*plus décisives, dépendantes du rapport des forces et des circonstances. Précisément pour faire cela, le prolétariat a besoin d'avoir les mains libres. L'indépendance complète envers la bourgeoisie est indispensable au prolétariat par dessus tout pour qu'il puisse exercer une influence sur la paysannerie, la masse prédominante de la population de l'Inde. Seul, le prolétariat est capable de mettre en avant un audacieux programme agraire révolutionnaire, de soulever et de rassembler des dizaines de millions de paysans et de les conduire dans la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique »(6).*

Il faut mentionner, finalement, la contribution donnée par Trotsky dans les années 30 à une solution correcte de la question des noirs aux Etats-Unis, devenue dans la dernière décennie d'une actualité brûlante. En combattant toute incompréhension et résistance dans les rangs du mouvement révolutionnaire lui-même, il affirma la validité du principe de l'autodétermination aussi dans le cas des Afro-américains et il saisit l'importance très grande qu'aurait un mouvement des noirs comme propulseur de la révolution aux Etats-Unis. Dans un débat qui reste très actuel, il fit un parallèle avec la Russie pré-révolutionnaire et il expliqua que « *les russes étaient les noirs d'Europe. Il est fort possible que les noirs aussi, par l'autodétermination, s'acheminent vers la dictature du prolétariat par quelques bonds gigantesques, avant le gros des ouvriers blancs. Alors, ils fourniront l'avant-garde* ».

C'est une indication sur laquelle devraient réfléchir tous les avocats d'un ouvriérisme traduit dans des schémas stériles. La question de la Catalogne et une hypothèse significative Trotsky ne minimisa pas non plus l'importance que les revendications nationales gardaient dans la période entre les deux guerres même dans certains pays d'Europe occidentale.

En analysant la crise espagnole au commencement des années trente, il souligna l'importance de la tâche démocratique de l'autodétermination pour la Catalogne. « *Les tendances séparatistes - écrivait-il - posent devant la révolution la tâche démocratique de la libre autodétermination nationale. Ces tendances se sont accentuées et extériorisées pendant la période de dictature. Mais tandis que le « séparatisme » de la bourgeoisie catalane n'est pour elle, dans son jeu avec le gouvernement de Madrid, qu'un instrument contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et des paysans est l'enveloppe de leur indignation sociale. Il faut faire une distinction rigoureuse entre ces deux genres de séparatisme. Or, pour séparer de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans opprimés nationalement, l'avant-garde prolétarienne doit prendre, dans la question de l'autodétermination la position la plus hardie et la plus sincère. Les ouvriers défendront jusqu'au*



*bout le droit des Catalans et des Basques d'organiser leur vie nationale indépendante, dans le cas où la majorité de ces peuples se prononcerait pour une séparation complète. Cela ne veut pas dire, cependant, que les ouvriers avancés pousseront les Catalans et les Basques vers l'indépendance. Au contraire, l'unité économique du pays avec une large autonomie des régions nationales présenterait pour les ouvriers et les paysans de grands avantages au point de vue économique et culturel »(7).*

Les critères essentiels pour s'orienter dans la question nationale ressortent encore une fois de la façon la plus claire. Sous l'angle de la méthode, il est intéressant, finalement, de rappeler une hypothèse avancée par Trotsky à la veille de la deuxième guerre mondiale : « ... Si la nouvelle guerre se termine par la seule victoire de tel ou tel camp impérialiste ; si la guerre ne provoque ni insurrection révolutionnaire, ni victoire du prolétariat ; si une nouvelle paix impérialiste, plus terrible que celle de Versailles, charge les peuples de nouvelles chaînes, pour des dizaines d'années ; si la malheureuse humanité supporte tout cela tacitement et passivement - non seulement la Tchécoslovaquie et la Belgique, mais aussi la France peuvent être rejetées au rang de nations opprimées (on peut faire aussi la même hypothèse quant à l'Allemagne). En ce cas, l'effroyable désagrégation future du capitalisme devra rejeter tous les peuples en arrière pour de nombreuses dizaines d'années. Assurément, si se réalisait cette perspective de passivité, de capitulation, de défaite et de déclin, les masses opprimées et des peuples entiers seraient contraints de gravir de nouveau à genoux, le chemin historique déjà parcouru auparavant. Une telle perspective est-elle exclue ? Si le prolétariat tolère sans fin la direction des social-impérialistes et des communistes chauvins ; si la Quatrième Internationale ne sait pas trouver la voie des masses ; si les horreurs de la guerre ne poussent pas les ouvriers et les soldats dans la voie de la révolte ; si les peuples coloniaux donnent docilement leur sang pour les intérêts des esclavagistes - dans ces conditions, le niveau de la civilisation s'abaisserait inévitablement et une régression et un déclin général peuvent poser à nouveau à l'ordre du jour des guerres nationales en Europe » (8).

Il est significatif que pendant la première guerre mondiale Lénine ait avancé, sur le terrain purement théorique, une hypothèse analogue (9). Ni l'une ni l'autre des deux hypothèses ne se traduisirent dans la réalité, comme d'ailleurs l'estimaient les auteurs eux-mêmes. Mais le fait même qu'elles furent exprimées, confirme d'un côté qu'ils attribuèrent une importance très grande à la question nationale, d'un autre qu'ils s'efforcèrent toujours de partir d'un contexte objectif - réel ou potentiel - et non pas d'un schéma transformé dans une norme absolue.

## La question nationale dans l'étape de transition

A la suite du développement spécifique de l'URSS, à savoir de sa dégénérescence bureaucratique, la question nationale s'est posée aussi dans l'étape de transition du capitalisme au socialisme. C'est une nouvelle contribution de Trotsky, dans les années parmi les plus tourmentées et les plus fécondes de sa vie, d'avoir saisi et clarifié les termes du problème dans un contexte nouveau.

Le problème fut posé déjà dans la plate-forme de l'opposition de gauche, qui dénonça la renaissance du chauvinisme et du nationalisme grand-russe dans la période de la NEP et avant le premier plan quinquennal. « *Le bureaucratisme s'appuyant sur le chauvinisme - expliquait la plate-forme - a réussi à transformer la centralisation soviétique en une source de frictions pour le partage des sièges de fonctionnaires entre diverses nationalités (fédération transcaucasienne) ; il a réussi à gêner les rapports entre le centre et les régions éloignées et a, en fait, anéanti le Soviet des nationalités ; il est devenu à un tel point le tuteur des Républiques autonomes que celles-ci n'ont même plus le droit de résoudre les conflits concernant les terres, qui surgissent entre les populations indigène et russe... Dans ces conditions, la "nationalisation" de l'appareil soviétique local se fait aux dépens des minorités nationales ».*

Pour contrecarrer toutes ces tendances, il fallait, d'après la plate-forme opérer un tournant résolu par l'adoption d'une série de mesures qui étaient indiquées avec précision et pouvaient être synthétisées dans le mot d'ordre de « *revenir à la position de Lénine* ». « *La Révolution trahie* », en 1936, consacra à cet aspect de la dégénérescence stalinienne tout un chapitre ("Nation et culture"). Selon l'auteur, l'oppression nationale avait acquis un trait particulier : « *Nous ne sommes pas en présence de l'oppression d'une nationalité par une autre, au sens propre du mot, mais de l'oppression de toutes les cultures nationales, à commencer par la grande-russienne, par un appareil policier centralisé.* »

Mais Trotsky précisa ses conceptions surtout par rapport à la question ukrainienne qu'il discuta dans quelques articles importants. « *Malgré le pas en avant gigantesque représenté par la Révolution d'Octobre dans le domaine des rapports nationaux - écrivait-il en juillet 1939 (10) - la révolution prolétarienne isolée dans un pays arriéré s'est avérée incapable de résoudre la question nationale et notamment la question nationale ukrainienne qui, par son essence même, a un caractère international. La réaction thermidorienne, couronnée par la bureaucratie bonapartiste, a repoussé en arrière les masses travailleuses sur le plan national aussi* ». D'où la légitimité des aspirations à l'indépendance, qui doivent se concrétiser

dans le mot d'ordre" pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unie, libre et indépendante".

Trotsky était, d'ailleurs, convaincu que dans la mesure où se produisait une régénéscence révolutionnaire de l'URSS, l'Ukraine indépendante « pourrait par la suite rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle-même jugerait acceptables. » (11).

Dans ce cas non plus Trotsky ne se limite à proclamer des principes abstraits, mais il exprime une revendication principielle dans un contexte historiquement déterminé. « *Le mécontentement national des Ukrainiens est l'une des contradictions engendrées par la dégénéscence bureaucratique. Le problème est, donc, d'exploiter cette contradiction dans le cadre de la lutte globale pour le renversement de la bureaucratie l'insurrection nationale n'est qu'un segment de la révolution politique* » (Writings 1939-1940, p.77).

Mais le mot d'ordre de l'indépendance de l'Ukraine présentait un aspect supplémentaire. A l'époque où Trotsky écrivait, une partie des Ukrainiens étaient sous la domination polonaise, hongroise et roumaine. La demande de l'indépendance et de l'unité de l'Ukraine pouvait, donc, jouer un rôle de rupture dans cette direction aussi : « *Le même mot d'ordre ouvre au parti prolétarien la perspective de jouer un rôle dirigeant dans le mouvement national ukrainien en Pologne, en*

*Roumanie et en Hongrie.* » Dans ce sens la question ukrainienne pouvait acquérir « *une importance énorme non seulement pour l'Europe dans son ensemble* » et « *le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme était directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne* ».

L'orientation fixée par Trotsky à propos de l'Ukraine garde toute sa valeur dans des situations analogues qui se sont produites après la deuxième guerre mondiale. Elle suggère un critère essentiel face aux problèmes nationaux que la domination de la bureaucratie de Moscou a fait renaître dans les pays d'Europe orientale. C'est pourquoi, la IVème Internationale, a inclu dans son programme « *le mot d'ordre des Républiques Socialistes Soviétiques indépendantes et souveraines de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine, de Géorgie, de Lithuanie, de Lettonie et d'Estonie, tout en préconisant en même temps la confédération sur un pied de stricte égalité, de tous ces Etats ouvriers, en une ou plusieurs fédérations démocratiques d'Etats ouvriers* » (12).

La conception trotskyste de la question nationale s'intègre, donc, rigoureusement dans la conception générale de la dynamique révolutionnaire à notre époque et, en dernière analyse, elle n'est qu'une expression particulière de la conception de la révolution permanente, pivot de toute la pensée de Trotsky.

**Livio Maitan**  
**Quatrième Internationale, octobre 1972**

(1) Nous tirons nos citations d'une édition américaine, publiée sous le titre de "The Bolshevik and World Peace", 1918.

(2) Pour les polémiques sur les Etats-Unis Socialistes d'Europe, v. la première partie de « L'internationale Communiste après Lénine » cf. aussi le tome 22 des œuvres de Lénine.

(3) V. Sur la deuxième guerre mondiale La Taupe, Bruxelles, 1970, p.209 et 173-174.

(4) « Entre l'impérialisme et la révolution », La Taupe, Bruxelles, 1970.

(5) V. sur le même sujet d'autres passages de l'essai sur la Géorgie et « The Bolshevik and the World Peace », p.171.

(6) V. aussi Sur la deuxième guerre mondiale, p.58-59.

(7) Ecrits, Paris, 1959, tome III, p.423-424.

(8) V. Sur la deuxième guerre mondiale p.57-58.

(9) "Si le prolétariat européen était affaibli pour une vingtaine d'années ; si cette guerre finissait par des victimes dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement d'une série d'Etats nationaux parfaitement viables ; si l'impérialisme extra-européen (japonais et américain surtout) se maintenait aussi une vingtaine d'années sans aboutir au socialisme, par exemple à cause d'une guerre nippo-japonaise, alors une grande guerre nationale serait possible en Europe " (Lénine : à propos de la brochure de Junius. OC T22)

(10) V. Writings of Léon Trotsky (1939-1940), p.75. (11) V. l'article " la question ukrainienne ", publié en appendice à « Entre l'impérialisme et la révolution », La Taupe, Bruxelles, 1970.

(11)La résolution du Congrès Mondial de 1957.

---

# Nation et impérialisme néolibéral

C'est un acquis crucial du matérialisme historique que d'avoir démontré qu'il n'y a pas d'unité de la classe ouvrière sans une politique d'égalité nationale radicale. Ce qui ne peut que vouloir dire le droit à l'autodétermination des nations opprimées jusqu'à l'indépendance si nécessaire. Autrement, le prolétariat de la nation dominante colle irrémédiablement à sa bourgeoisie tout autant qu'il crée une méfiance profonde chez le peuple de la nation dominée tout en le forçant lui aussi à se souder à sa (petite)-bourgeoisie. C'en est alors fini de l'indépendance et de l'unité de la classe ouvrière.

La crise du socialisme et le triomphe du néolibéralisme ont laissé le champ libre aux forces nationalistes et réactionnaires pour s'emparer de la tête et de l'âme des mouvements nationaux. Si ces forces ont certes réduit la portée libératrice des mouvements nationaux, elles ne les ont pas tués pour autant, loin de là tellement l'impérialisme néolibéral pèse lourd. N'est-ce pas ce paradoxe déchirant, paralysant même pour les forces anti-impérialistes progressistes, qui se vit en Iraq ? Pourtant, comme l'exemple timorais l'a démontré, ce mouvement est encore capable de remporter des batailles mais, il est vrai, à un prix humain élevé et pour des résultats sociaux décevants, et, à cause de cela, sans trop de conséquences positives sur les mouvements ouvriers et démocratiques.

Aucun réductionnisme du potentiel révolutionnaire du mouvement national n'est justifié pour autant. La revendication du droit à l'autodétermination, si ce n'est de l'indépendance, ne doit pas uniquement se faire pour des raisons négatives parce qu'il faudrait bien admettre que le nationalisme des nations opprimées est une réaction inévitable au chauvinisme des nations dominantes, surtout à une époque de recrudescence de l'impérialisme et de faiblesse généralisée de la gauche.

On en conclurait, à tort, que les luttes nationales n'ont rien à voir avec la stratégie de la révolution permanente, c'est-à-dire avec la possibilité de la transcendance de la lutte démocratique pour l'indépendance nationale en lutte révolutionnaire pour un monde socialiste. S'il faut rompre avec la vieille théorie stalinienne de « la construction du socialisme dans un seul pays » sur la base de l'indépendance nationale, il faut se garder pour autant de tomber dans le piège de son image renversée, soit la lutte des « multitudes » contre un capitalisme globalitaire sans feux ni lieux sur la base de luttes « locales » ou sectorielles, escamotant complètement le cadre national.

Le cadre national reste le lieu privilégié de la lutte de classe. Même les grands rassemblements du Forum social mondial sont d'abord et avant tout des rassemblements nationaux de la nation hôte. De même, les grandes manifestations contre la guerre sont une coordination mondiale de mobilisations nationales.

## La nation, un rapport social bourgeois à subvertir

La nation est à l'ethnie ce que le genre est au sexe, c'est-à-dire un rapport social et non un ensemble de caractéristiques physiques. Certes, ces caractéristiques sont le substrat des rapports sociaux mais ils n'expliquent en rien la dynamique de leurs contradictions. La méthode marxiste distingue très clairement ce qui relève du « concret » de ce qui relève des rapports sociaux. Par exemple, c'est la distinction entre « travail concret » et « travail abstrait » qui permet de dégager la théorie de la plus-value de la théorie de la valeur.

Cette distinction élémentaire entre nation et ethnie évite de tomber dans le piège d'une partie du mouvement altermondialiste qui confond les deux concepts. Cette erreur amène à rejeter la lutte nationale comme conduisant irrémédiablement aux nettoyages ethniques.

Pourtant, ne pas s'emparer de ce rapport social signifie laisser le chemin libre aux forces nationalistes. Pire, c'est ne pas profiter du discrédit de l'idéologie nationaliste, par exemple dans le monde arabo-musulman, dont l'espace politique est envahi par le fondamentalisme qui en revient à une mystification pré-nationale moyenâgeuse de la religion comme méthode d'unification identitaire des dominants et des dominés.

C'est un réflexe des plus normal et sain que le prolétariat s'agrippe à la nation afin d'éviter d'être atomisé par le capitalisme néolibéral. Raison de plus pour l'investir mais aussi la subvertir car la nation est un rapport social bourgeois. La construction de la nation c'est la tendance vers un marché enfermé dans des frontières comme propriété privée d'une bande de bourgeois unifiés dans un État. Ce marché national se construit historiquement comme un rassemblement politique, achevé ou non dans un État national, des bourgeois et des (paysans/artisans)/prolétaires unis de plus en plus par une langue/culture et des institutions communes, ce qui suppose une histoire commune.

La nation, en plus de substituer et de mystifier l'antagonisme national à l'antagonisme de classe, entre en synergie avec le genre et la famille. La famille devient la cellule de reproduction de la nation, tant pour l'extension de son marché que pour sa chaire à canon, tout comme elle est le lieu de reproduction de la force de travail. Ainsi, la femme devient la « mère » de la nation, la responsable de son état démographique. La nation devient ainsi la nouvelle justification de l'esclavage domestique.

Qui dit nation dit en fait un système de nations dont les rapports sont mus en dernier ressort par la loi de la compétition, loi fondamentale de l'accumulation capitaliste. Autant que la compétition entre les capitaux produit le développement des forces productives et donc les rendements d'échelle et de réseaux, c'est-à-dire l'extension du marché national, autant la compétition entre les nations tend à l'extension des frontières — certes dans un mouvement cyclique d'avancées et de reculs — et dans la mesure du développement des moyens de transport et de communication, à la création d'empires coloniaux, mercantilistes puis impérialistes. D'où le pillage anti-écologique des régions périphériques et des colonies. D'où la tendance aux guerres.

La nation, comme elle est le ciment de l'accumulation du capital, est l'unité de lieu et d'action de l'histoire du capitalisme. La rejeter ou la marginaliser comme diversion à la lutte de classe, c'est se mettre hors de l'histoire, se situer en dehors du politique. Le renversement du capitalisme néolibéral passe par la révolution nationale même si celle-ci n'en est pas le terme. La médiation entre nation et anticapitalisme, c'est la lutte contre l'impérialisme, le sien ou celui d'autrui, la manifestation contemporaine de l'extension tendancielle et sans fin du marché national et des frontières nationales. Tout mouvement de libération nationale, en mettant automatiquement en cause l'État-nation impérialiste ou expansionniste, met aussi en cause la base territoriale du pouvoir bourgeois. Il est donc objectivement gros d'une révolution.

### **La nation, réelle ou imaginaire ?**

De ce socle socio-économique naît l'idéologie nationale, le nationalisme, c'est-à-dire l'identification de la nation, bien réelle, à une histoire mystifiée et fétichisée dont les frontières idéelles sont imaginaires. Les frontières du grand Israël se justifient par celle des royaumes de David et de Salomon d'il y a trois mille ans, celle de la grande Serbie par celle du royaume serbe du 13<sup>ième</sup> siècle, celles du grand Canada par le « don » des terres aborigènes par la Compagnie de la Baie d'Hudson au nouveau Dominion du Canada en 1871, celles du grand Québec par le « don » des terres nordiques aborigènes par le gouvernement fédéral à

la province de Québec en 1898 et 1912.

Le nationalisme a un double but. Il justifie l'extension des frontières pour justifier l'expansion du marché national. Il crée une idéologie commune entre exploités et exploités qui fait dévier la lutte de classe vers l'irrédentisme national. On pourrait considérer le nationalisme comme une extension politique de l'identité du prolétaire à son patron dans « leur » lutte commune, économique celle-là, au sein de « leur » entreprise pour être des « gagnants » sur le marché mondial. Ainsi, à comprendre les mouvements nationaux comme seulement des mouvements nationalistes bourgeois, on réduit la lutte de libération nationale à la lutte nationaliste. On en vient aussi à concevoir la nation à une catégorie imaginaire, a-historique.

Pourtant, la nation étasunienne a fait et a encouragé d'immenses dégâts bien réels dans le monde. Tout comme la nation canadienne vis-à-vis les nations aborigènes, acadienne et québécoise. Bien sûr, on peut attribuer cette triste réalité au fait que ces nations sont des États. Et comme toutes les nations anglophones sont aussi des États, et parmi les plus puissantes, quand on est anglophone on peut confondre l'un pour l'autre et, à la limite, reconnaître le statut de nation aux seuls États et réduire toutes les nations sans État à des groupes ethniques s'imaginant être des nations et rêvant de devenir des États par nettoyage ethnique. C'est exactement ça que signifie la politique « multiculturelle » de l'État canadien qui tente de réduire le peuple québécois à une grosse ethnie qui s' imagine être une nation.

Malgré l'offensive planétaire de l'anglais dans le sillage du néolibéralisme, malgré les politiques d'immigration anti-francophones du gouvernement fédéral, la nation québécoise a intégré et continue d'intégrer en français, sans toutefois l'assimiler, une forte proportion de ses minorités nationales et de son immigration même si cette proportion est encore moindre que celle entre francophones et anglophones au Québec. Seule une nation est en mesure de faire cela même si elle n'est pas un État.

### **L'impérialisme déconnecte l'État-nation de son marché national**

L'avènement de l'impérialisme a obligé les mouvements révolutionnaires à s'articuler aux mouvements nationaux (tout comme ils devaient le faire par rapport aux mouvements paysans à l'époque du capitalisme libéral du XIX<sup>ième</sup> siècle). Si cette nécessité n'était pas encore très claire après la Première guerre (mais les Bolcheviques le

pressentirent après Octobre et l'échec de la révolution allemande en comprenant de plus en plus le potentiel de la « révolution d'Orient ») elle le devint après la Deuxième guerre.

À la montée des mouvements de libération nationale, les forces de l'impérialisme répondirent par le néocolonialisme. Encouragé par le développement des forces productives exigeant plus que jamais d'être rentabilisées par l'accès au marché mondial, le néocolonialisme corrompt l'indépendance nationale en déconnectant marché national et État-nation. Pour ce faire, le néocolonialisme substitue la division internationale du travail des transnationales financières et manufacturières du « troisième âge du capitalisme » analysés par Ernest Mandel aux antiques monopoles nationaux aux tentacules mondiales analysés par Hobson, Hilferding, Lénine et Luxembourg, tout en créant un cadre d'institutions mondiales qu'ils contrôlent pour réguler les flux de capitaux et de marchandises.

Certes, les contraintes de la guerre froide ont orienté le premier déploiement politique de ce nouveau dispositif de l'impérialisme du « troisième âge », mis en place dès après 1945, dans un sens « développementaliste ». Il y avait alors l'espace voulu pour que ce développe un capitalisme national porté par un grand mouvement indépendantiste anti-impérialiste malgré un hégémonisme étasunien sur le monde capitaliste. Ce mouvement, cependant, dont l'écho dans les pays impérialistes était la domination sociale-démocrate « nationale » du mouvement ouvrier, fondement de la collaboration de classe, était gangrené par la conception stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays » qui faisait de l'indépendance nationale son horizon indépassable.

Reste que certains mouvements nationaux d'après 1945, n'étant pas de nature bourgeoise, ont tenté une rupture avec le capitalisme même s'ils sont tous restés peu ou prou prisonniers de la théorie stalinienne. Il y a une différence qualitative entre un mouvement national dirigé par la (petite)-bourgeoisie dont le but final est l'indépendance, si démocratique soit-elle, et un mouvement dirigé par une force anticapitaliste, si stalinienne soit-elle, qui tente un dépassement du capitalisme mais tout en restant cantonné dans un cadre national.

On ne peut donc pas mettre tous les mouvements nationaux dans le même sac. La lutte anti-impérialiste chinoise fut qualitativement différente de celle de l'Inde ; celles de Cuba et du Nicaragua qualitativement différentes de celles de l'Égypte et même de l'Algérie. En Chine comme à Cuba et au Nicaragua, la question de la transcroissance socialiste a été posée mais non résolue.

## **Impérialisme néolibéral et mouvements nationaux**

Ces faiblesses inhérentes au mouvement de libération nationale de l'après-guerre ont été la cause majeure de la victoire stratégique de l'impérialisme tout comme la même conception nationaliste du socialisme explique en dernière analyse la victoire de la bourgeoisie contre l'URSS. Ainsi le dispositif d'après 1945, transnationale cum institutions de Bretton Woods plus ONU et avec transformation de l'OTAN à l'avenant, allait être libéré de tout entrave. La contre-offensive libre-échangiste allait pouvoir pleinement se déployer.

La victoire de l'impérialisme néolibéral a démontré que l'indépendance nationale ne peut plus être le but ultime du mouvement de libération nationale même s'il en reste le moyen terme incontournable comme seule réponse possible à une oppression nationale s'appuyant sur le renforcement de l'impérialisme. Le renouveau néocolonialiste néolibéral révèle ce qu'avaient compris les révolutionnaires à propos de l'avènement de l'impérialisme : pas plus que la révolution socialiste ne peut s'arrêter aux frontières d'un seul pays, pas plus la libération nationale ne peut s'arrêter aux frontières de l'indépendance nationale. Même si la révolution doit d'abord commencer dans un seul pays et la libération nationale d'abord passer par l'indépendance ou l'autonomie.

La victoire de l'impérialisme contre les mouvements nationaux qui se sont laissés prendre dans le mirage de l'indépendance nationale, articulée à celle du capitalisme contre le stalinisme qui servait de modèle aux mouvements nationaux a pavé la voie à l'affaiblissement et parfois à la destruction des capitalismes nationaux des pays dépendants par les programmes d'ajustement structurels. Cette victoire a même créé les conditions d'une plus forte subordination des pays impérialistes les plus faibles, ceux sans centres financiers majeurs, sans monnaie forte ou sans influence sur l'euro. Pour ce faire, les grands centres impérialistes ont libéralisé la circulation des capitaux, et dans une moindre mesure celle des marchandises et services — mais dans un sens seulement — pour se donner les moyens de mater l'État clientéliste ou providence, base de la légitimation de l'État-nation.

Cette réduction de l'autonomie de plusieurs États impérialistes, et encore plus le nouveau néocolonialisme néolibéral, a comme résultat paradoxal de favoriser les mouvements nationaux internes à ces pays par l'affaiblissement de l'État central tout en réduisant,

cependant, la portée libératrice de la revendication d'autonomie ou d'indépendance nationales portée par des directions nationalistes bourgeoises. Car comment l'éventuel nouvel État intégré dans le système de libre-échange pourrait-il devenir réellement indépendant sauf à se contenter de gérer les conflits sociaux ?

Il n'est pas évident, cependant, que cet affaiblissement augmente la probabilité de l'indépendance ou de l'autonomie politiques parce que les bourgeoisies des États-nations réagissent en tentant de renforcer leur centralisation afin de préserver et d'accroître leurs rapports de force au sein des proto-États comme l'Union européenne et des institutions mondiales. Emprisonnée dans le cadre néolibéral, la lutte pour l'indépendance en devient moins significative mais paradoxalement encore plus incontournable comme seule réponse possible aux renforcements de la hiérarchisation impérialiste et de l'oppression nationale mue par la centralisation étatique.

La médiation de la lutte pour le socialisme par la lutte nationale n'est donc pas sans risque et sans complexité. Mais elle est incontournable. C'est d'ailleurs pourquoi, comprenant le potentiel révolutionnaire des mouvements nationaux, les forces du capital font tout pour les dévoyer en mouvements nationalistes qui peuvent sombrer jusqu'à la tactique du nettoyage ethnique. Mais ces nettoyages sont surtout le fait d'États-nations sur la défensive, économiquement et politiquement très affaiblis, jouant souvent leur existence contre l'impérialisme, et non de

nations opprimées sans État. Cette médiation complique certes la stratégie du mouvement révolutionnaire au sein d'un État multinational. Mais qui a dit que la révolution relevait de la simplicité mécanique et n'était pas sans risque de détours historiques ?

Il est impossible pour tout anticapitaliste sérieux, voulant s'inscrire dans les rapports sociaux réellement existants, de passer à côté du mouvement national. Autrement, on se limite à la lutte idéologique comme cela se fait encore dans le mouvement alter-mondialisation. Ou bien, sentant la nécessité de s'enraciner, on le fait dans les luttes « locales », escamotant les luttes nationales. On ne peut, en effet, réduire l'essence d'un mouvement national à sa direction et à son idéologie proclamée pas plus qu'on peut le faire pour le mouvement ouvrier. La tâche des anticapitalistes est plutôt d'œuvrer à faire divorcer libération nationale et nationalisme.

C'est la nécessité de la géographie, du rassemblement identitaire contre un néolibéralisme désincarné et excluant, qui aujourd'hui redonne vie aux mouvements nationaux, dévoyés ou non. En fait, l'impérialisme néolibéral donne naissance, par exemple en Argentine, à une deuxième lutte pour l'indépendance cette fois-ci contre le FMI et les transnationales. Si l'alternative socialiste était plus crédible, les mouvements nationaux s'inscriraient dans cette mouvance. La direction en reviendrait au mouvement ouvrier qui prendrait le dessus sur les forces nationalistes.

**Marc Bonhomme, 25 juin 2004 (extraits).**  
**Publié sur le site [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)**

---

# Marx et Engels cosmopolites

## L'avenir des nations dans le communisme (1845-1848)

*La phrase célèbre de Marx et Engels qui veut que les ouvriers n'aient pas de patrie est dans toutes les têtes. Elle n'a pas empêché les staliniens de pourchasser le « cosmopolitisme », accusé d'avoir partie liée avec le nationalisme. Si Marx et Engels étaient bien « cosmopolites » au sens d'internationalistes, il semble que leur conception de la nation ait évolué après la révolution de 1848. Michaël Löwy s'efforce de démêler l'écheveau de cette question.*

Comment Marx et Engels concevaient-ils la place des nations dans le monde communiste de l'avenir ? On sait que les auteurs du Manifeste communiste étaient assez réticents envers toute tentative de jouer la « *Zukunftsmusik* » et de scruter de trop près les horizons du futur. Il n'empêche qu'on trouve dans une série d'écrits de jeunesse, plus précisément entre 1845 et 1848, un certain nombre d'assertions au sujet de la nation dans la société communiste, dont quelques-unes ont certainement exercé une influence sur le mouvement ouvrier rus-se et sur la pensée de Lénine en particulier.

Il existe notamment quelques paragraphes dans le Manifeste qui sollicitent depuis plus d'un siècle les interprétations les plus contradictoires et les polémiques les plus acharnées :

*« On a encore reproché aux communistes de vouloir supprimer la patrie, la nationalité. (...) Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Du fait que le prolétariat doit commencer par conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il reste lui-même national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. Les démarcations [Ahsonderungen] et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, le libre-échange, le marche mondial, l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes. Le pouvoir [Herrschaft] du prolétariat les effacera encore plus. Une action combinée, tout au moins des pays civilisés, est une des premières conditions de son émancipation. Au fur et à mesure que l'exploitation de l'individu par l'individu est abolie, l'exploitation d'une nation par une autre est également abolie. Le jour où tombe l'antagonisme des classes au sein de la même nation, tombe également l'hostilité entre les nations. » (1)*

Dans le cadre de cet article, le thème qui nous intéresse plus directement est celui de la disparition des démarcations et antagonismes nationaux. Une première remarque s'impose: il semble s'agir, aux yeux de Marx et d'Engels, d'un processus déjà largement engagé par la bourgeoisie elle-même, que le prolétariat doit surtout compléter ou achever. C'est une thèse qui relève d'un étonnant optimisme libre-échangiste, et d'une démarche assez « économiste », dans la mesure où « *l'uniformisation de la production industrielle et les conditions d'existence correspondantes* » est censée conduire par soi-même vers le déclin des conflits nationaux...

Toutefois, il faut ajouter que, dans d'autres écrits contemporains, aussi bien Marx que Engels insistent sur l'impossibilité d'une solution des contradictions nationales dans le cadre du mode capitaliste de production. Par exemple, dans son compte rendu du meeting internationaliste de septembre 1845 à Londres, Engels écrivait : « *Les chimères d'une république européenne, d'une paix perpétuelle, sous une organisation politique, sont devenues aussi grotesques que les phrases sur l'unité des peuples sous l'égide de la liberté universelle du commerce... La bourgeoisie a dans chaque pays des intérêts particuliers et ne peut pas dépasser la nationalité (2).* »

Un passage de l'Idéologie allemande permet de mieux éclairer cette contradiction : ce n'est pas la bourgeoisie en tant que telle, mais la grande industrie qui élimine les barrières nationales, par la gestation d'une classe nouvelle, le prolétariat, radicalement internationale : « *Tandis que la bourgeoisie de chaque nation garde encore des intérêts nationaux séparés, la grande industrie a créé une classe dans laquelle toutes les nations ont le même intérêt et dans laquelle la nationalité est déjà abolie (3)* » Ceci nous renvoie évidemment à la célèbre formule « les prolétaires n'ont pas de patrie », qui n'est pas seulement une boutade ironique, mais qui correspond à une conception d'ensemble de Marx et Engels, à savoir : a) L'Etat national n'appartient pas au prolétariat mais à la bourgeoisie (4). b) Les conditions matérielle, économique, sociale et politique des prolétaires sont les mêmes dans tous les pays (industriels).

Comme l'écrivait Marx dans un passage féroce ironique de ses notes sur l'économiste allemand Friedrich

Lists (récemment découvertes dans les archives par le petit-fils de Marx, Marcel-Charles Longuet) : « *La nationalité des travailleurs n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, elle est le travail, le libre esclavage, la vente de soi-même (« Selbstverschacherung »). Leur gouvernement n'est ni français, ni anglais, ni allemand, il est le capital. Leur air natal n'est ni français, ni allemand, ni anglais, c'est l'air de l'usine. La terre qui leur appartient n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, c'est quelques pieds sous la terre (5) ».*

Il s'ensuit, pour Marx et Engels, que seul le prolétariat, comme classe universelle, qui n'est plus nationale, et qui a des intérêts historico-mondiaux communs, peut mener à l'établissement d'une société universelle, où les démarcations nationales seraient dépassées (nous verrons plus tard le sens exact du terme « *démarcations nationales* ») ; dans le compte rendu du meeting internationaliste de Londres (1845), Engels va développer cette thèse de façon explicite, radicale et énergique : « *Les prolétaires ont dans tous les pays un seul et même intérêt, un seul et même ennemi, un seul et même combat ; dans leur masse les prolétaires sont déjà par leur propre nature dépourvus de préjugés nationaux, et toute leur formation culturelle (Bildung) et leur mouvement sont essentiellement humanistes (humanitarisch), antinationaux. Seuls les prolétaires peuvent abolir la nationalité, seul le prolétariat en réveil peut conduire à la fraternisation des diverses nations (6).* »

Cette conception humaniste et « antinationale » était désignée dans certains écrits d'Engels par le terme cosmopolitisme. Par exemple, dans le même compte rendu de 1845, Engels salue un meeting qui avait eu lieu à Londres l'année précédente (le 10 août 1844) dans les termes suivants : « *Déjà dans cette fête du 10 août ont été exprimés des principes aussi bien communistes que cosmopolites* », et le meeting de septembre 1845 dont l'article décrit avec enthousiasme l'esprit de fraternité internationale est désigné comme une « *fête cosmopolite (7)* ». Bien entendu, Engels prend soin de distinguer ce cosmopolitisme communiste du « *cosmopolitisme hypocrite, égoïste, privé, du libre-échange (8)* », et du pseudo-cosmopolitisme d'un « *socialiste patriote* » comme Louis Blanc.

Dans un discours prononcé à Dijon en décembre 1847, Louis Blanc avançait l'idée que la France était la nation cosmopolite par excellence, et que travailler pour l'avenir de la France était identique à travailler pour l'avenir de l'humanité... Dans un article polémique du 30 décembre 1847, Engels commentait ironiquement cette conception très particulière du cosmopolitisme : « *Un Français, dit M. Blanc, est nécessairement cosmopolite. Oui, dans un monde où ne régneraient que l'influence française, les*

*mœurs, les us et coutumes, les idées et les conditions politiques françaises ! Dans un monde où chaque nation aurait pris les qualités caractéristiques de la nationalité française ! Mais, contre cela, les démocrates des autres nations sont obligés de protester. Tout à fait disposés à abandonner la rigueur de leur propre nationalité, ils attendent de même des Français. Il ne leur suffit nullement que les Français leur donnent l'assurance qu'en qualité de Français ils sont déjà cosmopolites. Une telle assurance aboutit à exiger que tous les autres deviennent Français ».* (9)

L'article d'Engels se termine par la remarque suivante, qui montre à nouveau le sens positif qu'il attribue au terme « cosmopolitisme » : « *Si nous utilisons le critère de M. Blanc, ce seraient les Allemands les vrais cosmopolites. Toutefois, les démocrates allemands sont loin d'avancer une telle prétention (10)* ».

Dans une note en bas de page, les éditeurs est-allemands de la nouvelle édition des Werke de Marx et Engels (1959) signalent : « *Les mots "cosmopolitisme et cosmopolite" sont ici utilisés par Engels, non dans le sens du discours de Louis Blanc ou dans le sens du cosmopolitisme bourgeois critiqué par cet article, mais plutôt dans la signification propre du terme, comme "universellement humain" et "libre de préjugés nationaux"* ». En outre, dans le glossaire des termes étrangers, à la fin du volume, on trouve la traduction suivante : « *Cosmopolite : international (11)* ». En d'autres termes : il n'y a pas de doute qu'Engels se considérait lui-même comme un « *communiste cosmopolite* » et que son cosmopolitisme était dans son lexique politique un terme analogue à internationalisme. Ajoutons que le terme continuera à être employé par Engels même beaucoup plus tard ; par exemple, dans une lettre de septembre 1874 à F. A. Sorge, il se réfère dans les termes suivants à la période de fondation de la IIe Internationale : « *Ce fut le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat ont pu apparaître sur la scène* ». » (12)

On sait que, pendant la période des grands procès staliniens des années 1949-1952 en Europe de l'Est, une grande campagne de dénonciation du « *cosmopolitisme* » a été développée dans le mouvement communiste. Au cours des procès eux-mêmes (notamment celui de Slansky et de ses amis), l'accusation de « *cosmopolitisme* », étroitement liée à celle de « *sionisme* » et de « *trotskyisme* », a été lancée par le procureur, en particulier contre les accusés d'origine juive (13). Dans le cadre de cette campagne, diverses tentatives furent faites par des intellectuels et théoriciens du mouvement communiste en Europe Occidentale pour mobiliser les écrits de Marx et Engels dans la lutte sans merci contre le cosmopolitisme. Un des exemples les plus typiques de ces



tentatives est l'ouvrage de Georges Cogniot, « *Réalité de la nation. L'attrape-nigaud du cosmopolitisme* ». (14)

Cogniot utilise pour sa démonstration anticospolite un passage de Marx dans l'Idéologie allemande, où celui-ci critique les « *vrais socialistes* » allemands ; selon Marx, les écrits de ce courant montrent « *quelle mentalité d'un nationalisme étroit est au fond du prétendu universalisme et cosmopolitisme des Allemands* » (15). Ce texte montre clairement, à notre avis, que : a) Pour Marx, le cosmopolitisme est assimilé à l'universalisme, et les deux opposés au nationalisme étroit. b) Pour lui, les Allemands prétendent être cosmopolites, mais ils ne le sont pas, étant donné leur mentalité nationaliste. Or, selon Cogniot, la signification de ce passage est la suivante : « *Marx s'est servi de l'exemple de ces pseudo-socialistes pour montrer que nationalisme et cosmopolitisme vont de pair...* » (16)

En outre, Cogniot cite, à l'appui de sa thèse, le passage ci-dessus de l'article d'Engels contre Louis Blanc, en supprimant toutefois une phrase qui semble gêner sa démonstration, celle où Engels explique que les démocrates de toutes les nations sont « *tout à fait disposés à abandonner la rigueur de leur propre nationalité* ». Là encore, tandis que les éditeurs des Werke de Marx et Engels reconnaissent qu'Engels oppose le cosmopolitisme authentique (« *au sens propre du terme* ») au pseudo-cosmopolitisme de Louis Blanc, Cogniot présentait la position d'Engels comme un rejet de principe du cosmopolitisme.

Enfin, Cogniot fait état de la critique d'Engels contre le « *cosmopolitisme hypocrite du libre-échange* » dans le compte rendu de 1845, comme preuve de l'anticospolite de son auteur, en passant sous silence que, dans cet article, Engels se réclame explicitement du cosmopolitisme communiste (qu'il distingue, bien entendu, de celui des libres-échangistes bourgeois). La conclusion de Cogniot est nette et tranchante : « *De telles indications de Marx et Engels ont une valeur de principe. Elles suffisent à faire la preuve que le marxisme n'a rien de commun avec le cosmopolitisme (17)* ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette conclusion correspond plus à certains besoins politiques de l'année 1950 qu'à une analyse rigoureuse des textes de Marx et Engels en 1845-1848...

En réalité, l'idée d'une cosmopolis, d'une cité universelle dépassant les frontières nationales, se trouve au cœur de la réflexion de Marx et Engels sur la question nationale à cette époque. Il ne s'agit pas pour eux, comme pour les philosophes stoïciens de la Grèce antique, d'une pure aspiration morale, mais d'un projet politique à l'échelle historico-mondiale, résultant d'un bouleversement révolutionnaire. Dans l'Idéologie allemande, Marx

souligne que c'est seulement par la révolution communiste que l'histoire devient intégralement une « *Weltgeschichte* » ; ce n'est que par une telle révolution que « les individus particuliers sont libérés des diverses barrières nationales et locales, mis en rapport pratique avec la production (y compris spirituelle) du monde entier, et mis à même d'acquérir la capacité de jouir de cette production universelle de toute la terre (création des hommes) (18) ». De ce point de vue, la nation apparaît comme une étape du développement historique de l'humanité, qui peut maintenant accéder à un stade supérieur d'universalité : « *Ce que les nations ont fait en tant que nations, elles l'ont fait pour la société humaine ; toute leur valeur a consisté seulement dans ceci, que chaque nation a traversé pour les autres une détermination principale (un point de vue principal) à l'intérieur de laquelle l'humanité s'est développée ; après que l'industrie a été élaborée en Angleterre, la politique en France, la philosophie en Allemagne, elles sont élaborées pour le monde, et leur signification historico-mondiale, comme celle des nations, est par là terminée (19).* »

C'est à la lumière de ces considérations qu'il faudrait interpréter la « petite phrase » du Manifeste sur l'abolition des démarcations et antagonismes nationaux. Observons, par ailleurs, que cette phrase correspond non seulement aux positions politiques et idéologiques de Marx et Engels, mais aussi aux tendances affirmées des courants communistes du mouvement ouvrier de l'époque. Dans son ouvrage classique sur la question nationale, l'austromarxiste Otto Bauer parlera du « *cosmopolitisme naïf* » de la première jeunesse du mouvement prolétarien, cosmopolitisme découlant de « *l'idée d'humanité (20)* ». En effet, les conceptions développées par le Manifeste sur l'avenir des nations se rapprochent beaucoup de la doctrine de la Ligue des communistes, organisation ouvrière qui lui avait demandé la rédaction de ce texte. Le premier projet de « *Profession de foi communiste* » approuvé par le congrès de la Ligue en juin 1847 (projet rédigé en commun par Engels et les dirigeants ouvriers de la Ligue) contient la formulation suivante, encore plus radicale que celle du Manifeste : « *21. Dans le communisme les nationalités subsisteront-elles? Les nationalités des peuples qui s'uniront selon le principe de la Communauté seront forcées de se mêler par cette union et, par conséquent, de s'abolir, tout autant que les différences de castes et de classes disparaîtront avec l'abolition de leur fondement, la propriété privée (21).* »

Il est intéressant de remarquer que dans les Principes du communisme, que Engels va rédiger en octobre 1847, texte qui reprend en partie la version de juin mais change la rédaction de plusieurs chapitres, il y a la notation suivante, qui suggère une approbation par rapport au

passage sur les nationalités du premier projet : « 22. *Comment l'organisation communiste se comportera-t-elle à l'égard des nationalités existantes ? Rien de changé (22).* »

La version définitive, dans le Manifeste, est plus modérée : il est question seulement d'abolir les conflits et les « *Absonderungen* » (démarcations) nationales. Tout dépend, évidemment, de la traduction de ce mot, qui peut être rendu par « démarcation », « séparation », « isolément ».

Plusieurs interprétations, aussi bien du Manifeste que des autres écrits de Marx et Engels à ce sujet (pendant les années 1845-1848); ont été avancées par des marxistes, marxistes ou marxologues de diverses tendances. Quelques-unes sont plutôt « minimalistes », comme celle de Salomon Bloom, dans son ouvrage bien connu sur la question nationale chez Marx ; selon Bloom, « *le Manifeste est un document énigmatique et épigrammatique et, par conséquent, facilement mal compris. Ce que les auteurs ont prévu, ce n'était pas la disparition complète de toutes les distinctions nationales, mais spécifiquement l'abolition des différences économiques et sociales, de l'isolement économique, des distinctions envieuses, des rivalités politiques, des guerres et de l'exploitation d'une nation par une autre (23)* ». Cette interprétation n'est pas invraisemblable, mais elle évacue le radicalisme de la démarche de Marx et Engels dans leurs écrits de 1845-1847, et la perspective même de la cité mondiale qui les inspire. En outre, elle ne fournit pas la preuve, au niveau des textes, que le terme « *démarcations nationales* » se réfère uniquement aux différences économiques et sociales.

A l'autre extrême, certains auteurs comme Bertell Ollman développent une lecture plutôt « maximaliste » des remarques de Marx et Engels sur l'avenir des nations. Selon Ollman, dans la vision du communisme chez Marx, « *les divisions que nous sommes habitués à observer dans l'espèce humaine, en termes de nation, race, religion, aire géographique (ville et campagne), profession, classe et famille cesseront d'exister. Elles seront remplacées par des divisions nouvelles, encore inconnues et plus adaptées au caractère du peuple et de la vie à cette époque (24)* ». Le mérite d'Ollman est d'insister sur la dimension universelle, humaine-mondiale, supra-nationale de la société communiste marxienne (il est d'ailleurs un des rares auteurs à désigner la problématique de Marx comme « cosmopolite »), tout en montrant que cette société n'était nullement conçue comme homogène, uniforme ou indivisible par l'auteur du Manifeste.

Mais son interprétation va trop loin, notamment quand il écrit, à propos d'une remarque de l'Idéologie allemande

sur la soumission de la langue « *au contrôle parfait des individus* » : « *J'interprète ceci comme signifiant qu'une langue remplacera les milliers qui existent actuellement (quel que soit le rôle culturel limité que les diverses langues continueront à jouer), et que cette langue sera spécialement adaptée pour permettre l'expression claire des extra-ordinaires expériences, connaissances et sentiments des gens de la nouvelle époque (25)* ». Or, cette interprétation ne découle nullement de la remarque elle-même de Marx dans l'Idéologie allemande, qui parle simplement de contrôle des individus sur la langue, et ne laisse entendre d'aucune manière que les langues nationales sont destinées à disparaître ; au contraire, dans la phrase qui suit immédiatement, Marx ironise sur « *L'association* », prônée par Max Stirner, dans laquelle on ne parlerait qu'une seule langue, « *la langue en tant que telle, la langue sacrée, la langue des saints, l'hébreu, et même le dialecte araméen (26)* ». En réalité, il y a très peu de références chez Marx ou Engels sur la question nationale du point de vue culturel ; dans un passage de l'Idéologie allemande, Marx souligne que « *dans une organisation communiste de la société disparaît la soumission de l'artiste à l'étroitesse locale ou nationale (27)* » mais cela ne permet pas de dégager des conclusions générales sur l'avenir des cultures nationales, comme tente de le faire Ollman (28).

Une troisième interprétation, qui nous semble peut-être la plus vraisemblable, est celle avancée par Roman Rodolsky dans une courte note publiée en 1965 : « *Ce qu'Engels veut dire par "abolition" (ou même "anéantissement") de la nationalité n'est certainement pas l'abolition des communautés ethniques et linguistiques existantes (ce qui serait absurde !) mais des délimitations politiques des peuples. Dans une société dans laquelle (selon les mots du Manifeste « le pouvoir public perd son caractère politique » et l'Etat en tant que tel dépérit, il ne peut pas y avoir de place pour des "Etats nationaux" séparés (29)* ». Bien entendu, comme Marx l'a souligné dans le Manifeste, dans un premier moment, le prolétariat doit prendre le pouvoir dans le cadre d'un Etat national, mais cet Etat national séparé prolétarien ne sera qu'une étape transitoire vers la société sans classes et sans Etat de l'avenir, puisque la construction d'une telle société « *n'est possible qu'à l'échelle internationale (30)* ! »

Pour résumer, il y a dans les écrits de Marx et surtout d'Engels au cours des années 1845-1848 un projet cosmopolite/internationaliste (les termes à l'époque étant à peu près interchangeables) de cité mondiale, de « *Gemeinschaft* » universelle, dans laquelle disparaîtraient non seulement les antagonismes et les conflits nationaux, mais aussi les démarcations économiques, sociales et politiques (mais non culturelles, entre les nations. Cette perspective d'un monde sans frontières est en rapport

étroit avec l'ensemble de leur *Weltanschauung* (vision du monde) politique, notamment :

1. leur problématique humaniste, c'est-à-dire leur référence à l'humanité comme cadre ultime de la réflexion et de la praxis politique ;
2. leur vision du communisme comme système nécessairement « *Weltgeschichtlich* » ;
3. leur thèse sur le dépérissement de l'Etat dans la société sans classes de l'avenir ;
4. leur conception du prolétariat comme classe universelle et supra-nationale, de par sa condition matérielle et de par ses intérêts objectifs.

Il semble qu'après la révolution de 1848, au cours de laquelle la question nationale s'est révélé à Marx et Engels dans toute sa virulence et sa complexité, les deux auteurs du Manifeste communiste aient abandonné la problématique cosmopolite de leurs écrits de jeunesse, en gardant de l'internationalisme surtout sa dimension politique présente. Par exemple, dans la Critique du programme de Gotha (1875) Marx attaque sévèrement les lassalliens pour avoir « conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national », et il oppose au mot d'ordre avancé par le programme de Gotha, « *la fraternité internationale des peuples* », celui de « *fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements* (31) » ; mais il n'avance aucune perspective d'avenir mettant en question l'Etat national lui-même, ou les « *démarcations nationales* » à quelque niveau que ce soit.

Pourquoi ce silence ? Par prudence tactique, par réalisme politique ou par conviction (acquise au cours des années) que le fait national était beaucoup plus tenace que prévu ?

A moins que ce ne soit par crainte que l'idée cosmopolite soit utilisée comme prétexte pour qu'un « Etat guide » absorbe d'autres nations en son sein. Dans une lettre à Engels du 20 juin 1866, Marx rend compte d'une réunion du conseil de la 1er Internationale : « *Les représentants (non ouvriers) de la "jeune France" soutenaient que toutes les nationalités et les nations étaient des "préjugés surannés". Stirnérianisme proudhonisé : on répartit tout en petits "groupes" ou "communes" qui forment ensuite une "association", mais non pas un Etat. Et tandis que se produit cette "individualisation" de l'humanité et que se développe le "mutualisme" adéquat, l'histoire des autres pays doit suspendre son cours et le monde entier attendra que les Français soient mûrs pour faire une révolution sociale. Alors, ils effectueront sous nos yeux cette expérience, et le reste du monde, subjugué par la force de l'exemple, fera de même. Les Anglais ont bien ri quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et ceux qui, avec lui, supprimaient les nationalités, s'adressaient à nous "en français", c'est-à-dire en une langue que les neuf dixièmes de l'assistance ne comprenaient pas. Ensuite, j'ai signalé que Lafargue, sans s'en rendre compte, entendait apparemment par négations des nationalités leur absorption par la nation française modèle (32).»*

Marx craignait que l'idéal cosmopolite serve aux prétentions d'hégémonie d'une « nation modèle » ; il ne pouvait pas prévoir que, presque un siècle plus tard (1949-1952), par une ironie de l'histoire, en Europe de l'Est ce fut (entre autres) au nom de la « lutte contre le cosmopolitisme » que les partisans de l'Etat-guide et du socialisme dans un seul pays exterminèrent leurs adversaires, pour la plupart des anciens des Brigades internationales d'Espagne...

**Michaël Löwy**

**Critique Communiste, n°138, été 1994.**

1. Engels, "Das Fest der Nationen in London", 1845, in Marx, Engels Werke. Dietz Verlag, Berlin, 1962, p. 614. Voir aussi Marx. « Rede liber die Frage des Freihandels », Werke, 1848, 4, p. 456 : - La fraternité que le libre échange développerait entre les différentes nations du monde n'a pas grand-chose de fraternel ; désigner l'exploitation dans sa forme cosmopolite avec le nom de fraternité générale est une idée qui ne pouvait surgir qu'au sein de la bourgeoisie. "
3. Marx, Die Deutsche Ideologie, 1846, Dietz Verlag, Berlin, 1960, p. 6. Cf. aussi p. 71 et p. 499.
4. Cette interprétation est avancée par R. Rosdolsky dans son essai « Worker and Fatherland. A note on a passage in the Communist Manifesto », in Science and Society, summer 1975, vol. XXIX, n° 3, p. 337.
5. Marx, L. Jeber Friedrich Lists Buch "Das nationale System der politischen Ökonomie". 1845, in Sozialistische Politik, Berlin, n° 19, August, 1972, p. 103.
6. Engels, " Das Fest der Nationen In London », op. cit., p. 614.
7. Engels, op. cit., p. 615-616. / 8. idem, p. 611.
9. Engels, « Louis Blancs Rede auf dem Bankett zu Dijon », 1847, in Werke, 4, 1959, p. 428.
10. Ibid., p. 428. / 11. idem p. 427 et 708.
12. Marx, Engels, Ausgewählte Hriefe, Dietz Verlag, Berlin, 1953. p. 341
13. Voir les passages du réquisitoire du procureur dans les procès de Slansky chez A. London, l'Aveu, Gallimard, Paris, 1968, p. 307.
14. Editions Sociales, Paris, 1950.
15. Marx, Die Deutsche Ideologie, p. 499.
16. G. Cogniot, op. cit., p. 16. Le thème de l'affinité entre cosmopolitisme et nationalisme était, en 1950, un des leitmotiv de la campagne contre Tito et Rajk. Par exemple, G. Cogniot écrit dans son ouvrage, p. 99 : « Le drapeau du cosmopolitisme couvre le nationalisme bourgeois d'un Tito, ses

- attentats contre la sécurité des peuples, contre l'indépendance des Etats et contre la paix, comme le procès de Budapest l'a confirmé. » Le thème sera relancé au cours des procès de Prague en 1952, quand Slansky et ses camarades seront dénoncés par le procureur comme des gens dont « le cosmopolitisme va de pair avec le nationalisme juif » (cité par A. London, op.cit., p. 307).
18. Marx, *Die Deutsche Idéologie*, p. 34. voir aussi p. 33 : « Le prolétariat ne peut exister qu'à l'échelle historico-mondiale [Welgeschichtlich], comme le communisme, son action ne peut se réaliser que comme existence "historico-mondiale" ».
19. Marx, *Ueber Friedrich Lists Buch...*, p. 14. La vision cosmopolite de Marx et Engels est encore, dans une large mesure, européocentrique ; plus précisément, le « centre » est pour eux moins l'Europe en tant que telle que les pays industrialisés du monde : Angleterre, France, Allemagne, États-Unis. D'autre part, il est évident qu'il existe aussi une dimension cosmopolite personnelle chez Marx et Engels, qui se manifeste dans leurs références culturelles universelles, leurs préoccupations internationales, leur mode de vie itinérant, etc.
20. O. Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wiener Volksbuchhandlung, Wien, 1924, p. 311. Toutefois, Bauer souligne lui aussi, dans des termes qui ne sont pas sans rappeler les textes du jeune Engels, la vocation intrinsèquement internationaliste du prolétariat : « Il n'y a aucune classe qui soit intérieurement libérée de toute valorisation nationale de manière aussi complète que le prolétariat en essor, classe libérée de toute tradition par la force destructrice et déshirante du capitalisme, écartée de la jouissance des biens culturels nationaux, en lutte contre toutes les forces établies par le passé historique », /te/, p. 153.
21. B. Andréas, *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, Aubier-Montaigne, Paris, 1972, p. 139-140. Ch. Andler, dans son célèbre commentaire du Manifeste, désigne la Ligue des Justes, W. Weitling et les chartistes anglais comme sources de la conception avancée par Marx et Engels sur l'avenir des nations (Ch. Andler, *Introduction historique et commentaire à Marx. Engels, « le Manifeste communiste »*, Société Nouvelle de librairie et édition de Paris, 1901, p. 154-155).
22. In *Manifeste communiste*. Ed. Costes, Paris, 1953, p. 160.
23. S. F. Bloom, *The World of Nations : A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx*, Columbia University Press, New-York, 1941, p. 26.
24. B. Ollman, "Marx's Vision of Communism : Reconstruction, Critique" (*A journal of soviet studies and socialist theory*), n° 8, summer 1977, p. 22
25. *Ibid.*, p. 29. Dans un autre passage de son article, Ollman ajoute toutefois : " L'existence d'une telle langue ne signifie pas que les langues locales et les cultures spécifiques qui les accompagnent disparaîtront. Le latin et la culture latine ont enrichi la vie de millions d'êtres bien après le déclin de l'Empire romain...-,'Ibid P. 35.
26. Marx, *Die Deutsche Idéologie*, p. 448. / 27.idem, p. 412.
28. B , Ollman, op. cit., p. 34-35 .
29. R. Rosdolsky, "Workers and fatherland... " , p. 335.
30. idem p. 337.
31. Marx, Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris, 1950. p. 25.
32. In G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *les Marxistes et la Question nationale (1848-1914)*, Maspero, Paris, 1974, p. 94-95. Dans une lettre antérieure à Engels, du 7 juin 1866, Marx est plus nuancé envers les proudhoniens. Il critique leur franco-centrisme comme « grotesque », mais considère leur agitation « utile et explicable comme polémique contre le chauvinisme » (Marx, Engels, *Briefuecljssel*, Dietz Verlag, Berlin, 1953, p. 209).

---

# Les travailleurs et la patrie

## (Pour l'interprétation d'un passage du Manifeste Communiste)

Roman Rosdolsky est surtout connu pour son livre magistral sur les Grundrisse de Marx. Mais il fut de formation et de vocation plutôt historien, et a laissé de nombreux travaux historiques marxistes d'une grande valeur, notamment sur la question nationale en Europe centrale au moment de la révolution de 1848 (ouvrage qui, nous l'espérons, paraîtra bientôt en français), sur l'absolutisme de Joseph II, Empereur d'Autriche, et sur les conséquences en Autriche de l'agitation de Trotsky au moment des négociations de la Paix de Brest-Litovsk. L'article que nous publions ci-dessous donne la mesure de Rosdolsky en tant qu'historien marxiste engagé.

Le passage dont il sera question ici est celui dans lequel les auteurs du Manifeste dépeignent le rapport du prolétariat à la patrie. Voici ce passage : *«En outre, on accuse les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.*

*Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qui y correspondent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. En même temps que l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, l'hostilité des nations entre elles disparaîtra.»*

Et quelques pages plus haut, il est dit : *«La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie.»*

Les phrases ci-dessus ont été citées d'innombrables fois dans la littérature socialiste le plus souvent pour fonder sur elles l'attitude négative du mouvement ouvrier envers le patriotisme et le chauvinisme bourgeois. Mais on a

aussi parfois cherché à affaiblir le langage vigoureux de ces phrases et de leur attribuer un sens nationaliste opposé.

Le théoricien social-démocrate allemand connu H. Cunow nous servira ici d'exemple. Dans son livre *«La théorie de Marx de l'histoire, de la société et de l'Etat»*, il traite entre autres aussi des passages ci-dessus. Selon lui, Marx et Engels voulaient, par leurs développements, simplement dire : *«Aujourd'hui (1848), l'ouvrier n'a pas de patrie, il n'a aucune part propre dans la vie de la nation, il est encore exclu de ses biens matériels et spirituels. Mais la classe ouvrière acquerra un jour le pouvoir politique et occupera une position dominante dans l'Etat et dans la nation, et alors quand elle se sera dans une certaine mesure (!) elle-même constituée en tant que nation, elle sera aussi nationale et se sentira nationale, même si son nationalisme sera d'une autre nature que celui de la bourgeoisie.»*

Cette interprétation de Cunow s'effondre sur un petit mot, vraiment le tout petit mot *«encore»* (*«Comme le prolétariat... deviendra lui-même la nation, il est encore par là national»*) qui, en fait, signifie tout un monde et différencie l'internationalisme prolétarien du nationalisme bourgeois.

L'interprétation de Cunow a fait école dans le camp réformiste ; mais, après la Deuxième Guerre mondiale, elle aussi a trouvé accès dans les cercles communistes. Ainsi, dans l'"introduction" à l'édition du Manifeste parue en 1946 aux éditions StemVerlag de Vienne, nous lisons :

*«Lorsque Marx dit dans le Manifeste communiste ; "Comme le prolétariat doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, il est encore par là national", nous nous trouvons précisément aujourd'hui à l'époque où la classe ouvrière se présente nationalement comme la colonne vertébrale de la nation dans la lutte contre le fascisme et pour la démocratie. La classe ouvrière d'Autriche lutte à présent avec tout le peuple laborieux pour conquérir sa patrie autrichienne par la création d'une Autriche indépendante, libre et démocratique.»*

Il est évident que cette interprétation est tout à fait la même que celle de Cunow, elle renchérit même sur elle. En totale opposition à ces tentatives d'interprétation nationalistes, on trouve l'explication des phrases

mentionnées du Manifeste dans l'essai de Lénine, « Karl Marx » :

*«Les nations sont le produit inévitable et la forme inévitable de l'époque bourgeoise du développement de la société. La classe ouvrière ne pourrait se renforcer, entrer dans l'âge adulte sans "se constituer elle-même en nation", sans être "nationale" (quoique nullement au sens bourgeois du mot). Mais le développement du capitalisme détruit de plus en plus les limites nationales, anéantit l'isolement national et remplace les antagonismes nationaux par les contradictions de classe. Dans les pays impérialistes développés, il est par conséquent tout à fait vrai que "les prolétaires n'ont pas de patrie" et que "l'action unie" du prolétariat, du moins des pays civilisés, est une des premières conditions de son émancipation.»*

Cette interprétation de Lénine, tout en étant par son contenu bien dans l'esprit du marxisme, n'est toutefois également pas satisfaisante. Une chose apparaît aussitôt ici : tandis que, dans le Manifeste, le prolétariat est, même après la conquête du pouvoir étatique, «*encore nationale*», l'«*être nationale*» de la classe ouvrière chez Lénine s'applique seulement aux débuts du mouvement ouvrier, avant que la classe ouvrière soit entrée dans son «*âge adulte*». C'est seulement dans le capitalisme développé que les ouvriers n'auraient, selon Lénine, «*pas de patrie*» !

Restons-en là sur les interprétations à ce jour des phrases mentionnées du Manifeste. Il peut peut-être ne pas paraître surprenant que l'on ait cherché à baser la signification de ces phrases sur des interprétations de celles-ci. Beaucoup plus surprenant est cependant le fait qu'elles soient devenues avec le temps une sorte d'article de foi d'où découlaient des mots d'ordre programmatiques de très grande portée sans que, dans la plupart des cas, on ne se soit donné beaucoup de peine sur le véritable sens de ces phrases. Cela est particulièrement vrai pour la phrase selon laquelle les ouvriers n'auraient pas de patrie. Plus il semblait simple de la répéter avec persévérance, et plus il était difficile d'expliquer cette phrase apparemment simple et de la mettre à l'unisson de la praxis des partis socialistes (et plus tard aussi des partis communistes). Cette praxis semblait démentir toujours plus fréquemment les auteurs du Manifeste.

Quel est donc le sens réel des déclarations en question du Manifeste ? Pourquoi la classe ouvrière n'a-t-elle «pas de patrie» et pourquoi, malgré cela, restera-t-elle provisoirement «encore nationale» après sa conquête du pouvoir ? Pour répondre à ces questions, il est, à notre avis, tout d'abord nécessaire de soumettre à un examen la terminologie du Manifeste.

On sait que les termes «nation» et «nationalité» ne sont

pas employés toujours et partout dans le même sens. Tandis que, par exemple, en Angleterre et en France, on entend d'ordinaire par «nation» la population d'un Etat et par le mot «nationalité» tantôt le synonyme d'appartenance à un Etat, tantôt la désignation d'une communauté ethnique-linguistique («peuple»), chez nous les deux termes sont appliqués à des communautés ethniques-linguistiques (3).

Marx et Engels ont, notamment dans leurs écrits de jeunesse, presque toujours suivi l'usage des langues anglaise et française. Par le terme «nation» se trouve désigné chez eux le plus souvent la population d'un Etat, c'est-à-dire une communauté qui possède son propre Etat (4). (Par exception, ce terme est appliqué chez eux aussi à des peuples "historiques", comme par exemple la Pologne, dont l'Etat a été déchu). La «nationalité», par contre, signifie pour eux : a) l'appartenance à un Etat ou à un peuple-Etat (Staatsvolk), la «condition» d'un peuple-Etat, d'une nation au sens politique (5) ; la communauté ethnique-linguistique, c'est-à-dire l'appartenance à une telle communauté. C'est pourquoi ils emploient presque exclusivement ce terme quand il s'agit de peuples «sans histoire» comme les Slaves d'Autriche (Tchèques, Croates, Ukrainiens, etc.) ou de «fragments de peuple» (comme les Celtes, les Bretons, les Basques). Précisément, cette conception de la «nationalité», en opposition à la «nation» comme désignation d'un peuple-Etat «historique», est particulièrement caractéristique de la terminologie de Marx et Engels. En voici quelques exemples : «*Les Celtes des Highlands et les Gallois*, écrivait Engels en 1866 dans la publication «*The Commonwealth*», *se différencient sans aucun doute par la nationalité des Anglais, mais il n'est venu à l'idée de personne de désigner comme nations ces restes de peuples disparus depuis longtemps ou même les habitants celtiques de la Bretagne en France.»*

Mais, des Slaves d'Autriche, il dit dans son article «*L'Allemagne et le panslavisme*» (1855) : «*Les Slaves d'Autriche se divisent en deux catégories. Une partie d'entre eux est composée de fragments de nationalités dont la propre histoire appartient au passé et dont le développement historique actuel est lié à celui de nations de races et de langues différentes... Par conséquent, ces nationalités, bien que vivant exclusivement sur le territoire autrichien, ne sont aucunement constituées en nations différentes*». Encore un autre passage : «*Ni la Bohême ni la Croatie n'étaient assez fortes pour exister comme nations indépendantes. Leurs nationalités, minées peu à peu par le jeu des causes historiques grâce auxquelles elles sont fatalement absorbées par des populations plus énergiques, ne pouvaient espérer recouvrer une certaine indépendance que par l'alliance avec d'autres nations slaves.*» (6).

On peut donc voir par la phrase citée du « Commonwealth » dans laquelle il fonde la différence et l'opposition entre « question nationale » et « question des nationalités » et principe national et « principe des nationalités », le grand poids qu'Engels attribuait à la délimitation terminologique des notions « nation » et « nationalité ». Le premier principe est seul affirmé par lui, le second par contre, est résolument repoussé.

Dans le Manifeste Communiste, on trouve aussi plusieurs exemples de l'usage exposé par nous du vocabulaire. Par exemple, quand le Manifeste parle des « *industries nationales* » auxquelles le développement du capitalisme coupe l'herbe sous le pied il est visible qu'il s'agit là des industries limitées au territoire d'un Etat donné. Il faut comprendre naturellement dans le même sens les « *fabriques nationales* » mentionnées à la fin de la deuxième partie. Egalement dans la phrase : « *Des provinces indépendantes tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, un seul intérêt national de classe derrière un seul cordon douanier* », le mot « nation » (tout comme le mot « national ») se rapporte à l'Etat, au peuple-Etat et non à la nationalité au sens ethniquement linguistique. Enfin, quand Marx et Engels parlent dans le Manifeste d'une lutte « nationale » du prolétariat, cela signifie tout autre chose que ce que pensent les commentateurs réformistes et néo-réformistes du Manifeste. Cela résulte déjà du passage suivant qui décrit le devenir de la lutte de classe prolétarienne :

*«La lutte est engagée d'abord, y est-il dit, par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers du même métier, dans une même localité contre le bourgeois qui, directement, les exploite... Or, il suffit de cette prise de contact pour transformer les nombreuses luttes locales, qui revêtent partout le même caractère, en une lutte nationale à direction centralisée, en une lutte de classes.»* Ici, la lutte « nationale » du prolétariat (c'est-à-dire menée à l'échelle de tout l'Etat) est directement identifiée à la lutte de classe parce que seule une telle centralisation des luttes des ouvriers à l'échelle de l'Etat permet d'opposer les ouvriers comme classe à la classe bourgeoise et d'imprimer sur ces luttes mêmes le sceau de luttes politiques (7).

Pour revenir au passage cité au début de cet article, en caractérisant la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie comme une lutte « *en premier lieu nationale* » Marx et Engels ont manifestement en vue une lutte menée en premier lieu dans le cadre d'un Etat. Cela découle clairement de la motivation de cette phrase selon laquelle

*«le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie».* Mais, de ce point de vue, la phrase « *s'ériger en classe nationale dirigeante* », « *devenir lui-même la nation* », acquiert également une signification tout à fait définie (8).

En fait, elle ne dit rien d'autre que le prolétariat doit se dresser tout d'abord dans les frontières d'Etat existantes, s'ériger en classe dirigeante à l'intérieur des Etats existants. C'est pourquoi il sera « *encore nationale* », provisoirement, « *quoique nullement au sens de la bourgeoisie* » qui aperçoit son objectif dans les séparations politiques entre les peuples et dans l'exploitation des nations étrangères par sa propre nation. En opposition à cela, la classe ouvrière victorieuse agira dès le début en vue d'éliminer les séparations nationales et les oppositions entre les peuples et créera par sa domination les prémisses pour que disparaissent, « *avec l'opposition des classes au sein de la nation* », en même temps aussi « *les attitudes hostiles des nations les unes envers les autres* ».

De ce point de vue, et seulement de ce point de vue, peut-il être question en général de « l'abolition » ou de « l'annihilation » de la nationalité - dans la mesure où il faut comprendre par cela non l'élimination de la formation linguistique-ethnique existante (ce qui serait tout-à-fait insensé !) mais au contraire des séparations politiques entre les peuples (9). Dans une société où, selon les termes du Manifeste, « *l'autorité publique perd son caractère politique* », où l'Etat en fait que tel « *dépérira* », il ne peut en tout cas plus y avoir de place pour des Etats nationaux distincts !

L'examen de la terminologie du Manifeste s'est donc avéré, comme nous le pensions, être fructueuse. Il nous montre que les phrases qui étaient en question concernaient avant tout la « nation » et la « nationalité » au sens politique et, pour cette raison, ne pouvaient pas bien s'accorder avec les interprétations présentées jusqu'alors. Cela concerne en particulier l'interprétation tout à fait arbitraire et sophistiquée de Cunow qui veut déduire précisément du Manifeste un « nationalisme prolétarien » spécifique et réduire la nature internationale du mouvement ouvrier à une aspiration vers la coopération internationale des peuples (10).

Mais on peut tout aussi peu conclure du Manifeste qu'il y est question d'un « nihilisme » du prolétariat envers la question nationale, ni prêcher son indifférence envers les mouvements nationaux: « *l'inexistence de la patrie* » dont il parle concerne l'Etat national bourgeois, mais pas le peuple, la nationalité au sens ethnique. Les ouvriers n'ont « *pas de patrie* » parce qu'ils doivent considérer l'Etat national bourgeois comme une machine d'oppression dirigée contre eux (11) ; ils n'auront « *pas de patrie* » (au

sens politique) aussi après la prise du pouvoir dans la mesure où, selon Marx, les Etats nationaux socialistes distincts ne représenteront qu'une étape transitoire sur la voie de la société sans classe et sans Etat de l'avenir et que la construction de cette société n'est possible qu'à l'échelle internationale.

L'interprétation «indifférente» du Manifeste, telle qu'elle était usuelle dans les cercles marxistes «orthodoxes» (12) n'est donc nullement justifiée. Si, malgré cela, cette

interprétation grosso modo a peu porté préjudice au mouvement socialiste, et même l'a fait avancer, cela tenait à ce qu'elle reflétait fût-ce sous une forme défigurée la tendance cosmopolite (12) inhérente au mouvement ouvrier révolutionnaire, à son aspiration à surmonter la «limitation nationale» et les «séparations nationales et les oppositions des peuples». Dans ce sens, elle est incomparablement plus près de l'esprit du Manifeste et du marxisme que l'interprétation nationaliste bornée de Bernstein, Cunow et autres.

**Roman Rosdolsky**

## **Quatrième Internationale n°1, 38e année, juillet-août-septembre 1980**

(1)Cunow n'était pas vraiment le premier qui interprétait le Manifeste dans ce sens. Comme beaucoup d'autres novations réformistes, celle-ci remonte au père du réformisme. Edouard Bernstein. Dans son article «La Social-démocratie allemande et les Troubles de Turquie», Die Neue Zeit, 1896-97, n° 4, p. 111), nous lisons : «La phrase selon laquelle le prolétaire n'a pas de patrie est modifiée à partir du moment et dans la mesure où celui-ci a, comme citoyen à droits entiers, le droit de participer au gouvernement et à la législation de son pays et de pouvoir modifier les structures de celui-ci»

(2)Que la classe ouvrière d'Autriche, à qui ladite «patrie autrichienne» fut imposée par la victoire des Alliés, peut quelque peu lutter pour la réalisation du socialisme n'entre pas dans l'esprit de l'auteur de l'introduction».

(3)«La notion de nation, écrit Kautsky, est également difficile à délimiter. La difficulté n'est pas diminuée par le fait que deux structures sociales sont désignées par le même mot et la même structure par deux mots différents. En Europe occidentale, avec sa vieille culture capitaliste, la population de chaque Etat se sent solidement liée à lui. On y désigne comme nation la population d'un Etat. Dans ce sens, on parle par exemple d'une nation belge. Plus on se dirige vers l'Est de l'Europe, plus nombreuses deviennent les parties de la population d'un Etat qui ne veulent pas lui appartenir et qui constituent dans celui-ci des communautés nationales. On les nomme aussi bien «nations» que «nationalités». Il serait bien plus approprié d'appliquer à ces communautés cette dernière désignation» (La Conception matérialiste de l'Histoire).

(4)Une signification qui correspondrait au plus près de la définition de Fr. Naumann : dans le sens politique «La nation caractérise l'ensemble des citoyens d'un Etat. ...à savoir spécialement d'un tel Etat civilisé dont la population par son noyau constitue une nation (au sens propre et originel du mot) ou...qui apparaît capable de créer une nation au sens propre.» (Volk und Nation, 1888).

(5)En 1943 Marx écrit : «Tandis qu'en Angleterre et en France le problème est économie politique ou domination de la société sur la richesse, en Allemagne il est : économie nationale ou domination de la propriété privée sur la nationalité». Par «nationalité» n'est certainement pas entendu ici une structure ethnique-linguistique. Comparer Marx Discours sur la Pologne du 22 février 1848 : «Les trois puissances (c'est-à-dire la Prusse, l'Autriche et la Russie) ont marché avec l'histoire. En 1846, lorsqu'on incorporant Cracovie à l'Autriche ils confisquèrent les derniers débris de la nationalité polonaise...» Là aussi, comme en beaucoup d'autres endroits, chez Marx et Engels «nationalité» ne signifie rien d'autre que la citoyenneté.

(6)«Révolution et contre-révolution en Allemagne.

(7)Cf. L'Idéologie allemande : «La bourgeoisie, parce qu'elle est une classe et n'est plus un ordre, est déjà obligée de s'organiser nationalement et non plus localement. et de donner une forme générale à ses intérêts moyens.»

(8)Dans la traduction anglaise, revue par Engels, du Manifeste, la «classe nationale» est traduite par les mots «leading class of the nation».

(9)Dans ce sens, Engels écrit en 1846 : «Seuls les prolétaires peuvent supprimer la nationalité, seul le prolétariat s'éveillant peut faire fraterniser les différentes nations.» De même dans L'Idéologie allemande le prolétariat est caractérisé comme une classe qui «est déjà l'expression de la dissolution de toutes les classes, les nationalités, etc. au sein de la société actuelle», dans laquelle «la nationalité est déjà annihilée».

(10)Au comble de la déformation du Manifeste par Cunow on peut volontiers indiquer le passage suivant: «On peut tout aussi peu déduire du mot d'ordre "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous" (pour réaliser leur émancipation) que Marx avait voulu dire par cela que l'ouvrier se situe en dehors de communauté nationale, tout aussi peu que l'on pourrait dire que l'appel : "Journalistes, médecins, philosophes, etc. unissez-vous en associations Internationales pour la réalisation de vos tâches et que les adhérents de ces associations professionnelles ne devraient pas se sentir liés à leur nationalité."» (op. cit) Cf. La Critique de Marx du Programme de Gotha dont le point 5 disait : «La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre l'Etat national actuel, sachant bien que la conséquence nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera le fraternité internationale des peuples.» Ce sur quoi Marx écrivit : «Contrairement au Manifeste Communiste et à tout le socialisme antérieur, Lasalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. Il va de soi que, pour pouvoir lutter d'une façon générale, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que l'intérieur du pays est le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais comme le dit le Manifeste, "quant à sa forme". Mais le "cadre de l'Etat national actuel", c'est-à-dire de l'Empire allemand, entre lui-même à son tour, économiquement "dans le cadre du marché mondial", politiquement "dans le cadre du système des Etats". Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est en même temps commerce extérieur et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans une sorte de politique internationale. Et à quoi le parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort "sera la fraternité internationale des peuples" - phrase empruntée à la bourgeoisie Ligue de la liberté et de la paix, et qu'on fait passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Des fonctions internationales de la classe ouvrière allemande, pas un mot !

(11)Dans un de ses cahiers de notes, Marx inscrivit le passage de Brissot de Warville : «Il y a une observation que pressentent en premier lieu ceux qui veulent établir des programmes d'éducation pour le peuple, à savoir que rien de bon ne peut survenir alors que les 3/4 du peuple sont dépourvus de propriété, car sans propriété il n'y a pas de patrie, que sans patrie tout est contre lui et que, pour sa part, il doit être armé contre tous... Comme ceci est le luxe des 3/4 de la société bourgeoise, il s'ensuit que ces 3/4 ne peuvent avoir ni religion ni morale ni dévouement au gouvernement...» (traduit de l'allemand). (12) «Quand on utilise cette désignation (marxisme orthodoxe) on ne doit pas oublier qu'elle a été forgée dans la polémique par les adversaires et que les "orthodoxes" ne repoussent pas...la critique en tant que telle mais seulement la "critique" des éclectiques». (Lénine).

(12)Le cosmopolitisme passe cependant, depuis Staline, pour le pire vice bourgeois. Cependant un certain Fr. Engels avait soin de parler «des intérêts cosmopolites communs du prolétariat» (lettre à Sorge des 12-17 septembre 1874), et la société d'Engels nous est plus chère que celle de Staline.



---

# La révolution d'Octobre et la question nationale

*De douloureuses expériences et des études remarquables le font de mieux en mieux percevoir: la « question nationale », ses espoirs, ses défis et ses pièges, était au cœur de la révolution d'Octobre. Lénine y a consacré ses dernières forces, et l'enjeu était tout simplement l'avenir de l'URSS » comme le dit Michaël Löwy qui étudie ici cette dimension d'Octobre, du marxisme et de la lutte pour l'émancipation.*

En cette étrange fin de siècle, en ce monde livré aux nationalismes meurtriers, aux « épurations ethniques », aux guerres tribales, et à la rivalité féroce des requins financiers pour le contrôle du marché mondial, il n'est pas sans intérêt de profiter de l'anniversaire de 1917 pour revisiter le rêve des révolutionnaires d'Octobre : une libre fédération socialiste de républiques autonomes. Comment s'est élaborée la réflexion des bolcheviques sur la question nationale et dans quelle mesure leur pratique, lors des premières années de l'Union Soviétique, a-t-elle été à la hauteur des principes exprimés ?

L'héritage marxien, en dehors de quelques grandes lignes stratégiques - l'unité internationaliste des travailleurs, le refus de l'oppression d'un peuple par un autre - était assez limité sur ce terrain. Même si l'on fait abstraction des inquiétants dérapages d'Engels en 1848-1850 - la théorie des « *peuples sans histoire* » (Slaves du Sud) -, il manquait aux fondateurs du socialisme moderne une réflexion plus approfondie sur la question nationale et ses implications pour le mouvement ouvrier. Il est vrai qu'ils se sont battus pour l'indépendance de la Pologne, mais il n'est pas du tout évident qu'ils l'aient fait au nom d'un principe général - le droit à l'auto-détermination des peuples -, ou uniquement parce que les Polonais luttèrent contre la Russie tsariste, principal bastion de la réaction en Europe. Plus intéressants sont leurs écrits sur l'Irlande, qui semblent - après une hésitation initiale - esquisser une perspective plus globale : seule la libération nationale du peuple opprimé permet de dépasser la division et les haines nationales, et d'unir les ouvriers des deux nations contre leurs ennemis communs, les capitalistes. (1)

Le premier grand ouvrage marxiste sur la question nationale est sans doute *La Question des nationalités et la social-démocratie* (1907) d'Otto Bauer (2). En définissant la nation comme le produit jamais achevé d'un processus historique constamment en cours, le penseur austro-marxiste a apporté une contribution importante au combat contre la fétichisation du fait national, et contre

les mythes réactionnaires de la « nation éternelle », prétendument enracinée dans « le sang et le sol ». Son programme d'autonomie nationale culturelle était une proposition riche et constructive, mais elle faisait l'impasse sur une question politique capitale : le droit démocratique de chaque nation à la séparation et à la constitution d'un Etat indépendant.

Certains marxistes de l'Empire russe, comme les militants juifs du Bund, et certains mouvements socialistes caucasiens ou baltiques, ont manifesté beaucoup d'intérêt pour les thèses d'Otto Bauer et de ses amis austro-marxistes. Mais ce ne fut pas le cas des courants majoritaires du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe. Leur position commune, adoptée lors du congrès du POSDR de 1903 - avant la scission ! - affirme, dans son point 9, le droit à l'auto-détermination des nations de l'Empire russe.

Rosa Luxemburg était assez réservée par rapport à cette conception : hostile au séparatisme national - et concrètement au mot d'ordre d'indépendance de la Pologne, qu'elle considérait, pour des raisons économiques, comme « utopique » - elle prônait, comme programme d'une révolution contre l'Empire tsariste, l'autonomie régionale, conçue comme auto-administration de chaque province, région ou municipalité dans le cadre d'un Etat démocratique multinational. Elle distinguait sa proposition de l'autonomie nationale des austro-marxistes qui ne ferait, à ses yeux, qu'ériger des barrières entre les nationalités.

Quant à Léon Trotsky - dans sa brochure *La Guerre et l'Internationale de 1914* -, il semble hésiter entre une posture de type économiciste, qui déduit de l'internationalisation de l'économie l'imminente disparition des Etats nationaux, et une démarche plus politique qui reconnaît dans le droit d'autodétermination des nations la condition de la paix entre les peuples. Vers la même époque, dans un article sur « *Nation et Economie* » (1915), il reconnaît explicitement l'importance historique du facteur national : « *La nation constitue un facteur actif et permanent de la culture humaine. Et dans le régime socialiste la nation, libérée de la chaîne de la dépendance politique et économique, sera appelée à jouer un rôle fondamental dans le développement historique...* ».

Avant d'entrer lui-même dans le débat, Lénine envoie, en

1913, un bolchevik géorgien, Joseph Vissarionovitch Djughashvili, à Vienne, pour élaborer un texte qui exposerait, de façon systématique, la position de son parti, fidèle à la résolution de 1903 du POSDR. Contrairement à une légende tenace - à laquelle Trotsky lui-même a contribué dans sa biographie de Staline - la brochure du géorgien en question n'a pas été écrite sous l'inspiration directe de Lénine. Ce dernier semble être quelque peu déçu du résultat puisqu'il ne cite cet écrit, dans ses nombreux textes sur la question nationale, qu'une seule fois, en passant, et entre parenthèses, dans un article du 28 décembre 1913.

Sans doute la brochure de Staline défendait la thèse centrale des bolcheviks - c'est-à-dire le droit à la séparation des nations de l'Empire russe -, mais sur un certain nombre de questions importantes elle était en contradiction directe avec les idées de Lénine, telles qu'elles seront développées au cours des années suivantes. (4)

Pour ne citer que deux exemples : 1) Staline ne reconnaissait comme nations que les peuples ayant une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de « *formation psychique* ». On chercherait en vain une telle vision a-historique, dogmatique, rigide et figée de la nation chez Lénine - qui d'ailleurs rejetait explicitement le concept de « *caractère national* » ou « *particularité psychologique* » des nations, emprunté par Staline à Otto Bauer. 2) Staline ne distinguait pas entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés, c'est-à-dire entre le nationalisme grand-russe de l'Etat tsariste et celui des peuples opprimés - Polonais, Juifs, Tatars, Géorgiens, etc. Les deux sont renvoyés dos à dos, comme manifestations d'un « *chauvinisme grossier* ». Or, cette distinction, comme nous le verrons, occupe une place centrale dans la réflexion de Lénine.

Le point de départ de Lénine, comme celui de Marx, Rosa Luxemburg ou Trotsky, était l'internationalisme prolétarien. C'est par rapport à cette prémisse politique fondamentale qu'il aborde la question nationale. Mais contrairement à certains de ses camarades, il perçoit le lien dialectique entre l'objectif internationaliste et les droits nationaux. Tout d'abord, parce que - pour utiliser une métaphore qu'aimait beaucoup le fondateur du parti bolchevik - seul le droit au divorce garantit le libre mariage : seule la liberté de séparation rend possible une libre et volontaire union, association ou fusion entre les nations. D'autre part, parce que - comme l'avaient compris Marx et Engels au sujet de l'Irlande - seule la reconnaissance, par le mouvement ouvrier de la nation dominante, du droit à l'auto-détermination de la nation dominée, permet d'éliminer la haine et la méfiance des opprimés, et d'unir les prolétaires des deux nations dans

le combat commun contre la bourgeoisie.

L'insistance de Lénine sur le droit à la séparation ne signifie nullement qu'il soit favorable au séparatisme et la division à l'infini des Etats selon des lignes de fracture nationales. Au contraire, il espère, grâce à la libre disposition des peuples de leur propre destin, faciliter le maintien des Etats multinationaux: « *Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables...* ». (5)

Ce qui distingue Lénine de la plupart de ses contemporains c'est qu'il met l'accent - à propos de la question nationale comme dans d'autres domaines - sur l'aspect proprement politique de la contradiction : tandis que les autres marxistes voient surtout la dimension économique, culturelle ou - psychique » du problème, Lénine insiste, dans ses articles des années 1913 à 1916, sur le fait que la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes « se rapporte entièrement et exclusivement au domaine de la démocratie politique », c'est-à-dire au domaine du droit à la séparation politique, à la constitution d'un Etat national indépendant. (6)

Inutile d'ajouter que l'aspect politique de la question nationale pour Lénine n'est pas du tout celui dont s'occupent les chancelleries, les diplomates, et, après 1914, les armées en guerre. Il lui est indifférent de savoir si telle ou telle nation aura ou non un Etat indépendant, ou quelles seront les frontières entre deux Etats. Son objectif c'est la démocratie et l'unité internationaliste du prolétariat, qui exigent toutes deux la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations. En vue de cet objectif, il prône avec insistance l'unification, dans un même parti, des travailleurs et des marxistes de toutes les nations qui vivaient dans le cadre du même Etat, l'Empire tsariste - Russes, Ukrainiens, Polonais, Juifs, Géorgiens... - pour pouvoir lutter contre leur ennemi commun : l'autocratie, les classes dominantes.

La principale réserve qu'on pourrait formuler à la position de Lénine face à la question nationale c'est le refus total de la problématique austro-marxiste de l'autonomie nationale culturelle - défendue en Russie surtout par le Bund. La proposition léniniste d'autonomie administrative locale pour les nations ne répondait pas aux problèmes des nationalités extraterritoriales tels les Juifs. (7)

La politique hésitante poursuivie par les différents gouvernements « bourgeois », incapables de rompre avec l'héritage du tsarisme, qui se sont succédés après la

Révolution de Février 1917, a favorisé la captation des sentiments nationaux par les bolcheviks : comme l'écrivait Trotsky dans L'Histoire de la révolution russe, «*le torrent national, de même que le torrent agraire, se déversait dans le lit de la Révolution d'Octobre* ». (8)

Dans quelle mesure la pratique de Lénine et ses camarades au pouvoir a-t-elle été conforme aux principes énoncés dans les textes théoriques et les résolutions partidaires ? Il est difficile de répondre à cette question, tant la politique nationale de l'Etat soviétique pendant les années de formation de l'URSS est complexe, confuse et contradictoire. Ce qui prédomine c'est, inévitablement, une grande dose de pragmatisme, d'empirisme et d'adaptation aux circonstances, avec de multiples entorses par rapport aux doctrines bolcheviques sur la question nationale. Certaines de ses «adaptations» ont été positives, dans le sens d'une plus grande démocratie pluraliste ; d'autres, au contraire, ont constitué des violations brutales du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : entre ces deux extrêmes, une vaste «zone grise»...

A peine une semaine après la prise du pouvoir, les révolutionnaires d'Octobre publient une déclaration qui affirme solennellement l'égalité de tous les peuples de Russie et leur droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation. Le pouvoir soviétique va assez rapidement reconnaître - en partie, comme une situation de fait, mais aussi par un authentique désir de rompre avec les pratiques impériales et de reconnaître les droits nationaux - l'indépendance de la Finlande, de la Pologne et des pays baltiques (Lituanie, Lettonie, Estonie).

Le destin de l'Ukraine, des nations du Caucase et d'autres régions « périphériques » va se jouer dans le cours de la guerre civile, avec, dans la plupart des cas, une victoire des bolcheviks «locaux », plus ou moins - selon les cas - aidés par l'Armée rouge en formation. (9)

La première « entorse positive » est la « *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité* » (1918), rédigée par Lénine, qui est un appel à la formation d'une fédération de républiques soviétiques, fondée sur l'alliance libre et volontaire des peuples. Cette affirmation explicite du principe fédératif est un vrai tournant par rapport aux positions antérieures de Lénine et ses camarades, qui - en dignes héritiers de la tradition jacobine - étaient hostiles au fédéralisme et favorables à un Etat unitaire et centralisé. Ce tournant n'est pas explicitement assumé comme tel ou justifié théoriquement, mais il n'était pas moins un changement hautement positif. (10)

L'autre « adaptation démocratique » fut la pratique du pouvoir soviétique envers la minorité juive : malgré les

attaques persistantes de Lénine et des bolcheviks contre les thèses austro-marxistes et leurs partisans juifs en Russie - le Bund - avant 1917, ils n'adoptèrent pas moins, au cours des premières années de la révolution, une politique inspirée dans une large mesure par l'autonomie nationale culturelle. Le yiddish obtint le statut de langue officielle en Ukraine et en Biélorussie, et des revues, bibliothèques, journaux, maisons d'éditions, théâtres, et même des centaines d'écoles en yiddish se sont développées. A Kiev fut créé un Institut Universitaire Juif qui rivalisait avec le célèbre YIVO de Vilnius. Bref, sous l'égide des soviets, et dans le cadre d'une politique d'autonomie culturelle, on assista à une véritable floraison culturelle yiddish - encadrée, il est vrai, par le « despotisme éclairé » de la Yevsekzia, la section juive du parti bolchevik, composée en grande partie d'anciens bundistes et sionistes de gauche gagnés au communisme par la Révolution d'Octobre. (11)

Quant aux violations des droits démocratiques des peuples, si l'on fait abstraction des conditions plus ou moins discutables de la « soviétisation » de l'Ukraine et des nations caucasiennes, deux cas se présentent comme particulièrement significatifs : l'invasion de la Pologne en 1920 et celle de la Géorgie en 1921.

Violemment hostile aux Soviets, le régime polonais du Maréchal Pilsudski, manipulé et soutenu par l'impérialisme français, envahit l'Ukraine soviétique en avril 1920 et arriva jusqu'à Kiev. La contre-offensive de l'Armée rouge l'obligea bientôt à battre en retraite, mais les forces soviétiques poursuivirent l'envahisseur et violèrent la frontière polonaise, arrivant en août aux portes de Varsovie - avant d'être obligées, à leur tour, de se replier vers leur point de départ. La décision d'envahir la Pologne fut prise par la direction soviétique, sous l'impulsion de Lénine lui-même - contre l'avis de Trotsky, Radek et Staline, pour une fois d'accord. Il ne s'agissait pas, bien entendu, d'un projet d'annexion de la Pologne, mais d'« aider » les communistes polonais à prendre le pouvoir, en établissant une république soviétique polonaise. Il n'empêche qu'il s'agissait, bel et bien, d'une violation évidente du principe d'autodétermination des peuples : comme l'avait répété maintes fois Lénine lui-même, ce n'était pas à l'Armée rouge d'imposer le communisme à d'autres peuples. Le caractère éphémère et précaire de cette initiative en limite cependant la portée - même si elle a laissé des traces dans la mémoire collective polonaise.

Plus grave fut le cas géorgien. République indépendante, reconnue comme telle par le pouvoir soviétique - accords de paix de 1920 -, dirigée par un gouvernement menchevik soutenu par la grande majorité de la population (la paysannerie), la Géorgie fut cependant

envahie en février 1921 par l'Armée rouge et « soviétisée » de force. Il s'agit là sans doute du cas le plus flagrant et le plus brutal de mise à mal, par l'Etat soviétique en formation, du droit démocratique des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'initiative fut prise par des dirigeants bolcheviks d'origine géorgienne, Staline et Ordjonikizé, qui l'ont justifié au nom d'une prétendue insurrection générale des ouvriers et paysans géorgiens sous direction communiste - en fait l'initiative très minoritaire d'un groupe bolchevik, près de la frontière soviétique - contre le gouvernement menchevik. Avalisée par Lénine et la direction soviétique, l'invasion a installé, après un mois de combats, un gouvernement bolchevik à Tiflis, assurant ainsi l'association de la Géorgie à la Fédération soviétique. L'hostilité de la majorité de la population à cette imposition « de l'extérieur » s'est manifestée de façon éclatante en 1924 avec l'insurrection populaire massive dirigée par les mencheviks.

Trotsky était absent de Moscou, en tournée dans l'Oural, et n'a pas participé à cette décision. Il est donc d'autant plus surprenant qu'il ait décidé d'endosser, devant l'opinion publique russe et internationale, la responsabilité de cette opération, en écrivant un pamphlet qui légitime la soviétisation forcée de la Géorgie : *Entre rouges et blancs* (1922). Ce texte, un des plus discutables du fondateur de l'Armée rouge, appartient, comme *Terrorisme et Communisme*, à la période la plus radicalement « substitutionniste » de sa vie politique. Dans les deux cas, sous couleur de dénoncer le « *démocratismepetit-bourgeois* » de Kautsky et de la social-démocratie, il court le risque d'évacuer la démocratie tout court.

Même si l'on acceptait (ce qui est loin d'être évident) l'intégralité des virulentes critiques adressées par Trotsky à la « *Gironde géorgienne* » des mencheviks - régime bourgeois, anti-communiste, protégé par l'impérialisme anglais, sournoisement allié avec Wrangel et les « blancs », répressif envers les militants bolcheviks géorgiens (massivement emprisonnés) -, on ne voit pas encore où est la justification de l'invasion : le gouvernement bourgeois finlandais était, à tous égards, bien pire (exécution massive de militants communistes), et pourtant il n'a jamais été question d'envahir la Finlande indépendante. Quant à l'argument du « *soulèvement bolchevik géorgien* » il est, de l'aveu de Lominadze, secrétaire général du parti communiste géorgien, peu substantiel : « *Notre révolution a commencé en 1921, par la conquête de la Géorgie au moyen des baïonnettes de l'Armée rouge. La soviétisation de la Géorgie s'est présentée sous les espèces d'une occupation par les troupes russes* ».

Le plus grave est que Trotsky a « *fait de nécessité vertu* » - pour reprendre une expression utilisée par Rosa Luxemburg en 1918, pour critiquer ses camarades bolcheviks - en essayant de formuler une justification théorique, « *principielle* », de l'intervention en Géorgie. Le premier argument qu'il avance est typiquement économiciste : « *Il va de soi que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne saurait être au dessus des tendances unificatrices, caractéristiques de l'économie socialiste* ». A son avis, la fédération soviétique doit combiner l'unification économique avec la liberté des différentes cultures nationales. Ce qui disparaît, dans ce raisonnement, c'est tout simplement l'aspect proprement politique - la liberté de séparation, condition indispensable de la libre union. (13)

Mais il y a pire : Trotsky va jusqu'à suggérer que le droit d'autodétermination ne s'applique que quand il s'agit de lutter contre un Etat bourgeois : « *Non seulement nous reconnaissons, mais nous soutenons de toutes nos forces le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes là où il est dirigé contre les Etats féodaux, capitalistes, impérialistes. Mais, là où la fiction de l'autonomie nationale se transforme entre les mains de la bourgeoisie en une arme dirigée contre la révolution du prolétariat, nous n'avons aucune raison de nous comporter à son égard autrement qu'envers tous les autres principes de la démocratie transformés en leur contraire par le Capital* ». (14)

En lisant ces lignes, on a du mal à comprendre pourquoi Trotsky s'était opposé si catégoriquement à l'invasion de la Pologne en 1920 : l'indépendance de la Pologne n'était-elle pas devenue - beaucoup plus que la Géorgie, qui n'avait jamais osé envahir le territoire soviétique - « une arme entre les mains de la bourgeoisie contre la révolution du prolétariat » ? Plus intéressant - et dans une certaine mesure contradictoire avec ce qu'on vient de lire - est le passage suivant : « *La République soviétique ne se dispose nullement à substituer sa force armée aux efforts révolutionnaires du prolétariat des autres pays. La conquête du pouvoir par ce prolétariat doit être le fruit de sa propre expérience politique. Cela ne signifie pas que les efforts révolutionnaires des travailleurs - de Géorgie par exemple - ne puissent pas trouver un secours armé de l'extérieur. Il faut seulement que ce secours vienne au moment où le besoin en est préparé par le développement antérieur et a mûri dans la conscience de l'avant-garde soutenue par la sympathie de la majorité des travailleurs* » (15) Cette affirmation a l'avantage de réaffirmer le principe démocratique du droit des nations à disposer d'elles mêmes, en ne justifiant un « *secours extérieur* » qu'à des mouvements jouissant de la sympathie de la majorité populaire. Sauf que ce n'était pas, à l'évidence, le cas en Géorgie...

C'est à propos de la Géorgie qu'aura lieu l'affrontement entre Lénine, déjà gravement malade, et Staline, en 1922-1923 : le « *dernier combat de Lénine* », selon le titre du célèbre livre de Moshé Lewine. Les divergences entre les deux dirigeants bolcheviks n'ont fait que s'accroître au cours des années, mais dès 1920 on peut percevoir une logique radicalement diverse à l'œuvre dans leurs écrits et propositions. Tandis que Lénine insiste sur la nécessité d'une attitude tolérante envers les nationalismes périphériques, et dénonce le chauvinisme grand-russe, Staline voit dans les mouvements nationaux centrifuges le principal adversaire, et s'efforce de construire un appareil étatique unifié et centralisé. Après l'invasion de la Géorgie en 1921, Lénine propose qu'on essaye d'arriver à un compromis avec la Géorgie, le leader des menchéviks géorgiens ; Staline, au contraire, lors d'un discours à Tiflis en juillet insiste sur la nécessité d'« *écraser l'hydre du nationalisme* » et de « *détruire au fer incandescent* » les survivances de cette idéologie. (16)

Le conflit éclate à propos des divergences entre Staline et Ordjonikidze, d'une part, et les communistes géorgiens, Mdivani et ses amis, soutenus par Lénine, de l'autre, au sujet du degré d'autonomie de la République soviétique de Géorgie dans l'Union Soviétique en formation. Au-delà des questions locales, l'enjeu était tout simplement l'avenir de l'URSS. Dans une lutte tardive et désespérée contre le chauvinisme grand-russe de l'appareil bureaucratique, Lénine a consacré ses derniers moments de lucidité à affronter son principal chef et représentant : Joseph Staline. Il ne cesse de dénoncer, dans les notes dictées à sa secrétaire en décembre 1922, l'esprit grand-russe et chauvin « *de ce gremlin et de cet oppresseur qui est au fond le bureaucrate russe typique* », et l'attitude d'un certain géorgien « *qui lance dédaigneusement des accusations de « social-nationalisme » (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique "social-national", mais encore un brutal argousin grand-russe)* ». Il n'hésite pas d'ailleurs à nommer le Commissaire du Peuple aux Nationalités: « *Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline et son goût pour l'administration, ainsi que par son irritation contre le fameux "social-nationalisme"* ». Revenant sur l'affaire géorgienne, il insiste : « *Il va de soi que c'est Staline et Dzejinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe* ». La conclusion de ce « testament de Lénine » était, comme l'on sait, la proposition de remplacer Staline à la tête du secrétariat général du Parti. Hélas, il était trop tard... (17)

Tandis que la démarche de Staline était foncièrement étatiste et bureaucratique - renforcement de l'appareil, centralisation de l'Etat, unification administrative -

Lénine était avant tout préoccupé de la portée internationale de la politique soviétique : « *Le préjudice que peut causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui en résultera pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtra après nous sur l'avant-scène historique dans un proche avenir.* » Rien ne serait aussi dangereux pour la révolution mondiale que « *de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme* ». L'immobilisation de Lénine par une nouvelle attaque cérébrale au début de 1923 va écartier le principal obstacle à la mainmise de Staline sur l'appareil du parti. Quant à Trotsky, devenu, dès 1923, le principal adversaire de la bureaucratie stalinienne, il reprendra à son compte le combat de Lénine contre le chauvinisme bureaucratique.

La plate-forme de 1927 de l'opposition de gauche prend la défense des vieux bolcheviks géorgiens « *mis en disgrâce par Staline* » mais « *chaleureusement défendus par Lénine durant la dernière période de sa vie* ». Elle exige la publication des derniers textes de Lénine sur la question nationale - mis sous le boisseau par Staline - et insiste, en conclusion, sur le fait que « *le chauvinisme, surtout quand il se manifeste par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat, reste le principal ennemi du rapprochement et de l'union des masses travailleuses des diverses nationalités* ». (19)

Si, encore en 1940, Trotsky ne remet pas en question la « soviétisation » forcée de la Géorgie - dans sa biographie de Staline, il critique surtout la méthode, et le choix du moment, mais non le principe de l'intervention (20) dans ses articles sur l'Ukraine en 1939 il proclame haut et fort le droit de cette nation à l'autodétermination et sa sympathie pour la perspective d'une Ukraine soviétique indépendante de l'URSS. Dans ce texte il revient aussi sur les débats des années vingt sur la Géorgie et l'Ukraine, qu'il présente comme un affrontement entre « *la tendance la plus centraliste et la plus bureaucratique* », représentée « *invariablement* » par Staline, et les propositions de Lénine qui insistaient sur l'urgence de « *faire droit dans toute la mesure du possible à ces nationalités autrefois opprimées* ». Depuis cette époque, ajoute-t-il, les aspects centralistes-bureaucratiques « *se sont développés monstrueusement et ont conduit à l'étranglement complet de toute espèce de développement national indépendant des peuples de l'URSS* ». (21)

Morale - provisoire - de l'histoire, à la lumière de l'expérience de la révolution d'Octobre - mais aussi des récents événements en Europe (déchirement de l'ex-Yougoslavie) :

1 ) L'utopie - au sens fort du terme - d'une libre fédération socialiste de nations égales en droits, jouissant du droit de séparation, et assurant aux minorités nationales une pleine autonomie territoriale et/ou culturelle, reste d'actualité, face aux affrontements ethniques, d'une part, et aux unifications néo-libérales sous l'égide du capital financier, de l'autre.

2) Le droit des nations à la libre disposition d'elles-mêmes ne peut être subordonné à aucun autre objectif - pour anti-impérialiste, prolétarien, ou socialiste qu'il soit - mais uniquement limité par les droits démocratiques des autres nations. En d'autres termes : une nation ne peut pas se valoir de l'autodétermination pour nier les droits de nations voisines, pour opprimer ses propres minorités, ou

pratiquer l'« épuration ethnique » dans son territoire.

3) Du point de vue internationaliste qui est celui du marxisme, les questions de frontières, les « droits historiques » et les revendications territoriales « ancestrales » sont sans intérêt. Le critère principal pour prendre position face à des conflits nationaux et des exigences nationales contradictoires, c'est la démocratie.

4) Les révolutionnaires sont, en règle générale - la principale exception étant les situations de type colonial -, plus favorables aux grandes fédérations multinationales - à condition qu'elles soient authentiquement démocratiques - qu'aux petits Etats prétendant « homogènes ». Ils se battent pour convaincre les peuples concernés de leur point de vue, mais ce sont ces derniers, dans l'exercice démocratique de leur droit à l'autodétermination, qui doivent, en dernière analyse, décider pour une forme ou une autre d'organisation politique.

**Michaël Löwy**

**Critique Communiste n°150, automne 1997**

1. On trouve des extraits des principaux textes du débat marxiste « classique » sur la question nationale dans l'anthologie organisée par Georges Haupt, Michaël Löwy et Claudie Weill, *Les Marxistes et la question nationale 1848-1914*, Paris, L'Harmattan, 1997 (deuxième édition).

2. Cf. Otto Bauer, *La Question des nationalités et la social-démocratie*, Paris, EDI-Arcantè-re, Introduction Claudie Weill, 1987, 2 tomes.

3. L. Trotsky, « Nation et Economie » (publié par Claudie Weill), in *Pluriel-Débat*, n° 4, avril 1975, p. 48.

4. Il est vrai que Lénine n'a jamais critiqué la brochure de Staline, probablement parce qu'il la considérait conforme, sur le point principal, à la doctrine bolchevique.

5. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes « thèses », 1916, in « Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien », Moscou, Ed. du Progrès, 1968, p. 160

6. Lénine, *ibid.*, p. 158.

7. Voir sur cette problématique la critique d'Enzo Traverse, *Les Marxistes et la question juive*, Paris, La Brèche, 1990, p. 151. Selon Lénine "L'autonomie nationale culturelle (...) c'est la corruption des ouvriers avec le mot d'ordre de culture nationale et la propagande de la division de l'enseignement par nationalités, profondément nuisible et même antidémocratique ».

(« Le programme national du P.O.S.D.R. », 1913, in *Questions de politique nationale*, p.6.) Dans un autre texte Lénine compare l'idée bundiste d'écoles juives distinctes avec les écoles séparées pour nègres au sud des Etats Unis... (« Notes critiques sur la question nationale », 1913, *ibid.* p. 38-39).

8. L. Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Paris, Seuil, 1950, p. 805.

9. Parmi les erreurs commises à cette époque, on peut mentionner l'intégration forcée à la République soviétique d'Azerbaïdjan de la région du Haut-Karabakh, peuplée en majorité d'Arméniens - un contentieux qui allait exploser à la fin des années 80.

10. Voir à ce sujet l'intéressant ouvrage de Javier Villanueva, *Lenin y las naciones*, Madrid, Editorial Revolucion, 1987, pp. 352-354.

11. Voir l'excellente analyse de cette problématique par Enzo Traverse, dans *Les Marxistes et la question juive*, Paris, Editions Kimé, 1997, p. 171. Comme l'observe Traverse, la principale ombre au tableau fut l'interdiction des publications et de l'enseignement de l'hébreu, dans un but de « modernisation » et de combat contre la religion. Ce fut une tentative injustifiable de couper la nation juive de ses racines historiques, de sa tradition et de son pas-sé culturel.

12. Cité dans Nathan Weinstock, « Entre rouges et blancs », préface à Trotsky, *Entre impérialisme et révolution*, Bruxelles, Ed. La Tau-pe, 1970, p. 25. Weinstock, à l'époque militant marxiste révolutionnaire, essaye de justifier le raisonnement de Trotsky, mais il admet que, sur cette question, ses arguments sont faibles : « Re-connaissons d'ailleurs que les explications four-nies par Trotsky ne constituent sur ce point qu'une tentative peu convaincante d'exposer une version erronée des faits. Comment pour-rait-il en être autrement puisque nous savons qu'il avait été un adversaire résolu de la révolution par la conquête dont il pressentait qu'elle ranimerait chez les peuples libérés du régime bourgeois le nationalisme antirusse engendré par l'oppression tsariste ? »

13. L. Trotsky, *Entre impérialisme et révolution*, pp. 154-155.

14. L. Trotsky, *Entre impérialisme et révolution*, p.159.

15. *ibid.* p. 158.

16. J. Villanueva, *Lenin y las naciones*, pp. 455-459.

17. Lénine, « La question des nationalités ou de l'autonomie », *Questions de la politique nationale*, pp.238-244. Cf. Moshé Lewine, *Le Dernier combat de Lénine*, Paris, Minuit, 1967.

18. Lénine, *Ibid.* pp. 244-245.

19. *Les Bolcheviks contre Staline, 1923-1928*, Paris, Publications de la « Quatrième Internationale », 1957, pp. 116-117.

20. Trotsky, *Stalin*, London, Panther, 1969, vol. 2, p.46.

21. Trotsky, « La question ukrainienne », avril 1939, annexe à *Entre impérialisme et révolution*, pp. 184-188.

---

# Nationalisme et internationalisme dans la conception du parti ouvrier révolutionnaire

Le principe d'organisation - sur une base nationale ou multinationale? - est un des problèmes les plus complexes auxquels se heurte traditionnellement la construction du parti ouvrier révolutionnaire, dans tout Etat regroupant plus d'une nationalité dans les frontières de son pouvoir central et dans le cadre d'une continuité territoriale. Ces précisions ont pour but d'exclure les cas où une métropole domine des territoires qui en sont géographiquement isolés, comme la France dominait l'Algérie ou comme la Grande-Bretagne domine encore l'Irlande du Nord.

Dans pareils cas, il ne se trouve presque plus personne aujourd'hui, au sein du mouvement révolutionnaire, pour contester la nécessité de construire une organisation révolutionnaire séparée dans le pays dominé : une organisation certes liée à l'organisation sœur métropolitaine par des liens internationalistes de solidarité et de coopération étroite, mais néanmoins séparée car son objectif stratégique prioritaire, l'indépendance nationale, peut être atteint sans qu'il ne coïncide nécessairement avec celui du parti métropolitain, qui est le renversement du gouvernement bourgeois dans son pays.

En revanche, dans les cas envisagés dans cet article, ceux de la continuité territoriale et répressive - tel, par exemple, le cas du Pays basque dans le cadre de l'Etat espagnol - et, bien sûr, ceux où l'entremêlement territorial est total - tel, entre autres, le cas du peuple noir et de la majorité blanche aux Etats-Unis -, dans pareil cas, le problème naît précisément de ce que la continuité où l'entremêlement imposent aux minorités nationales opprimées un passage nécessaire vers leur émancipation nationale : la conjugaison de leur lutte avec celle des victimes de l'oppression sociale au sein de la majorité nationale (ainsi qu'avec celle des autres minorités nationales opprimées, le cas échéant) pour le renversement du gouvernement de la double oppression, nationale et sociale.

L'objet de cet article est d'exposer les grandes lignes de la tradition marxiste révolutionnaire à l'égard de problèmes similaires (2). (...)

## II. La conception internationaliste révolutionnaire du parti prolétarien

A la lumière de l'exposé historique qui précède et de

quelques considérations complémentaires, nous essaierons de résumer les principes de la conception internationaliste révolutionnaire de la construction du parti prolétarien. C'est à dessein que nous disons « internationaliste révolutionnaire » au lieu de « léniniste », car nous avons déjà expliqué que ladite conception n'était pas propre aux seuls bolcheviks, mais qu'ils la partageaient avec les mencheviks, Rosa et ses camarades, et d'autres non-« léninistes ».

### 1. Le parti de la classe ouvrière.

Le marxisme est l'arme théorique du prolétariat dans sa lutte de classe contre le capitalisme et pour le socialisme. Cette vérité élémentaire implique que la lutte nationale, même si les marxistes l'assument là où ils la jugent progressiste, ne saurait être pour eux plus qu'une lutte transitoire, toujours subordonnée à leur considération suprême : l'intérêt de la lutte de classe du prolétariat. Il s'en suit que le marxisme est en contradiction totale avec le principe nationaliste d'organisation des ouvriers, qui les trie selon leurs appartenances nationales. Il est, de ce fait, en contradiction avec le principe du fédéralisme national dans la construction du parti ouvrier.

L'organisation des ouvriers sur la base du marxisme authentique ne peut être nationale que dans sa forme, c'est-à-dire en les organisant tous ensemble. quelle que soit leur nationalité, au niveau de l'Etat-nation en tant que cadre naturel de leur lutte immédiate. Les organisations de forme nationale ainsi créées doivent, en même temps, s'insérer dans une association internationale incarnant la lutte du prolétariat mondial. Comme le dit le Manifeste du Parti communiste, ce texte fondateur du marxisme : « *Dans la forme, mais nullement dans le fond, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie revêt tout d'abord un caractère national. Naturellement, le prolétariat de chaque pays doit en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie.* » Or la première des deux caractéristiques qui distinguent les communistes des autres partis ouvriers, toujours selon le Manifeste, est que « *dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité.* »

L'organisation des ouvriers sur la base de leurs différentes nationalités, dans la même région, contrevient à la tâche fondamentale des marxistes, qui est de développer et de

radicaliser la conscience de classe prolétarienne. Le militant bolchevik Staline, confronté à la question nationale dans toute sa complexité au cours de sa pratique militante dans sa propre région, a été en mesure de vérifier cette évidence. Dans sa célèbre brochure, le Marxisme et la question nationale, il écrivait en 1913 : « *En s'organisant sur la base de la nationalité, les ouvriers se renferment dans leurs coquilles nationales en se séparant les uns des autres par des barrières d'organisation. Ce qui se trouve souligné, ce n'est pas ce qu'il y a de commun entre les ouvriers, mais ce qui les distingue les uns des autres. Ici l'ouvrier est avant tout membre de sa nation : Juif, Polonais, etc. Il n'y a rien d'étonnant si le fédéralisme national dans l'organisation cultive chez les ouvriers l'esprit d'isolement national.* »

## 2. Le parti de la révolution prolétarienne

L'objectif fondamental de tout parti marxiste est le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat. La force de celui-ci résidant dans son unité face à la bourgeoisie dont la force est incarnée par son Etat centralise, il s'ensuit que l'organisation du prolétariat en un parti unique « *dans les frontières d'un Etat* » et « *quelles que soient les différences d'ordre national, religieux ou professionnel entre ces membres de la même classe* », comme le dit Rosa Luxemburg dans le texte de 1904 cité au début de cet article, est une « *tendance naturelle* » du marxisme.

La bourgeoisie d'un Etat est l'ennemie de classe de l'ensemble des ouvriers de cet Etat, mais elle n'est pas le plus souvent l'« ennemie nationale » de tous ces ouvriers. De même, la bourgeoisie d'un Etat comprend souvent des membres de la nationalité opprimée aux côtés de ceux de la nationalité dominante. C'est pourquoi l'organisation des ouvriers sur la base de la nationalité n'a pas seulement pour conséquence de diviser les rangs du prolétariat et donc de l'affaiblir, mais comporte aussi une « *tendance naturelle* » à ce que les ouvriers voient en chaque bourgeois le membre d'une nation, qui peut être la leur, au lieu de voir le membre d'une classe qui, dans tous les cas, n'est pas la leur. De la sorte, comme l'affirme Rosa dans le même texte : « *A la place de programmes politiques conformes aux intérêts de classe, on élaborerait des programmes nationaux. Le sabotage du combat politique unitaire mené par le prolétariat dans chaque Etat serait consacré dans son principe par une chaîne de luttes nationales stériles.* »

Les marxistes, quant à eux, voient dans la centralisation des forces du prolétariat au niveau de l'Etat, en refusant toute division verticale de ses rangs, l'arme la plus efficace pour combattre et renverser le pouvoir de la bourgeoisie incarné par son appareil d'Etat centralisé.

## 3. Le parti de la révolution permanente

Ce qui précède n'est-il pas en contradiction avec la formulation par Trotsky de la théorie de la révolution permanente, qui stipule que la dictature du prolétariat dans les pays arriérés résout « en premier lieu » les tâches démocratiques et de libération nationale, et dans ce but « prend la tête de la nation opprimée » ? N'est-ce pas une confirmation du point de vue de Rosa Luxemburg, qui refuse que le parti du prolétariat prenne en charge les aspirations nationales sous prétexte que la révolution socialiste abolira les raisons de leur existence ? En d'autres termes, ce qui a précédé n'est-il pas en contradiction avec la défense par Lénine du droit des nations à l'autodétermination ? Comment est-il possible de préconiser la fédération des nations et refuser, en même temps, le principe du fédéralisme national dans l'organisation des ouvriers ? Ce sont là des questions et des arguments qui continuent à être formulés et qu'il nous faut aborder.

La première chose à réfuter, à cet égard, est la fausse logique qui veut que l'instrument-organisation doive être à l'image de l'objectif-société pour lequel il lutte. C'est cette même logique qui conduit les anarchistes à rejeter le centralisme de l'organisation révolutionnaire, sous prétexte que les communistes luttent pour une société sans Etat, c'est-à-dire sans pouvoir central. Ce raisonnement est fondé sur un sophisme évident : il suppose que l'organisation révolutionnaire est l'embryon de la société communiste qui croît dans le sein de la société capitaliste jusqu'à son éclosion. L'organisation, selon cette logique, est la matérialisation du projet et non simplement l'outil de sa réalisation.

A l'inverse de cette conception idéaliste, le marxisme considère que l'organisation n'est rien de plus qu'un instrument pour diriger la révolution et le passage du capitalisme au socialisme, l'instrument de la transformation et non le prototype de l'objectif final. Partant, la validité et l'efficacité de l'instrument se mesurent avant tout à sa capacité de transformer ; c'est-à-dire, en ce qui concerne l'organisation révolutionnaire, sa capacité à diriger la classe ouvrière vers la destruction de l'Etat bourgeois. Nul besoin d'être docteur en dialectique pour comprendre que cette tâche requiert une centralisation des forces du prolétariat, de même que la transition au socialisme requiert la dictature transitoire du prolétariat.

Comme l'écrivait Trotsky dans le chapitre sur « La question nationale » de son grand ouvrage sur l'Histoire de la révolution russe : « *Une organisation révolutionnaire n'est pas le prototype de l'Etat futur, elle n'est qu'un*



*instrument pour le créer. L'instrument doit être adéquat pour la fabrication du produit, mais ne doit nullement se l'assimiler. C'est seulement une organisation centraliste qui peut assurer le succès de la lutte révolutionnaire, même quand il s'agit de détruire l'oppression centraliste sur les nations».*

Es-ce à dire, à l'instar de Rosa au sujet de la Pologne, que l'oppression nationale ne peut être abolie à moins d'une révolution socialiste ? Doit-on en conclure, comme le faisaient démagogiquement les nationalistes du PSP, que la nation opprimée doit attendre patiemment que la révolution socialiste ait lieu chez la nation oppresseuse ?

C'est Lénine qui fit la meilleure réponse à ces derniers - dans son article déjà cité, qui suscita la colère de la SDKPiL et le retrait de ses délégués du Deuxième Congrès du POSDR. en 1903. Il répondit en substance: nous n'excluons pas de manière absolue (comme le fait Rosa) la possibilité que la Pologne se détache de l'Empire russe, avant que la révolution socialiste ne triomphe dans celui-ci, bien que nous croyions que cette éventualité soit très peu probable. Mais ce dont il s'agit, en tout cas, ce n'est pas que le prolétariat polonais renonce à la lutte contre le joug national qu'il subit pour lutter au côté du prolétariat russe contre le joug social. Ce dont il s'agit, c'est que le prolétariat de toutes les nationalités s'unisse dans une vaste et puissante lutte contre toutes les formes d'oppression, y compris bien sûr l'oppression nationale. Même si l'objectif national se limitait au « morcellement de la Russie », le chemin de sa réalisation ne passerait pas par le « morcellement des forces du prolétariat », mais au contraire par leur unification et leur centralisation. Car seules les forces du prolétariat uni peuvent paralyser la force de l'Etat tsariste, condition minimale absolue sans laquelle l'indépendance de la Pologne restera un rêve ou une divagation.

Il faut noter que Lénine, dans cette réponse, ne s'attachait nullement à dénoncer le séparatisme, dans lequel il ne vit jamais le « mal absolu » - à la différence des chauvins qui usurpent la qualité de « léniniste ». Il répondit au PSP du point de vue de l'analyse concrète des conditions concrètes de lutte, pour établir que l'intérêt supérieur du prolétariat polonais, même si celui-ci épousait la cause séparatiste, exigeait qu'il fusionnât sa propre force avec celles du prolétariat des autres nationalités de Russie. C'est-à-dire que Lénine, à l'instar de Rosa (voir plus haut) mais bien plus clairement, ne défendait pas l'idée du parti centraliste multinational au niveau de l'Etat dans son ensemble, en tant que « principe sacré », mais en se fondant sur des considérations relatives à la stratégie révolutionnaire, dont le parti révolutionnaire est l'instrument par définition.

Aborder le problème de cette manière, sous l'angle de la stratégie révolutionnaire, implique que des exceptions doivent être envisagées au principe d'un parti pour un Etat (rappelons que nous ne traitons ici que de situations de continuité territoriale). Ainsi, dans les cas où le rapport des forces entre l'Etat oppresseur et la nationalité opprimée est, de façon permanente ou même conjoncturelle, de telle sorte que celle-ci peut objectivement conquérir son indépendance par ses propres forces - alors, la constitution d'un parti séparé dans sa région devient possible et légitime d'un point de vue prolétarien. Ce parti est alors l'instrument d'une stratégie révolutionnaire distincte, propre à cette région, mais recrutera ses militants, en tout état de cause, sur une base territoriale et non nationale. Nous disons seulement que cette éventualité devient possible et légitime, et non nécessaire ou inéluctable, car le critère décisif reste, en dernière instance, l'analyse concrète du cours réel de la lutte du point de vue de l'intérêt général du prolétariat, toutes nationalités confondues.

Deux cas types peuvent faire de l'éventualité mentionnée la plus appropriée : 1) le cas où les masses laborieuses de la nationalité oppresseuse sont dans une profonde léthargie, ou bien politiquement arriérées et en solidarité chauvine avec leur bourgeoisie, tandis que les circonstances se prêtent à la mobilisation des masses de la nationalité opprimée vers la conquête de leur émancipation nationale — dans le cadre d'un rapport des forces qui permette objectivement la réalisation de cet objectif par leurs propres forces (c'était d'ailleurs la condition de départ) : 2) le cas où des circonstances surgissent, telles qu'une guerre ou une insurrection, qui entraînent une paralysie prolongée de l'Etat oppresseur, de sorte que les masses de la nationalité opprimée deviennent en mesure d'arracher leur indépendance nationale sur leur territoire alors que les conditions subjectives du prolétariat de l'Etat dans son ensemble ne suffisent pas à ce qu'il s'empare du pouvoir central. Dans les deux cas, la formation d'un parti prolétarien séparé sur la base de la lutte séparatiste peut devenir une condition indispensable pour couper le chemin à la bourgeoisie de la nationalité opprimée, qui n'hésitera pas à tenter d'exploiter les circonstances à son profit.

#### **4. L'autonomie dans le cadre du centralisme**

En outre, le fait de conférer un caractère de classe, socialiste, à la lutte séparatiste des masses de la nationalité opprimée est une condition nécessaire pour gagner la sympathie du prolétariat de la nation oppresseuse et faire mûrir son mouvement, au lieu que sa bourgeoisie puisse le mobiliser sur des bases chauvines contre les « séparatistes ». Dire que seules des circonstances particulières ou exceptionnelles peuvent justifier la

formation d'un parti séparé du prolétariat de la région d'une nationalité opprimée, dans les frontières d'un Etat plus large, ne signifie aucunement qu'en règle générale, c'est-à-dire dans le cas du parti centraliste multinational, les particularités de la lutte des diverses nationalités doivent être gommées. C'est Lénine lui-même, ce centraliste par excellence, ce «jacobin» légendaire, qui insista le plus sur la nécessité que les organisations régionales et même locales du parti disposent d'une autonomie dans l'application de la politique centrale du parti. Il précisa, en réponse à un bundiste, que l'autonomie ne saurait être réduite à une simple question « technique », telle que la question linguistique, mais comprend fondamentalement la tâche d'adapter la politique du parti aux diverses sortes de particularités locales et régionales.

*« Un seul point du programme est appliqué différemment selon les différences des conditions de vie, de culture, de corrélation des forces sociales dans les diverses régions du pays, etc. L'agitation pour une seule et même revendication du programme est effectuée selon des méthodes diverses, en diverses langues, compte tenu de toutes ces différences. Ainsi donc, en ce qui concerne spécialement le prolétariat d'une certaine race, d'une certaine nation, d'une certaine région, l'autonomie signifie que la formulation des revendications spéciales présentées en vertu du programme commun, le choix des méthodes d'agitation, dépendent de la décision indépendante de l'organisation intéressée. Le parti dans son ensemble, ses organismes centraux établissent les principes fondamentaux généraux du programme et de la tactique ; quant aux différentes méthodes d'application de ces principes dans la pratique et dans l'agitation, elles sont arrêtées par les différentes organisations du parti subordonnées au centre, en conformité avec les différences locales, raciales, nationales, culturelles, etc. »* (Lénine, dans Mradu 22 octobre 1903)

Lénine veilla à ce que toutes les nationalités obtiennent le maximum de garanties à l'intérieur même du parti : cette vérité historique a été occultée en raison de sa contradiction avec le mythe du centralisme « militaire » dans le Parti bolchevique avant 1917, mythe qui fût consacré par le stalinisme parce qu'il convenait à ses méthodes organisationnelles dictatoriales, mais qui naquit néanmoins avant le stalinisme. Lénine lui-même contribua à le créer, quand il fut contraint d'insister exclusivement sur le centralisme au cours des premières années de la révolution russe, années de guerre et d'encerclement. Nous avons déjà cité les garanties proposées, à titre d'exemple et non exhaustivement, par le fondateur du bolchevisme, au congrès de 1906 : « *Organisation de conférences spéciales des socialistes de telle nationalité, représentation des*

*minorités nationales dans les institutions locales, régionales et centrales du parti [dans un rapport rédigé la même année, Lénine précise: "représentation proportionnelle" - S. J. création de groupes spéciaux de littérature, d'édition, d'agitation, etc. »* Quels sont aujourd'hui les partis multinationaux, « socialistes » ou « communistes », dans lesquels les membres des minorités nationales jouissent de telles garanties ?

Certes, en contrepartie des garanties, il y a la condition qui constitue la différence qualitative entre le fédéralisme national et le centralisme multinational, à savoir le rejet catégorique du principe national dans la formation des organisations de base et l'adoption de l'unité territoriale (locale et régionale) comme fondement exclusif de l'organisation du parti. Le critère de répartition des groupements du parti, tels que les cellules, dans la même localité, ne saurait en aucun cas être l'appartenance nationale des militants (bien entendu, si tous les militants de la même localité appartiennent à la même nationalité, le problème ne se pose pas), mais uniquement les considérations relatives à l'activité socioprofessionnelle ou au district de résidence. C'est ce principe d'organisation qui fût le critère du succès de l'« unification » de 1906 et la raison de l'échec de la fusion avec le Bund. Lénine le reconfirma après qu'eût été consacrée, à partir de 1912, la scission du POSDR et la constitution de la fraction bolchevique en parti séparé.

*« Ainsi, tout l'ensemble des conditions économiques et politiques de Russie exige de la social-démocratie qu'elle pratique inconditionnellement la fusion des ouvriers de toutes nationalités au sein de toutes les organisations prolétariennes sans exception (politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc.). Pas de fédération dans la structure du parti, pas de constitution de groupes social-démocrates nationaux, mais unité des prolétaires de toutes les nations dans une localité donnée, propagande et agitation dans toutes les langues du prolétariat du lieu, lutte commune des ouvriers de toutes les nations contre tous les privilèges nationaux, quels qu'ils soient, autonomie des organisations locales et régionales du parti. »* (Lénine, Thèses sur la question nationale, juin 1913)

Est-ce à dire que les minorités nationales dispersées au sein d'une majorité sur l'étendue de son territoire national - ce sont, en général, des minorités immigrantes, que leur immigration soit ancienne ou récente (comme c'est le cas, par exemple, des masses immigrées du Maghreb en Europe occidentale contemporaine) - ne trouveront aucun canal organisationnel particulier pour s'occuper de leurs problèmes spécifiques, à la différence des nationalités concentrées dans une région qui jouiront de l'autonomie régionale ? C'est une question qu'il est

légitime de poser, en fonction du principe exposé ci-dessus. La réponse se trouve déjà dans le fait que Lénine a toujours inclus dans ses propositions de garanties organisationnelles, aussi bien en 1903 qu'en 1906 ou plus tard, la nationalité juive (yiddish) qui ne disposait pas d'un territoire propre de concentration résidentielle. C'est même au Bund précisément que Lénine proposa lesdites garanties, dans le cadre du débat avec cette organisation, qui était alors la plus grande des organisations socialistes de Russie. Comment est-il possible de concilier, dès lors, le refus de constituer les groupements du parti ou ses cellules sur une base nationale, avec l'octroi aux militants appartenant à une minorité nationale de la faculté de s'adapter aux particularités de celles-ci, de mener l'agitation dans leur propre langue, et autres garanties, lorsque la minorité concernée est dispersée au sein de la majorité et que leurs lieux de résidence sont entremêlés ?

La solution, ce sont ces « *groupes spéciaux de littérature, d'édition, d'agitation* » à destination de la minorité nationale, figurant parmi les garanties proposées par Lénine et citées plus haut pour la deuxième fois. Ces « *groupes spéciaux* » ne sont pas des structures séparées, de statut identique à celui des organisations qui constituent l'armature du parti, mais des comités constitués au sein des organisations de base et dont les membres, tout en participant à ces dernières, mènent en plus une activité spécialisée en direction de la minorité nationale.

La même formule organisationnelle a été adoptée par la Troisième Internationale, à son Troisième Congrès (1921), au sujet des femmes (sexe opprimé mêlé aux hommes !). Elle est détaillée dans des Thèses pour la propagande parmi les femmes qu'il est utile de citer pour mieux préciser ce dont il s'agit : « *Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières, le Troisième Congrès de l'Internationale communiste reconnaît la nécessité pour le Parti communiste d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former dans tous les partis communistes des organes spéciaux chargés de ce travail. (...) Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les comités du parti, à commencer par le comité central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. (...) Le travail parmi les femmes doit être mené dans l'esprit suivant : unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.* »

Telle est la formule organisationnelle qui permet de mettre en pratique les garanties proposées par Lénine (y compris les conférences spéciales), lorsqu'une minorité nationale est territorialement mêlée à la majorité, sans enfreindre au principe du parti ouvrier centraliste multinational.

## 5. L'« *organisation nègre* » : exception et non règle

Il nous reste à examiner le cas de l'« *organisation nègre* » (3) que le Parti socialiste des ouvriers (SWP) appela à constituer aux Etats-Unis, en 1939. Ce projet fut soutenu par Léon Trotsky, au cours des discussions qu'il eut, en avril de la même année, avec les dirigeants de ce parti qui fût un des piliers de fondation de la Quatrième Internationale. De prime abord, l'idée d'une « *organisation nègre* » semble être en totale contradiction avec le principe du parti multinational que le même Trotsky avait ardemment défendu durant les années de lutte contre le tsarisme en Russie et auquel il n'a jamais renoncé.

En fait, Trotsky considérait - comme, du reste, ses camarades américains - que le projet de 1939 était une entorse exceptionnelle au principe multinational, justifiée par des circonstances exceptionnelles et visant au bout du compte à renforcer celui-ci. L'« *organisation nègre* » devait être, aux yeux de Trotsky et des trotskystes américains, une organisation de masse et non un parti révolutionnaire, membre de l'Internationale, comme l'était le SWP qui regroupait dans ses rangs des militants de toutes nationalités et « races ». C'est la condition particulière du peuple noir aux Etats-Unis qui rendait nécessaire l'existence de ladite organisation, en tant que passage vers la construction du parti ouvrier révolutionnaire multinational et multiracial, celui-ci demeurant l'objectif stratégique fondamental. Ainsi Trotsky, au cours de la discussion d'avril 1939, qualifiait-il le projet d'« école pré-politique » et s'interrogeait sur les raisons qui « déterminent sa nécessité » pour répondre : « *Deux faits fondamentaux : que les larges masses des Nègres sont arriérées et opprimées et cette oppression est si forte qu'elles doivent la ressentir à tout moment ; qu'elles la ressentent en tant que Nègres.* »

Cette conception du projet est exposée avec précision dans la résolution sur le « *travail nègre* » adoptée par le SWP en juillet 1939. et que nous citons : « *Pour des raisons faciles à comprendre, le Nègre américain est profondément défiant envers tous les Blancs et de récents événements ont accru cette défiance. (...) De plus, la conscience politique naissante des Nègres prend, assez naturellement, la forme d'une volonté d'action indépendante, non contrôlée par les Blancs. (...) Le SWP*

propose donc que ses membres nègres, aidés et soutenus par le parti, prennent l'initiative et collaborent avec d'autres militants nègres, pour la formation d'une organisation de masse nègre consacrée à la lutte pour les droits des Nègres. Cette organisation ne sera pas, ouvertement ou secrètement, une organisation périphérique de la Quatrième Internationale. Ce sera une organisation à laquelle les masses des Nègres seront invitées à participer sur la base d'un programme ouvrier correspondant aux luttes quotidiennes des masses d'ouvriers et de paysans nègres. Ce programme sera élaboré par l'organisation nègre elle-même, à laquelle les membres nègres de la Quatrième Internationale prendront part avec ni plus ni moins de droits que les autres membres. (...) Le soutien d'une telle organisation par le SWP ne limite en aucune façon le recrutement du parti parmi les Nègres et n'annule pas la lutte nécessaire pour l'unité des ouvriers noirs et blancs. Mais cette dernière voie a peu de chances d'être une large autoroute. Une organisation telle que celle qui est proposée est le moyen le plus probable d'amener les masses des Nègres à une action politique qui, bien que programmatiquement consacrée à leurs intérêts propres, devra inévitablement

fusionner avec les luttes plus larges du mouvement ouvrier américain dans son ensemble. »

Ce n'est pas à titre de modèle historique à imiter que nous avons décrit le projet de l'« organisation nègre », tel que conçu par le SWP et soutenu par Trotsky en 1939. L'expérience historique n'a d'ailleurs pas prouvé, depuis, l'efficacité de ce projet tel qu'il fut envisagé. Si nous l'avons présenté ici, c'est pour confirmer que, en tout état de cause, il ne s'agissait alors, aux yeux de Trotsky et de ses camarades américains, que d'une formule exceptionnelle que rendaient nécessaire des conditions exceptionnelles, déterminées par la profondeur de l'oppression raciste aux Etats-Unis à cette époque historique ( 1939 !). C'était en fait une voie exceptionnelle vers la création de conditions qui auraient permis que les masses laborieuses noires adhèrent à la formule marxiste « classique », celle du parti ouvrier révolutionnaire multinational. C'était l'exception qui confirme la règle que nous avons expliquée tout au long de cet article. Il reste à appliquer cette règle selon les spécificités de chaque cas, le critère suprême demeurant l'intérêt de la lutte révolutionnaire du prolétariat !

**Salah Jaber**

**Quatrième Internationale n°25, septembre 1987**

1. Cet article est traduit de l'original arabe paru dans le n° 3 (« Al Mitraqa », revue communiste révolutionnaire pour toute la région arabe. [Note ajoutée pour la traduction française.]

2. Les principales sources de cet article sont les Œuvres complètes de Lénine, les écrits de Rosa Luxemburg, l'anthologie les Marxistes et la question nationale (éditions François Maspero, Paris), la biographie de Rosa par Péter Netti et celle de Trotsky par Isaac Deutscher.

3. Nous avons maintenu le terme « nègre » qui était alors couramment utilisé, avant qu'il n'acquière un caractère péjoratif par la suite.

4. Il faut noter le soin évident, en 1939, à ne pas parler de « parti nègre », mais seulement d'« organisation nègre ».

---

## Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humains et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste. Nous sommes actifs au quotidien pour soutenir et impulser les résistances sociales, à partir desquels il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste au service de ces luttes. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.

**[www.lcr-lagauche.org](http://www.lcr-lagauche.org)**

---

**Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, [info@lcr-lagauche.be](mailto:info@lcr-lagauche.be)**

Nom : .....

n° & rue: .....

Code postal: .....Commune: .....

Tél: ..... E-mail: .....

un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 8 euros sur le compte FLL001-0728451-57

devenir membre de la LCR.

devenir membre de soutien de la LCR.

plus d'infos sur la LCR